

En Pologne

La tension reste vive à Gdansk
Les autorités nient tout mouvement de grève

Pékin s'inquiète du rapprochement entre le Japon et l'Alliance atlantique

LIRE PAGE 5



3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 25 fr. ; Canada, 1,10 \$; Danemark, 300 F CFA ; Espagne, 650 pes. ; Grèce, 100 dr. ; Italie, 95 L. ; Japon, 350 ¥ ; Liban, 1,500 L.L. ; Luxembourg, 27 F. ; Norvège, 800 kr. ; Pays-Bas, 1,75 f. ; Portugal, 85 esc. ; Suède, 340 F CFA ; Suisse, 7,75 fr. ; Tchécoslovaquie, 130 ml. ; Royaume-Uni, 10 p. ; Yougoslavie, 130 ml.

Tarif des abonnements page 18
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 65972 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Les explications de M. Mitterrand sur la crise au Tchad

Avertissement

L'entretien que nous a accordé le président de la République traite, finalement, deux grandes questions : pourquoi la France a-t-elle donné l'impression de traîner les pieds face à l'agression libyenne contre le Tchad ? Que peut et que veut faire Paris, aujourd'hui que cette agression est flagrante, pour y mettre un terme ?

Les réponses du président de la République à la seconde question sont les plus convaincantes : après avoir écarté toute idée de partition du Tchad - la bande d'Aouzou constituant un cas à part, - M. Mitterrand indique clairement au colonel Kadhafi que « le dispositif mis en place par la France lui donne tous les moyens, s'il le faut, de répondre militairement et vite à une nouvelle offensive ». Un peu plus loin, le chef de l'Etat revient sur cette idée : le dispositif militaire français n'est pas strictement défensif ; il peut « à tout instant progresser rapidement », et « nos soldats et leurs chefs » feront aussi bien « la paix comme la guerre ».

L'avertissement au colonel Kadhafi est des plus nets. S'il veut la guerre, s'il veut conquérir le Tchad, il rencontrera toute la puissance militaire nécessaire pour le contraindre. Cela dit, la France est prête à encourager tous les efforts pour « éviter » cette épreuve, d'abord dans un cadre africain, puis dans celui de l'ONU, s'il le faut. Le problème, c'est que cette politique - au cas où le colonel Kadhafi, tout en renforçant son dispositif dans le nord du Tchad, ne lancerait pas d'offensive - risque de déboucher sur un enlèvement de la France au Tchad : ne faut-il pas être au moins deux pour négocier ? Et le colonel Kadhafi ne pousse-t-il pas le cynisme jusqu'à nier la présence de ses troupes au Tchad ? Qu'il ne compte pas cependant sur l'usure du temps, lui fait savoir M. Mitterrand ; mais le président de la République refuse de s'expliquer davantage sur ce point crucial.

Autre écueil possible : la volonté éventuelle de M. Hissène Habré de forcer le cours des choses en impliquant la France malgré elle dans des combats. Lui aussi reçoit un avertissement. Cet « homme de courage et de conviction » doit savoir que « la France ne se laissera pas conduire là où elle ne veut pas ». C'est sans doute ce qu'un important responsable français ira prochainement lui expliquer à N'Djamena au cours d'une « conversation approfondie ».

Les réponses de M. Mitterrand concernant la première question - pourquoi avoir laissé le colonel Kadhafi s'emparer de la moitié septentrionale du Tchad avant de réagir énergiquement ? - emportent moins la conviction. Certes, c'est tout à l'honneur de M. Mitterrand d'avoir voulu jusqu'au bout préserver les chances de la paix et le prestige de la France. Mais n'y a-t-il pas eu mauvaise « lecture » des intentions réelles du colonel Kadhafi, qui avait tout intérêt, ces deux derniers mois, à paraître jouer le jeu de la négociation pour mieux réaliser son O.P.A. sur le nord du Tchad ?

Quoi qu'il en soit, les dés sont jetés. Les Français sont enfin informés des intentions et des moyens du président de la République. Ils savent que l'affaire du Tchad est une crise grave et que l'engagement français ne fait que commencer. Personne, à l'heure actuelle, ne peut dire où il s'arrêtera.

- Nous avons mis en place les moyens de répondre militairement et vite à une nouvelle offensive
- La France veut réunir les conditions qui rendent possible une négociation
- La partition plongerait l'Afrique tout entière dans une instabilité générale

nous déclare le président de la République

On lira ci-dessous les explications du président de la République sur la crise du Tchad et l'engagement progressif de la France. Il s'agit d'une interview soigneusement revue par le chef de l'Etat. C'est parce que le sujet est si complexe et épineux, explique-t-on à l'Élysée, que M. Mitterrand a tenu à s'expliquer par le biais d'une interview à la presse écrite et non à la télévision.

On apprendra ce jeudi matin que M. Charles Hernu devait se rendre dans l'après-midi au Tchad pour y inspecter les troupes françaises.

« Pensez-vous que l'action de la France a été déterminante dans l'arrêt, peut-être provisoire, des combats ?

« Oui, elle a été déterminante. Si nous avions agi autrement, ou bien la France serait en guerre contre la Libye depuis déjà plusieurs semaines, ou bien l'armée libyenne serait à N'Djamena. Or la guerre civile connaît un répit. La Libye, qui bute sur une réalité contraignante, doit reconsidérer son action, et le feu a cessé. Certes, ce premier résultat peut être remis en cause à tout moment. Mais le dispositif que la France a installé lui donne les moyens, s'il le faut, de répondre militairement et vite à une nouvelle offensive.

« On peut constater tout de même que la moitié du territoire du Tchad est occupé par la Libye.

« La Libye occupe le nord du pays, soit en effet près de la moitié de la superficie, mais pas la moitié, loin de là, de la population et de la production. Dans cette zone vivent cent cinquante mille personnes environ, réparties entre quelques oasis dont la principale est Faya. De son côté, l'armée française, à la demande du gouvernement tchadien et en liaison avec les forces dont celui-ci dispose, protège l'autre partie du territoire, là où se trouvent quatre

millions à quatre millions et demi d'habitants et la quasi-totalité de la production.

« Il ne serait pas acceptable que cette situation de fait se transforme en partition consentie. L'indépendance, la souveraineté et l'intégrité de tout Etat reconnu par la société internationale constituent un principe de base de la politique française et, plus encore, si je puis m'exprimer ainsi, quand il est question d'un pays comme le Tchad où nous assumons des responsabilités historiques et contractuelles particulières.

« Ce rappel d'un principe s'applique-t-il à la bande d'Aouzou ?

« Vous savez qu'Aouzou a été pratiquement annexée par la Libye depuis 1973. Mes prédécesseurs considéraient ce contentieux, qui remonte à l'époque coloniale - le Tchad, étant une possession fran-

çaise et la Libye une dépendance italienne, - comme une affaire bilatérale entre Tripoli et N'Djamena. Je pense comme eux. M. Hissène Habré avait également raison lorsque, exprimant le souhait de discuter avec M. Kadhafi, il se déclarait prêt à remettre à plus tard l'examen de ce différend.

« Que répondiez-vous à ceux qui pensent que, depuis la fin du mois de juin, il y a eu sous-estimation de la part des Français de l'intervention libyenne ? Qu'on a trop attendu ?

« Je répondrai à ces questions par deux interrogations : devions-nous faire, au vu des préparatifs dont nous étions informés, une guerre préventive à la Libye ?

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC et ERIC ROULEAU. (Lire la suite page 4.)

La C.G.T. saisie par la gestion

La Confédération multiplie les contre-propositions industrielles dans les entreprises en difficulté
Une manière de gagner du temps et de prendre date

Le changement est presque imperceptible, mais pourrait annoncer de grandes manœuvres : la C.G.T. est à son tour atteinte par la « gestion », cette maladie des temps difficiles qui peut frapper les organisations syndicales...

Imprimerie de Montsouris, la Chapelle-Darblay, Peugeot, Talbot ou encore, Renault, tous ces « points chauds » sociaux, surgis au cœur de l'été, ont une caractéristique commune, également constatée chez Monopet et Spiras : dans chaque cas, la C.G.T. a privilégié la nécessité d'élaborer un plan industriel avant d'envisager toute discussion du plan social.

Lire page 22 les déclarations de M. Krasucki

LE GOUVERNEMENT CHILIEN AUTORISE POUR LA PREMIÈRE FOIS UNE MANIFESTATION PUBLIQUE DE L'OPPOSITION

Le déclin du général Pinochet

De notre envoyé spécial

Santiago-du-Chili. - En apparence, rien n'a changé, ou presque. Le dictateur est toujours en place, et sans doute est-il convaincu de sa popularité. Pourtant, tout se passe comme si le Chili était déjà entré dans l'ère post-Pinochet. Ce mélange d'attrait et de répulsion qu'a longtemps inspiré le chef de l'Etat à une grande majorité de Chiliens paraît définitivement terminé. On ne le croit plus et on ne le craint plus.

En l'espace de trois mois, entre la première journée de protestation, le 11 mai, et la quatrième, le 11 août, le maître absolu du Chili a vu son autorité remise en question. Celui qui, il y a peu de temps, punissait toute « désobéissance » par l'emprisonnement, l'expulsion ou le bannissement, doit aujourd'hui accepter le retour au pays de personnalités politiques honnêtes, comme l'ancien ministre de la justice du gouvernement d'Eduardo Frei et l'ancien président du parti démocrate-chrétien, M. Jaime Castillo, devenu un symbole de la lutte contre l'arbitraire.

Celui qui voulait construire une démocratie sans partis politiques se voit contraint d'engager le dialogue

avec ces mêmes partis accusés d'obéir à des « idéologies étrangères ». Celui qui affirmait à l'issue des manifestations du 14 juin : « Il n'y aura jamais plus de protestations », vient de déclarer qu'il acceptait les protestations mais pas la violence.

Certes, le général Pinochet n'a pas renoncé à ses virulentes attaques contre le marxisme et semble décidé à se maintenir au pouvoir jusqu'en 1989. Mais tandis que le chef de l'Etat cherche une consolation auprès des femmes regroupées dans les « centres de mères », dont la principale animatrice est son épouse, et parcourt l'intérieur du pays en quête d'applaudissements, le « Chili réel » s'organise activement en vue d'une transition rapide vers la démocratie.

Le débat politique s'intensifie et les médias, totalement silencieux il y a à peine un mois, font désormais une large place aux déclarations de leaders de l'opposition.

Le nouveau chef du gouvernement, M. Onofre Jarpa, sait qu'il a

engagé une course contre la montre. « J'ai jusqu'à la prochaine journée de protestation pour prouver mon autorité au président et démontrer que je peux obtenir le soutien des citoyens », se dit-il à l'un de ses interlocuteurs. M. Onofre Jarpa, qui est aussi ministre de l'Intérieur, a déjà obtenu des appuis importants. Le général Sinclair, chef des conseillers du président, la junte, les colonels de l'armée de terre et l'épiscopat lui ont accordé leur confiance. Le successeur du cardinal Silva Henríquez, Mgr Juan Francisco Fresno, n'a pas hésité à affirmer : « qu'il ferait tout » pour favoriser les contacts entre gouvernement et opposition.

M. Onofre Jarpa s'efforce aussi de resserrer les liens avec les organisations syndicales, et en particulier avec la Confédération des travailleurs du cuivre (C.T.C.). Son président, M. Rodolfo Seguel, reçu le lundi 22 août par le ministre de l'Intérieur, s'est déclaré satisfait du changement d'attitude des autorités.

JACQUES DESPRÉS. (Lire la suite page 6.)

Nouvelles révélations de Beate et Serge Klarsfeld

La France aurait utilisé les services d'un responsable de la Gestapo au lendemain de la guerre

Dans le texte que nous publions ci-dessous, Beate et Serge Klarsfeld, qui consacrent leur vie à empêcher que les atrocités nazies ne tombent dans l'oubli, accusent les services spéciaux français d'avoir fait travailler, après guerre, l'un des plus hauts responsables de la Gestapo en poste à Paris durant l'Occupation. Ils citent longuement un document inédit de la D.S.T.

Les services spéciaux français ont, eux aussi, utilisé exceptionnellement certains gendarmes qui avaient été actifs en France, par exemple Ernst Misselwitz. Si Klaus Barbie a été le bourreau de Jean Moulin, Ernst Misselwitz a été le tortionnaire de Pierre Brossolette.

Gilberte Brossolette a publié un ouvrage dans lequel elle relate le sort de son mari après son arrestation (1) :

« Le 17 [février 1944], un capitaine des services de l'Abwehr à Rennes avait fait comparaître Brossolette dans son bureau. Sa voix s'était faite doucereuse pour questionner : « M. Brossolette, que faites-vous donc, le mois dernier, à Audierne, avec M. Brossolette ?

« Ainsi, ils étaient reconnus. Le dernier espoir s'évanouissait. Un second officier se tenait près de son collègue de l'Abwehr : le sinistre

Ernst Misselwitz, le patron de la Gestapo de l'avenue Foch, était accouru de Paris tout spécialement. Misselwitz avait effectué une mission à Lyon, peu de temps avant la guerre. Un consul général d'Allemagne était alors en poste dans cette ville. Il s'agissait d'espionner ce diplomate dont le zèle national-socialiste laissait paraître, à désirer, l'envoyé du Reich avait maintes fois entretenu, par la même occasion, le préfet du Rhône de l'époque, c'est-à-dire Emile Bollaert. Nul n'était donc mieux qualifié pour l'identifier de façon formelle.

« Il voulait ramener lui-même ses proies dans la capitale française, ces « terroristes numéro un » qui tenaient ses hommes en échec depuis des mois et des mois (...). Ils ne furent plus réunis que pour le voyage Rennes-Paris, qui occupa toute la journée du lendemain. Il ne se fit pas en fourgon cellulaire mais dans un banal taxi. Misselwitz était assis à côté du chauffeur. Les deux prisonniers étaient derrière, enchaînés l'un à l'autre par les mains et par les pieds... Pierre fut conduit d'assez bonne heure au 86. L'interrogatoire débuta immédiatement.

BEATE et SERGE KLARSFELD. (1) Il s'appelait Pierre Brossolette. Ed. Albin Michel, Paris 1976. (page 276).

La rentrée littéraire

ROMANS :
Qui donnera tort à La Bruyère ?
ESSAIS :
Les inquiétudes de notre société
LIVRES ÉTRANGERS :
A l'Est, à l'Ouest, peu de nouveau

Lire dans le Monde des livres les articles de JOSYANE SAVIGNEAU, FRÉDÉRIC GAUSSEN et NICOLE ZAND pages 9 à 12.

RÉTROSPECTIVE AU MUSÉE DES BEAUX-ARTS D'ANVERS

Les mascarades de James Ensor

« Tout artiste est un héros ingénu. Il faut qu'il souffre pour qu'un jour il ait la joie d'imposer à tous sa victorieuse personnalité totale », dit James Ensor. Il l'a imposée, malgré le mur de sarcasmes de ses contemporains. S'il en fallait une preuve, la voici au musée des beaux-arts d'Anvers qui, avec 130 tableaux et d'avantage de dessins, présente - après Zurich - une grande parade ensorienne. Exposition très riche et stimulante en dépit de quelques lourdeurs, elle bat le rappel des diverses périodes bien définies où le peintre témoigne d'un tempérament, d'une originalité, qui ne lui ont pas, à ses débuts, rendu la vie facile. Mais la frustration due à ses rapports conflictuels avec le groupe des Vingt, qui tenait le haut du pavé artistique en Belgique, a stimulé son art.

Aujourd'hui, on admire les « outrances » décrites naguère. Ensor est devenu célèbre pour ses mascarades, tableaux-théâtre où des personnages mimant la vie, se livrent à des intrigues, des orgies, se disputent des cadavres de pendu (le sien sans doute). Ensor a suivi la tradition flamande du grotesque. Mas-

ques, têtes de mort, c'est pour lui du pareil au même : ça parle du quotidien, ça révèle l'existence. Ils profèrent des vérités bonnes à dire, dures à accepter. Il s'agit, pour ce peintre-penseur, de désigner du doigt, à la fois galement et les dents serrées.

Individu contradictoire, présentant des tendances tantôt anarchisantes tantôt mystiques, Ensor a lui-même de nombreux visages derrière son propre masque. Les refoulements se manifestent dans ses autoportraits où il se montre plus qu'il ne s'étudie. Voyez, en chapeau fleuri, clignant de l'œil du côté de Rubens, la tourmente élégante de ce don Quichotte de la peinture, guerroyant les moulins à vent de Bruxelles et d'Anvers.

Né à Ostende en 1860, Ensor a un père anglais. Sa mère tenait un magasin de masques et objets en coquillages. Et tout cela se retrouve dans sa peinture : le côté flamand de la mère, anglais du père, la boutique familiale qui peuple son enfance, les brumes et les lumières d'argent des dunes d'Ostende...

JACQUES MICHEL. (Lire la suite page 15.)

Le Monde

idées

LE RAIL

Dans ses proclamations, la gauche a fait du chemin de fer un élément essentiel de la politique des transports. Dans les faits, pourtant, la situation financière de la S.N.C.F. n'a cessé de se dégrader depuis plusieurs années. Jean-Claude Gayssot en rend le précédent septennat responsable, ce que conteste Claude Collet. Pour Jean Sivardière, la solution à la crise passe par des investissements importants, en particulier la réalisation du T.G.V. Atlantique. Plusieurs lecteurs répliquent d'autre part à Dominique Bussereau, secrétaire national du parti républicain, qui, dans un récent « Point de vue », émettait quelques doutes sur l'opportunité d'un tel projet.

Ayant participé de près à la mise en œuvre de la politique des transports terrestres des précédents gouvernements, j'estime aujourd'hui qu'il est grand temps que l'opinion prenne conscience du gouffre financier dans lequel la S.N.C.F. s'enfonce rapidement. Mais je ne puis partager l'analyse des causes de ce phénomène telle qu'on la présente parfois en invoquant en particulier « la suppression, en 1970, des subventions d'équilibre » et « le refus de normaliser les concours de l'Etat (retraites, infrastructures, investissements) » (1).

Il ne m'est pas possible, dans le cadre de cet article, d'entrer dans le détail, mais je rappellerai cependant que le nouveau régime de relations entre l'Etat et la S.N.C.F., mis en place au début des années 70, dans la ligne des recommandations du rapport Nora de 1967, était fondé :

— D'une part, en conformité avec la réglementation de la C.E.E., sur une définition claire des contributions financières de l'Etat destinées à compenser les obligations de service public imposées à la S.N.C.F. (omnibus, transports parisiens, tarifs réduits) et à équilibrer les conditions de concurrence avec la route (retraites, charges d'infrastructure) ;

— D'autre part, sur l'octroi à la S.N.C.F. d'une autonomie plus large (gestion des services, tarifs), dans le cadre d'une définition d'objectifs à moyen terme, qui a pris les formes successives d'un contrat de programme (jusqu'en 1976) et d'un plan d'entreprise (à partir de 1979).

L'un des principaux objectifs était la suppression, par étapes, de la subvention d'équilibre ou tout au moins sa réduction progressive.

L'Etat a respecté ses engagements, revalorisant en particulier sensiblement sa contribution aux charges d'infrastructure en 1979, au

Le gouffre

par CLAUDE COLLET (*)

vu des résultats comptables de 1977 et accordant à la S.N.C.F. une large liberté en matière tarifaire à partir de 1979.

Deux reproches cependant peuvent être faits aux pouvoirs publics de l'époque :

— D'abord, de s'être opposés à certaines augmentations de tarifs, notamment en 1974, refus qui a pesé lourdement sur les comptes des années suivantes ;

— Ensuite, de ne pas avoir assuré les déficits d'exploitation successifs, espérant que la situation se redresserait ; cela n'a pas été le cas, mais le montant des déficits cumulés a été multiplié par deux depuis 1981.

Pas de fer à tout prix

Je ne pense pas non plus qu'on puisse valablement reprocher aux précédents gouvernements d'avoir obligé la S.N.C.F. à financer ses investissements en recourant presque exclusivement à l'emprunt, faute d'un autofinancement suffisant.

Il est normal de financer les investissements lourds par l'emprunt afin d'en faire supporter la charge par les générations successives d'usagers (sans parler du bénéfice tiré de l'inflation), qu'il s'agisse d'investissements destinés à améliorer la productivité ou d'investissements destinés à l'entretien et au renouvellement de l'outil. Quant aux investissements de renouvellement, ils devraient être financés par les amortissements ou des provisions ; ils le sont insuffisamment dans le cas de la S.N.C.F., mais les conséquences en sont largement atténuées par l'imputation des charges des emprunts au compte

(*) Ancien directeur des transports terrestres au ministère des transports.

d'exploitation dont le déficit, d'une manière ou d'une autre, est couvert par la collectivité.

Enfin, on doit se demander si le volume très important d'investissements réalisés par la S.N.C.F. depuis 1974 est convenablement adapté à son niveau d'activité prévisible.

Mais, au-delà de ces considérations qui touchent surtout les moyens, je pense qu'il faut surtout apprécier lucidement la situation actuelle. Il ne suffit pas d'affirmer : « Le rail vaut mieux que la route, il faut le développer » ; encore faut-il qu'il y ait des raisons objectives pour le faire. Or :

— S'agissant des transports de marchandises, l'évolution de l'économie tant au niveau global qu'au niveau structurel porte en elle la régression des tonnages à transporter (et pas seulement par le fer) ;

— S'agissant du transport des voyageurs, le maintien d'un réseau trop maillé, d'une trop forte fréquentation des tarifs et d'une course à la vitesse très coûteuse conduit à un alourdissement des coûts qui affaiblit la position de la S.N.C.F. face à la route et au transport aérien.

Cette évolution pèse lourdement sur le niveau des recettes. Or, dans le même temps, le développement des charges d'exploitation et d'investissement n'est pas maîtrisé. Les effectifs ont recommencé à augmenter alors que l'activité baissait ; si le nombre des personnels d'exécution a diminué sensiblement au cours des dix dernières années, celui de la maîtrise et des cadres a fortement crû ; ce n'est pas en soi un mal, mais, comme partout, il est plus facile de supprimer des emplois d'O.S. que des emplois de direction, et la S.N.C.F. souffre de frais généraux excessivement lourds liés à des structures internes très rigides.

Le pronostic ne peut être que pessimiste. Si on ne veut pas aboutir à la catastrophe financière, qui conduirait à prendre des mesures mal équilibrées et trop rigoureuses, il faut rapidement que les équipes en place abandonnent le slogan de développement du fer à tout prix : elles doivent organiser le réajustement des activités de la S.N.C.F. : développement de certaines, oui, mais aussi régression d'autres, et réintroduire la rigueur dans la gestion en allégeant sensiblement les structures de cette entreprise. Il ne semble malheureusement pas que nous soyons là.

(1) Article du Monde du 7 avril 1983.

LU

« L'Autre Chance, un métier pour réussir » de Marcel Rigout

Celui qu'on n'attendait pas

L'ÉCRITURE d'un livre en forme de bilan, après deux années passées à la tête d'un ministère, peut-être considérée comme un exercice innocent ?

La question vaut qu'on s'y arrête, s'agissant d'un ministre de la gauche au pouvoir. Marcel Rigout, l'un des quatre communistes membres du gouvernement et, qui plus est, le seul ouvrier avec M. Charles Fiterman. De fait, M. Marcel Rigout est celui qu'on n'attendait pas, celui qui a été valorisé par sa gestion d'un dossier technique — la formation professionnelle — et dont chacun s'accorde à admettre le sérieux, y compris dans les milieux du patronat.

Fort de résultats positifs et d'un jugement somme toute favorable, le ministre aurait voulu assurer sa paternité, et des « plans jeunes » (16 à 25 ans ensuite) et du projet de réforme de la loi sur la formation continue. Après tout, un remaniement ministériel est si vite arrivé...

A la lecture, pourtant, d'autres raisons se font jour. Dirigeant un ministère « qui marche », M. Rigout pouvait aussi se prévaloir, par ce livre, d'une action politique qui, quel que soit l'avenir, demeure valable dans tous les cas de figure. Acceptée par le gouvernement de l'union de la gauche, appréciée par les partenaires sociaux, sa ligne pourrait être aisément avalisée par le seul parti communiste au pouvoir, mais surtout beaucoup d'intérêt pour le thème de la formation. D'ailleurs, le ministre fournit une analyse de sa politique qui n'est pas celle d'un membre du gouvernement, mais s'efforce plutôt comme une lecture communiste des mesures gouvernementales.

Ainsi s'appuie-t-il sur Marx et la création de la plus-value pour indiquer les obstacles rencontrés dans sa bataille pour la qualification

Tourner la page du déclin

par JEAN-CLAUDE GAYSSOT (*)

Dans ces mêmes colonnes du Monde du 3 août, le parti de Valéry Giscard d'Estaing vient de faire connaître son opposition à la réalisation du T.G.V.-Atlantique.

Cette attitude permet de vérifier que la droite, dont l'objectif était le démantèlement de la S.N.C.F. avec l'application du plan Guillaume, ne se résout pas à ce que la page du déclin organisé du rail ait été tournée avec l'arrivée de la gauche au gouvernement, sous l'impulsion de Charles Fiterman. Par contre, les cheminots et les populations, qui, durant des années, se sont opposés à la politique systématique de réduction d'effectifs, de fermeture de gares et de lignes, peuvent apprécier l'indiscutable changement d'orientation. 1982 devait être l'année de l'éclatement et de la remise en cause des statuts, elle aura été l'année de l'embauche, de la réouverture de certains trafics, de la réforme de la S.N.C.F. d'une avancée de la démocratisation et de la décentralisation.

Le parti giscardien est, par ailleurs, mal placé pour faire référence au coût et à l'endettement de la S.N.C.F. et parler de gestion saine de l'économie. L'état de débâcle financière dans lequel la gauche a trouvé la S.N.C.F. à son arrivée au gouvernement était tel qu'on ne peut parler d'une situation de quasi-faillite dont on paye encore aujourd'hui les conséquences.

Pour démontrer l'insuffisance du T.G.V.-Atlantique, le parti giscardien s'inscrit dans une vision pessimiste des perspectives de trafic, aussi bien voyageurs que marchandises, en fixant les évolutions des différents modes de transport. L'exemple du T.G.V.-Sud-Est est pourtant patent quant à son attrait,

y compris pour des automobilistes. Il a fait la démonstration de son efficacité et de son utilité. Or, si les arguments développés contre le T.G.V. par le parti giscardien avaient été retenus pour le T.G.V.-Sud-Est, celui-ci n'aurait jamais vu le jour. C'est bien la preuve que sa réalisation n'est pas due à la volonté de Giscard d'Estaing mais au soutien dont il a bénéficié aussi bien de la part des agents de la S.N.C.F. que de la population.

En ce qui concerne le trafic marchandises, deux raisons nous font considérer que le recul n'est pas inévitable. La première, c'est que nous croyons que la croissance de notre économie et le développement des régions sont nécessaires et possibles. La deuxième, c'est que la S.N.C.F. a une carte à jouer dans ce cadre pour conserver et pour gagner des trafics marchandises en impulsant une politique commerciale enfin à la hauteur, ce qui, malheureusement, n'était pas le cas dans la gestion précédente.

Enfin, la volonté affichée de régression de l'industrie ferroviaire, une des premières industries exportatrices, constitue une menace pour l'emploi. D'autant plus que la construction du T.G.V.-Atlantique permettrait de créer plusieurs milliers d'emplois tant dans l'industrie que le bâtiment et les travaux publics.

Les travailleurs de ces corporations, les cheminots, les usagers du rail et les régions concernées, qui mesurent les avantages du T.G.V., apprécieront combien il serait négatif que les efforts du giscardisme se reproduisent.

(*) Membre du bureau politique du parti communiste français.

Investissements : la bonne voie

par JEAN SIVARDIÈRE (*)

Les usagers du train — on les oublie trop souvent dans le débat, alors qu'ils sont les premiers concernés — ne peuvent que se féliciter des orientations du T.G.V.-Atlantique.

1) Le T.G.V. n'est pas, pour reprendre une formule facile, le Concorde du rail. On a pu constater sur le réseau Sud-Est qu'il est une technique fiable, très attractive et en définitive très rentable pour la S.N.C.F.

2) La saturation des réseaux Ouest et Sud-Ouest est dès aujourd'hui atteinte en de nombreux points : région parisienne, Val-de-Loire, abords du Mans et de Tours. Sans le T.G.V.-Atlantique la qualité des services offerts aux voyageurs ne pourra que se dégrader, même si le trafic n'augmente que faiblement : en effet une amélioration des lignes existantes serait difficile techniquement et d'un coût élevé. Le T.G.V. permettra au contraire un progrès décisif du confort, de la vitesse et des fréquences.

3) En fait le problème n'est pas de savoir si le trafic ferroviaire va augmenter à l'avenir, mais de provoquer une telle évolution par une politique volontariste.

Les grands moyens

Les économies d'énergie, la réduction de l'insécurité routière sont des objectifs qui, hélas, restent d'actualité. Si l'on veut attirer les voyageurs et les marchandises vers le chemin de fer, et diminuer ainsi les coûts sociaux des autres modes de transport, il faut employer les grands moyens.

4) L'investissement est-il si lourd ? On comprend mal la construction de 308 kilomètres de voies ferrées suscitant autant de réticences, alors que celle de 1 400 kilomètres d'autoroutes non rentables semble aller de soi. Certes la S.N.C.F. connaît de graves difficultés financières : seule la poursuite d'investissements importants lui permettra de les surmonter.

Cela étant, le T.G.V. ne doit pas être réalisé au rabais, les problèmes d'environnement posés par son installation doivent être pris au sérieux. D'autre part, sa mise en place doit se faire dans le cadre d'une promotion générale du rail, et non au détriment des autres services ferroviaires. La collectivité doit donner à la S.N.C.F. les moyens de développer simultanément ses relations radiales, transversales et régionales.

(*) Secrétaire général de la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (F.N.A.U.T.), administrateur de la S.N.C.F.

Édité par la S.A.R.L. le Monde
Gérant : André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Bouvier-Méry (1944-1968) Jacques Fauvet (1969-1982)
Imprimerie : le Monde, 5, rue des Italiens, PARIS-IX
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2037.

RÉPLIQUES A... DOMINIQUE BUSSEREAU

T.G.V.-Atlantique : attendre ou pas ?

Après la publication d'un « Point de vue » de M. Dominique Bussereau, secrétaire national du parti républicain, intitulé « T.G.V.-Atlantique : il est urgent d'attendre » (le Monde du 2 août), M. Pierre Vincent, l'un des représentants du personnel au conseil d'administration de la S.N.C.F. nous écrit :

Le responsable transport du P.R. exprime une position en continuité avec la politique menée jadis sous l'égide et l'impulsion du plus connu des représentants de son parti, l'ex-président de la République, M. Giscard d'Estaing.

Cette continuité s'affirme à plusieurs reprises dans le texte, d'abord en matière de politique économique et sociale : ainsi l'« indispensable opération-verté » pour la « réorganisation » du secteur de l'industrie ferroviaire est en droite ligne de l'opération-verté menée pour la sidérurgie. C'est un choix de destruction d'emplois, mais c'est aussi un choix de déclin, puisqu'il s'agit d'un secteur parmi les plus porteurs à l'exportation. Mais comme les be-

soins S.N.C.F. sont jugés « artificiels » tout est dit. Pas étonnant que, avec un tel état d'esprit, le projet T.G.V.-Atlantique n'ait jamais été évalué à partir des potentialités d'emplois qu'il comporte, par exemple dans le domaine des travaux publics et au-delà.

Mais là où le comble est atteint, c'est lorsque l'auteur s'apitoie sur l'« endettement outrancier » de la S.N.C.F. C'est sans doute un souci anodin qui a conduit, il y a quelques années, un éminent ministre des finances, appelé par la suite à un destin national, à refuser les concours du budget de l'Etat pour le projet T.G.V.-Sud-Est, contraignant ainsi la S.N.C.F. à recourir aux emprunts, donc à s'endetter outrancièrement.

En fait, il s'agit de la même continuité, une démarche d'attente qui, jusque mal un refus de principe. On peut d'ailleurs légitimement s'interroger sur le devenir du T.G.V.-Sud-Est si le président Pompidou n'avait pas, parmi ses ultimes décisions, donné le feu vert au projet, et si la ténacité des cheminots n'avait

surmonté nombre d'obstacles. Il est vrai que, lorsqu'on considère qu'une décision favorable au T.G.V.-Atlantique correspondrait à des « raisons de prestige », on se situe bien dans la continuité.

Ce qui gêne au plus haut point, c'est bien la capacité du rail français à se maintenir dans le monde d'aujourd'hui et à se placer en bonne position pour demain, c'est aussi un rejet de la politique nouvelle déclinant de la loi d'orientation des transports intérieurs.

Voilà pourquoi la C.G.T., accusée de faire pression pour le projet T.G.V.-Atlantique, persiste et signe, mieux elle s'en honore. Non pas pour assurer la gloire des cheminots, mais parce que sa conception de l'intérêt général n'est pas séparée du renforcement technologique de notre pays. Bien sûr, cela cadre mal avec une vision technocratique de la place du chemin de fer en France. Mais, comme l'indique l'auteur de l'article en question : « Cela est une autre histoire ».

M. Olivier Givélet, président de l'Association nationale des voyageurs et usagers des services publics de transport (ANU) ne partage pas non plus le « Point de vue » de M. Bussereau :

M. Bussereau s'oppose au T.G.V.-Atlantique... Un élu qui refuse le progrès, voilà qui surprend de prime abord. Nous laisserons à ses électeurs le soin de le juger. Mais nous rappellerons au secrétaire national du parti républicain que, lors de l'inauguration du T.G.V.-Sud-Est, en septembre 1981, les jeunes giscardiens exhibaient des pancartes disant : « Le T.G.V., c'est Giscard ».

Quant à nous, nous voudrions souligner en notre qualité de voyageurs mais aussi de citoyens et de contribuables, qu'il est urgent d'entreprendre le T.G.V.-Atlantique. Le T.G.V. est une invention française qui est la chance de notre pays : c'est l'un des très rares créneaux où nous disposons, dans une compétition mondiale acharnée, d'une avance considérable face à une concurrence faible. Notre commerce extérieur l'impose donc pour l'exemple qu'il sera, mais nous avançons aussi, car la sécurité de nos communications dépend des moyens de transport électriques grâce à l'indépendance que nous assure le nucléaire. Qui peut dire, dans cet univers troublé et agité par les guerres du Moyen-Orient en escalade continue, ce que sera notre approvisionnement en pétrole dans quinze ou vingt ans ?

Par ailleurs l'excellente tenue du trafic-voyageur de la S.N.C.F. (non atteint par la crise mondiale à la différence du trafic marchandises) commande de réaliser d'urgence la nouvelle voie. Quels que soient leurs talents, nos ingénieurs ne peuvent se contenter d'infrastructures héritées du dix-neuvième siècle ni le pays se satisfaire de seulement 389 kilomètres de voies modernes.

Une plongée dans l'imagerie andalouse

CLÉMENT LÉPIDIS

L'or du Guadalquivir

ROMAN



Collection Méditerranée au Seuil

Collection Méditerranée au Seuil

Le Monde

Les forces d'un effort

Le Monde du 26 août 1983

Le Monde du 26 août 1983

Le Monde du 26 août 1983

Le Monde du 26 août 1983

LA CRISE AU TCHAD

Les forces massées à Faya-Largeau sont sous l'autorité directe d'un officier supérieur libyen proche du colonel Kadhafi

Le dispositif militaire à Faya-Largeau - forces libyennes et partisans de M. Oukoukou Oueddei - s'est très nettement renforcé ces derniers jours et son commandement sur le terrain en a été restructuré sous l'autorité directe d'un officier supérieur libyen, le colonel Al Rhaï, qui passe pour un homme de confiance du colonel Kadhafi. Au total, selon des évaluations de source française, un premier échelon s'est installé dans la palmeraie, tandis qu'un deuxième échelon de forces est tenu en réserve entre Faya-Largeau et la bande d'Aouzou.

A Faya-Largeau même, les combattants ont organisé un système plus défensif qu'offensif, dissimulant leurs blindés et leurs véhicules sous des filets, édifiaient quelques bâtiments en dur et des tentes, ou encore plantant des poteaux de transmissions. Des éléments de reconnaissance, transportés par des hélicoptères libyens de fabrication soviétique, parcourent fréquemment de Faya-Largeau en direction de Koro Toro et d'Oum-Chalouta, vers le sud, puis regagnent la palmeraie.

Agé de quarante et un ans, le colonel Al Rhaï, qui a précédemment dirigé une compagnie aérienne libyenne, a été en stage d'instruction

militaire, pendant deux à trois ans, en République démocratique allemande. Il est considéré comme un fidèle du chef de l'Etat libyen et a organisé, à Faya-Largeau, le dispositif de telle sorte que sa chaîne de commandement reçoive directement ses ordres du colonel Kadhafi. Cette centralisation du commandement est souvent considérée, à Paris, comme étant aussi une garantie de discipline qui permettrait, le cas échéant, d'éviter des aventures ou des improvisations militaires locales.

A N'DJAMENA, une délégation de cinq militaires américains a quitté mardi 23 août la capitale tchadienne après avoir étudié les besoins éventuels de l'armée tchadienne en matériels militaires supplémentaires. Il ne resterait plus actuellement que trois militaires américains au Tchad : un conseiller chargé d'entraîner les soldats tchadiens au maniement des missiles anti-aériens Rodéys livrés par Washington au gouvernement de M. Hissène Habré et deux spécialistes de l'assistance logistique.

D'autre part, des rumeurs persistent sur l'éviction ou peut-être la mort du chef du GUNT, M. Oueddei courrait dans les milieux diplomatiques

à N'Djamena. Le rival de M. Habré n'a, en effet, pas été vu depuis plus de trois semaines.

A KHARTOUM, les services de sécurité soudanais ont affirmé, mercredi 24 août, avoir obtenu des informations « confirmant sans aucun doute possible » que la Libye envisageait de déstabiliser certaines régions du sud du Soudan en collaboration avec l'Union soviétique. Selon les mêmes sources, les services secrets libyens essaieraient d'offrir des organisations qui, dans le Sud, luttent contre le gouvernement de Khartoum. D'autre part, selon l'Agence soudanaise de presse, le président Ronald Reagan a adressé un message au président Menneny dans lequel il affirme que les Etats-Unis s'engagent à soutenir le Soudan au cas où le conflit du Tchad mettrait en péril l'intégrité territoriale de ce pays. Le président américain souligne la nécessité « de faire comprendre à tout le monde qu'aucune agression contre le Soudan ne sera tolérée ».

A ADDIS-ABABA, M. Maurice Faure, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, a rencontré mercredi le chef de l'Etat éthiopien, M. Mengistu Haile Mariam, à qui

il a fait part d'un message de M. Mitterrand.

A DAKAR, M. Christian Nucci, ministre français de la coopération, s'est entretenu mercredi avec M. Abdou Diouf, président de la République du Sénégal. M. Nucci doit se rendre ensuite au Mali et au Bénin.

A MOSCOU, Radio-Moscou a affirmé que l'intervention de Paris dans les affaires du Tchad « a, sous la pression de Washington, revêtu qualitativement un nouveau caractère ». La radio soviétique a estimé que « le Tchad pourrait se transformer en un deuxième Liban ».

A GENÈVE, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) a lancé mercredi un appel pour une aide médicale en faveur du Tchad, où l'on craint des épidémies de rougeole, de méningite et de malaria. Seuls neuf médecins sont disponibles pour un million et demi d'habitants dans les six provinces affectées par la guerre. L'UNICEF évalue déjà à 170 000 les cas de malaria, de rougeole, de tuberculose, de tétanos, d'hépatite et de méningite, non traités pour la plupart.

N'Djamena s'interroge sur la finalité de l'« opération Manta »

De notre envoyé spécial

N'Djamena. — Pour entretenir, équiper, protéger et piloter les quatre Mirage et les quatre Jaguar français stationnés sur l'aéroport de la capitale tchadienne, il ne faut pas moins de cent quatre-vingt-dix hommes. Si le pont aérien demeure intense entre N'Djamena et la France — ou les bases françaises de Centrafrique — c'est qu'il faut acheminer vers le Tchad, entre autres choses, des climatiseurs et tout un matériel indispensable à des troupes qui ont prévu un long séjour sur place.

Il faut également assurer leur entière sécurité, ce qui explique pourquoi tous les cas de figure ont été prévus par l'état-major français. En d'autres termes, les parachutistes protègent des mécaniciens, qui entretiennent des avions défendus par des batteries de missiles sol-air Crotale, elles-mêmes gardées par des parachutistes, dont la sécurité en dernier recours est assurée par l'aviation. Tout le monde protège tout le monde. L'ensemble est cohérent, et le système de défense se veut impénétrable, quelles que soient, dans la connaissance actuelle de la situation, les contingences politiques ou militaires.

Le produit de l'« opération Manta », pour tout dire, ressemble à un très beau bijou militaire. On peut même envisager — contingence qui n'a pas été oubliée — d'en faire un instrument offensif. L'autonomie de ce petit corps d'intervention a également été prévue dans cette hypothèse. Un Bréguet-Atlantique, avion de surveillance, traîne dans le ciel tchadien, non seulement pour se renseigner sur ce qui se passe au sol, mais aussi, le cas échéant, pour guider les Jaguar chargés de bombarder

der sous la protection des Mirage d'interception (1).

Mais cette petite machine bien huilée, disposant des armes les plus sophistiquées, ne tourne-t-elle pas à vide ? On la monte, on l'entretient, on la renforce, on la consolide, mais on n'ose songer à s'en servir. Tandis que les Libyens consolident leur dispositif dans le nord du pays, tout se passe ici comme si le commandement français avait reçu l'ordre de ne pas bouger. Le jouet est là, mais pas la clef.

Pour éviter, voilà deux semaines, une déroute des forces de M. Hissène Habré face aux légions du colonel Kadhafi, il n'aurait sûrement pas été nécessaire d'installer au Tchad des garnisons si complètes et tellement bien organisées : quelques Jaguar ou le déploiement d'un bataillon bien équipé de parachutistes y auraient probablement suffi sous certaines conditions. En fait-on aujourd'hui trop ou pas assez — dans ce genre de guerre, la position d'attente n'est pas forcément la plus favorable — et risque-t-on l'enlèvement ? L'« opération Manta » s'est bien déroulée, mais ici on se demande toujours à quoi elle sert réellement.

J.-C. POMONTI.

(1) L'avion Bréguet-Atlantique, qui appartient à la Marine française, est capable de missions d'écoute électronique, d'observation photographique, et il peut aider à la navigation — au-dessus du désert — d'avions de combat en formation d'attaque. En revanche, il ne peut, comme un avion-radar du type de l'AWACS ou du Hawkeye américains, détecter des raids hostiles à longue distance et, *a fortiori*, guider sur leurs objectifs des avions de combat.

Dix-huit ans de guerre civile

11 AOÛT. — Proclamation de l'indépendance. François Tombalbaye est élu président de la République.

1964
AVRIL. — L'Assemblée nationale tchadienne exige le retrait des trois mille soldats français encore stationnés au Tchad.

1965
JANVIER. — La moitié nord du pays, qui était sous contrôle de l'armée française, passe sous administration tchadienne.

10 NOVEMBRE. — Des incidents à Mangalaké marquent le début de l'insurrection.

1966
JUN. — Création au Soudan du Front national (Front de libération nationale du Tchad).

1968
28 AOÛT. — Le président Tombalbaye fait appel aux troupes françaises pour venir à bout de la rébellion dans le Tibesti.

1970
OCTOBRE. — Onze militaires français tués au cours d'un accrochage dans la région de Faya-Largeau.

1971
JUN. — Retrait des forces françaises d'intervention.

AOÛT. — Après l'échec d'une tentative de coup d'Etat contre Tombalbaye, le Tchad rompt ses relations diplomatiques avec la Libye.

1973
OCCUPATION de la bande d'Aouzou, dans le Nord, par les forces libyennes.

1974
21 AVRIL. — Trois Français, dont l'ethnologue François Clastre, sont pris en otages par les rebelles touaregs d'Hissène Habré, dans le désert du Tibesti. François Clastre sera libéré par le Front de M. Oukoukou Oueddei, à Tripoli, en janvier 1977, après de multiples tractations (et le versement par la France d'une rançon), au cours desquelles, en avril 1975, le commandant Golega, négociateur français, est exécuté.

1976
13 AVRIL. — François Tombalbaye est assassiné au cours d'un putsch à l'arme blanche. L'armée prend le pouvoir. Le général Malloum devient président de la République.

1977
20 JUIN. — Offensive généralisée du Front dans le Nord. Des avions français apportent un soutien logistique au général Malloum.

1978
FÉVRIER. — Prise de Faya-Largeau par les rebelles.

31 AOÛT. — Réconciliation Malloum-Hissène Habré, qui devient premier ministre.

1979
FÉVRIER. — Début du conflit armé entre le général Malloum et M. Habré. Les combats forment plusieurs vagues, notamment à N'Djamena.

23 MARS. — Accord de Kano (Nigeria) : M. Malloum et Habré décident d'un « Conseil d'Etat provisoire », présidé par M. Oukoukou Oueddei, est mis en place.

10 NOVEMBRE. — A la suite des accords de Lagos, signés le 21 août, le GUNT (gouvernement d'union natio-

nale de transition), présidé par M. Oukoukou Oueddei, rassemble onze tendances tchadiennes. M. Habré est le ministre de la défense.

1980
21 MARS. — Début de la guerre civile entre les Forces armées du Nord (FAN) de M. Habré et une coalition formée par les forces armées populaires de M. Oueddei, les Forces armées tchadiennes du colonel Kamegué et le Front d'action commune de M. Ayl Alham.

17 MAI. — Retrait des troupes françaises.

28 NOVEMBRE. — Accord de défense entre la Libye et M. Oukoukou Oueddei.

6 DÉCEMBRE. — Entrée des troupes libyennes à N'Djamena. M. Habré se retire dans le maquis à la frontière soudanaise.

1981
28 JUIN. — Le sommet de FO.U.A., réuni à N'Goroh, réaffirme son soutien au GUNT.

17 SEPTEMBRE. — M. Oukoukou Oueddei est reçu à l'Élysée par M. Mitterrand.

2 NOVEMBRE. — Ouverture du sommet franco-africain à Paris. Le 3, les troupes libyennes commencent à évacuer N'Djamena.

13 NOVEMBRE. — Les premiers 650 soldats (sauf les de la Force interafricaine arrivent à N'Djamena.

1982
7 JUIN. — N'Djamena tombe sous le contrôle des Forces armées du Nord de M. Hissène Habré. M. Oukoukou Oueddei se réfugie au Cameroun.

8 OCTOBRE. — Le sommet franco-africain s'ouvre à Elounda. A cette occasion, M. Habré s'entretient avec M. Mitterrand.

25 NOVEMBRE. — Le sommet de FO.U.A., qui devait se tenir à Tripoli, est annulé, en raison d'un désaccord sur la question de la représentation tchadienne. En août, le sommet avait déjà été annulé.

1983
9 JUIN. — Le dix-septième sommet de FO.U.A., qui s'ouvre à Addis-Abeba, consacre le gouvernement de M. Hissène Habré.

24 JUIN. — Avec l'aide des forces libyennes, Faya-Largeau est reprise

par les forces de M. Oukoukou Oueddei. La France livre des munitions et du carburant au gouvernement de M. Habré.

1^{er} JUILLET. — L'aide française s'intensifie. Le 3, deux cent cinquante parachutistes sautent à N'Djamena.

14 JUILLET. — M. Mitterrand déclare que la France « n'a aucun regret de l'aller au-delà des accords de coopération de 1976 ».

30 JUILLET. — Les troupes gouvernementales reprennent Faya-Largeau. L'aviation libyenne bombarde la ville.

10 AOÛT. — Les troupes gouvernementales, pilonnées par les avions libyens, ont évacué Faya-Largeau. Trois cent quarante « instructeurs militaires » français sont envoyés à N'Djamena.

15 AOÛT. — Les parachutistes français se déploient au nord et à l'est de N'Djamena.

20 AOÛT. — Huit avions de combat (Jaguar et Mirage) arrivent à N'Djamena. On estime à près de trois mille hommes les forces engagées dans l'opération « Manta ».

AU COURS DE SA VISITE OFFICIELLE A JERUSALEM

Le chef de l'Etat libérien s'est vu proposer l'appui d'Israël dans sa lutte contre la Libye

Jérusalem. — Soucieux de renouer avec l'Afrique noire, les Israéliens vont vite en besogne : le 13 août, le Libérien annonce la reprise des relations diplomatiques avec Israël ; le 22, le président Samuel Doe arrive à Jérusalem pour une visite officielle de quatre jours ; et, avant même la fin de ce séjour, le ministre israélien de la défense, M. Moshe Arens, confirme, le 24, que le gouvernement de M. Begin envisage l'envoi de conseillers militaires à Monrovia pour perfectionner l'entraînement de l'armée libérienne.

M. Arens a aussi laissé entendre que les services de renseignement israéliens pourraient fournir au Libéria des informations utiles sur les menées actuelles de la Libye en Afrique, une offre qui paraît ne pas s'adresser seulement au Libéria mais aussi à d'autres Etats africains avec lesquels Israël a l'habitude de rétablir des rapports normaux et officiels et qui sont inquiets des menaces que fait peser sur leurs régimes la politique du colonel Kadhafi. Selon la radio israélienne et une rumeur persistante entretenue par les milieux gouvernementaux de Jérusalem, la République Centrafricaine pourrait être le prochain pays à faire connaître son intention de rouvrir son ambassade en Israël (1). Une délégation centrafricaine s'est rendue discrètement à Jérusalem au cours du mois de juillet.

Le gouvernement israélien n'a pas ménagé ses efforts pour assurer la venue du président Doe. C'est à bord d'un Boeing-707 de l'armée israélienne que le chef de l'Etat libérien et sa suite sont arrivés en Israël. M. Begin a félicité le président Doe pour sa « décision courageuse », soulignant avec insistance qu'elle devait servir d'exemple à d'autres chefs d'Etat africains. Dans l'entourage du président Doe, on fait

De notre correspondant

remarquer que la plupart de ceux-ci ont été déçus par l'attitude des pays arabes, qui, en échange de la rupture avec Israël, n'ont pas apporté l'aide attendue.

Pour ne pas donner l'impression de céder à toutes les sollicitations libériennes, le président libérien a rappelé qu'il était nécessaire de reconnaître « les droits du peuple palestinien, y compris celui de posséder un Etat ». Mais le Libéria a accepté de fournir son ambassade à Jérusalem et non pas à Tel-Aviv (à l'exception de celles du Costa-Rica et du Zaïre, toutes les autres ambassades se trouvent à Tel-Aviv).

Un accord d'aide et de coopération devait être signé ce jeudi 25 août par M. Begin et le président Doe. Tous les aspects militaires de cet accord ne seront vraisemblablement pas révélés. Hormis les allusions faites par M. Arens à ce sujet, on sait que les Libériens seraient prêts à acheter à Israël certains types d'armement. Mais les Israéliens n'ignorent pas que dans ce domaine le Libéria bénéficie déjà d'une substantielle aide militaire fournie par les Etats-Unis. La contribution israélienne devrait donc être moins importante que celle qui est accordée au Zaïre depuis un an. (A ce propos, on dément à Jérusalem que des instructeurs israéliens soient impliqués dans l'intervention zairoise au Tchad).

L'apartheid sud-africain

Au cours de la visite du chef de l'Etat libérien, il a été beaucoup question du Tchad et de l'intervention libyenne. M. Haim Herzog, président de l'Etat d'Israël, a stigmatisé le « nouveau danger » que représente le « colonialisme libyen » soutenu par l'U.R.S.S. Il a déclaré au

président Doe : « Votre combat contre cette nouvelle forme d'impérialisme est une lutte à laquelle nous nous identifions et qui attire notre sympathie ». Soulignant que depuis son accession au pouvoir en 1980, il avait fait être renversé par un coup d'Etat « fomenté par la Libye », le président Doe a déclaré qu'il souhaitait que s'organise un vaste soutien international pour venir en aide au « gouvernement légitime du président Hissène Habré ».

Pour faciliter le rétablissement de relations fructueuses entre Israël et l'Afrique noire, les dirigeants de Jérusalem ont également fait preuve de bonne volonté. Par exemple, le président Herzog a, à la surprise de son auditoire israélien, très vigoureusement dénoncé l'apartheid en Afrique du Sud. Les efforts faits par le gouvernement de M. Begin soulèvent cependant quelques critiques. Le quotidien indépendant *Aaretz* et le journal *Davar* (tendance travailliste) ont fait observer qu'Israël, en période d'austérité, n'avait guère les moyens de se livrer à une coopération importante avec les pays d'Afrique noire. Certains milieux de l'opposition travailliste murmurent qu'Israël ne devrait pas céder à la tentation d'être le « Cuba des Etats-Unis » sur le continent noir.

FRANCIS CORNU.

(1) A la demande des Etats arabes, la plupart des pays d'Afrique noire avaient rompu avec Israël en 1973 au moment de la guerre de Kippour. Le Zaïre a été l'un des derniers à rétablir ses relations diplomatiques avec l'Etat juif, aussitôt après l'évacuation complète du Sinaï, en avril 1982. Avec la restitution de ce territoire à l'Egypte (membre de l'Organisation de l'unité africaine), les pays africains n'ont plus, aux yeux des Israéliens, de raison de prolonger le boycottage d'Israël.

A TRAVERS LE MONDE

Etats-Unis

SCOTT NEARING, « père » du mouvement écologique américain, est mort mercredi 24 août à l'âge de cent ans, à Harborside, dans l'Etat du Maine. Ecivain socialiste et pacifiste, précurseur des défenseurs de l'environnement, végétarien, Scott Nearing a publié une dizaine de livres en faveur de la vie rurale, de l'alimentation « naturelle », du pacifisme, des droits civiques et de l'écologie. — (Reuter.)

Grande-Bretagne

TROIS CENTS JOURNALISTES du groupe Express Newspapers ont été licenciés en bloc mercredi 24 août pour avoir refusé de mettre fin à une réunion syndicale. Le groupe, qui publie le *Daily Express*, le *Daily Star* et le *Sunday Express*, a déclaré qu'en arrêtant leur travail pour une réunion sur des revendications salariales les journalistes avaient rompu une clause de leur contrat. — (Reuter.)

République Sud-Africaine

M. PIK BOTHA, premier ministre d'Afrique du Sud, a fixé au 2 novembre la date du référendum parmi la population blanche du pays, sur sa proposition d'offrir aux Indiens et aux métis une participation limitée au pouvoir. Selon les termes de la proposition, l'actuel Parlement, exclusivement blanc, serait remplacé

par trois chambres réservées aux Blancs, aux métis et aux Indiens. Les vingt millions de Noirs qui représentent 70 % de la population du pays continueraient d'être exclus du processus de décision politique. — (Reuter.)

U.R.S.S.

L'ECRIVAIN GUEORGUI VLADIMIROV DECHU DE SA NATIONALITE. — L'auteur du *Fidèle Roustan* qui anima la branche soviétique d'Amnesty International jusqu'à son départ en mai dernier pour enseigner un an en R.F.A., est privé de la nationalité soviétique pour « avoir eu des activités hostiles à l'U.R.S.S. » et avoir, « par son comportement, infligé des dommages au prestige » de ce pays. — (A.P.)

Uruguay

LA POLICE A ARRÊTÉ une centaine de personnes à Montevideo, mercredi 24 août, alors que les trois partis légaux avaient invité la population à rester chez elle pendant deux heures, le jeudi 25, en signe de protestation contre le gouvernement. C'est la première fois, en dix ans de régime militaire, que les partis Blancs, Colorados et de l'Union civique invitent la population à protester. La plupart des personnes appréhendées se trouvaient devant le siège de l'organisation de défense des droits de l'homme, Justice et paix, interdite. — (Reuter.)

VU A "APOSTROPHES"

JEAN BERNARD de l'Académie française

Le sang et l'histoire

"Clair, précis, rigoureux, mais très accessible au grand public, ce livre passionnera autant les médecins que les amateurs d'histoire." Eric Roussel - France Catholique

BUCHET / CHASTEL 18, RUE DE CONDE - 75006 PARIS

AFRIQUE

Les explications de M. Mitterrand sur la crise au Tchad

(Suite de la première page.)

Fallait-il engager notre armée dès l'apparition d'un soldat ou d'un avion libyen à la frontière nord du Tchad ? J'ai dit non dès la première minute à ces deux hypothèses. Non à une guerre préventive. Non à une guerre automatique. Et j'avais dit non auparavant à la participation directe de la France à la guerre civile.

Pourquoi ces trois non ? D'abord parce que l'idée même de déclencher un conflit avant qu'il ait eu lieu une agression extérieure caractérisée était contraire à ma conception de la vie internationale. Ensuite, parce qu'il devait être clair aux yeux de tous les pays du monde, et particulièrement des pays anciennement colonisés, que la volonté de guerre et de domination était celle de la Libye et non celle de la France, et que celle-ci n'intervenait que pour défendre l'indépendance et les justes intérêts d'un pays ami. Enfin, parce que la France n'a pas à arbitrer les conflits intérieurs entre tchadiens.

Les raisons d'ordre militaire s'ajoutaient aux raisons d'ordre moral et politique que je viens d'évoquer. Bombarder, mitrailler Azouq, les pistes qui mènent à Faya et Faya

Les gens sérieux, et il y en a en France, dans tous les milieux, savent que ce n'est pas simple, et qu'il faut réunir le maximum de conditions favorables.

C'est pourquoi nous avons décidé que les détachements français s'installeraient à l'endroit choisi, à distance opérationnelle de nos bases, avec un rayon d'action adapté à nos capacités de ravitaillement terrestre et aérien, en disposant du moyen à tout instant de progresser rapidement vers d'autres objectifs si la nécessité l'imposait. Je suis sûr de la qualité de nos soldats et de leurs chefs. Ce qu'ils feront, ils le feront bien. La paix comme la guerre.

« L'engrenage »

- N'y a-t-il pas danger de pourrissement du conflit, d'engrenage de la France pour des mois ? Et n'est-ce pas un piège tendu par les libyens pour qu'une action militaire plus rapide aurait peut-être pu l'éviter ?

- L'engrenage, il y a beau temps que nous y sommes ! La France n'en

by de M. Kadhafi occupait entièrement le Tchad. Devais-je m'inspirer de cet exemple ?

- Ce rappel des faits montre que deux politiques ont été essayées par nos prédécesseurs. Ni l'une ni l'autre n'a pu résoudre le problème tchadien. N'était-il pas raisonnable d'essayer une troisième ? C'est ce que la France a fait en 1981 en obtenant de M. Goukouni l'évacuation du Tchad par l'armée libyenne, équilibre vite remis en cause au bénéfice de M. Hissène Habré, revenu en force au pouvoir. C'est ce que nous tentons aujourd'hui en affirmant à la fois, notre détermination de sauvegarder l'indépendance du Tchad, notre souci d'éviter la guerre et notre souhait de voir une négociation s'engager et réussir.

- N'est-ce pas inconciliable ?

- C'est assurément très ardu. Mais nul ne pouvant douter de notre volonté de mettre un terme à l'agression libyenne, qui pourrait nous reprocher de rechercher les voies d'une démarche pacifique ?

- La France a-t-elle établi une sorte de « ligne rouge » entre les deux parties belligères. Est-ce que cette « ligne rouge » s'applique aux deux parties ou seulement aux forces libyennes ?

- La France n'est intervenue de la façon que vous savez qu'à cause de l'invasion libyenne. Elle ne se mêle pas directement, je le répète, à la guerre civile. Ses soldats sont venus au secours du Tchad, aux côtés de l'armée tchadienne, l'appel du gouvernement reconnu, admis comme tel par l'Organisation de l'unité africaine, qui rassemble toute l'Afrique.

- Elle n'a rien contre M. Goukouni, sinon que, en sollicitant l'intervention libyenne, il a provoqué l'internationalisation du conflit. Quant à M. Hissène Habré, la France veut réunir les conditions qui rendent possible une négociation et qu'il convient de donner toutes ses chances à la paix dans le retour au droit.

- Une des grandes idées de Hissène Habré c'est de regrouper ses forces et de repartir sur Faya-Largeau.

- M. Hissène Habré est un homme de courage et de conviction. Mais nos troupes ne peuvent être considérées comme une force supplétive soumise à une stratégie de la détermination de laquelle elles n'auraient pas de part. Il s'agit maintenant d'harmoniser les actions. Puisque la présence de la France est jugée nécessaire, il faut avoir conscience qu'elle n'ira que là où elle voudra aller dans l'intérêt commun qu'elle entend servir.

- La France s'y opposerait militairement ?

- Nous sommes au Tchad pour aider ce pays à retrouver la paix, pas pour ajouter à ses difficultés.

- Puisqu'il s'agit de la mauvaise volonté d'un seul personnage pour que la tentative de négociation échoue, la politique que vous esquissez ne dépend-elle pas plus des autres que de vous ?

- Nous apprécierions à mesure. Je crois vous l'avoir dit : l'emploi de notre force ne dépend que de nous. La Libye serait imprudente de spéculer sur l'insécurité du Tchad. Une conversation approfondie doit avoir lieu avec le chef de l'Etat tchadien (1).

Non à la partition

- Quand vous parlez de solution diplomatique, de négociation, vous ne vous êtes pas dit la partition du Tchad ? La solution de la fédération ?

- La partition serait contraire au droit et plongerait non seulement le Tchad, mais aussi l'Afrique tout entière, dans une tragique période d'instabilité générale, les anciennes frontières coloniales ayant été reconnues intangibles par les nouveaux pays indépendants afin de préserver leur unité souvent fragile et d'empêcher l'explosion des ethnies. La négociation doit avoir précisément pour finalité, l'intégrité du territoire tchadien et le respect de la souveraineté de ce pays. Une fédération est souvent plus conforme à la réalité qu'une unité formelle toujours brisée. Mais ce n'est pas à la France qu'il appartient de trancher. Et rien ne peut être conclu sans l'accord des Tchadiens eux-mêmes.

- Mais quelle négociation est, selon vous, envisageable ?

- La négociation la plus utile serait celle qui réunirait les Tchadiens autour d'une table. Mais les antagonismes sont tels que cette solution reste présentement idéale. Ce qui ne nous empêche pas d'y travailler.

(1) Mitterrand s'est refusé à préciser qui aura cette « conversation approfondie » avec M. Hissène Habré. On apprend cependant ce jeudi en fin de matinée que M. Charles Hernu doit se rendre dans l'après-midi au Tchad pour inspecter les troupes françaises.

- On peut, en tout cas, espérer une intervention pacifique interafricaine. Celle de l'O.U.A., d'abord, et à partir de là, de toute instance qualifiée, du type de Lagos en 1979 et 1980, ou « comité ad hoc » du président Bongo, ou « comité permanent » de 1982. On doit également attendre de l'ONU et de son secrétaire général qu'ils remplissent le rôle qui leur est dévolu. Enfin, quiconque dans le monde contribuera à l'apaisement sera le bienvenu. La France notamment et tout pays intéressé. Nous n'entendons pas, en tout cas, nous substituer, dans ces diverses hypothèses, aux Tchadiens. Je puis dire cependant qu'à mon sens, quel que soit le processus adopté, il devra tendre à l'unité, la souveraineté et l'indépendance du Tchad, au départ des armées étrangères, à un pacte de non-agression entre les pays de la région et à la consultation du peuple tchadien sur les actes diplomatiques qui le concernent. En attendant qu'il se prononce sur ses propres institutions.

- Y a-t-il une amorce de dialogue, un espoir ?

- Espoir, oui. Mais pas encore de procédure.

- L'espoir porte sur quoi ?

- Sur la nécessité de la paix. Au Tchad et ailleurs. Sur la prise de conscience des responsables de tous ordres. Sur la résolution de la France qui continuera sa tâche sans faiblir. Sur le patriotisme des Tchadiens qui ont mieux à faire qu'à s'entretenir et qui comprennent qu'il est temps désormais de s'attacher au développement de leur pays.

- A votre avis, que cherche exactement la Libye ?

- Il semble que son souci immédiat soit d'assurer sinon son expan-

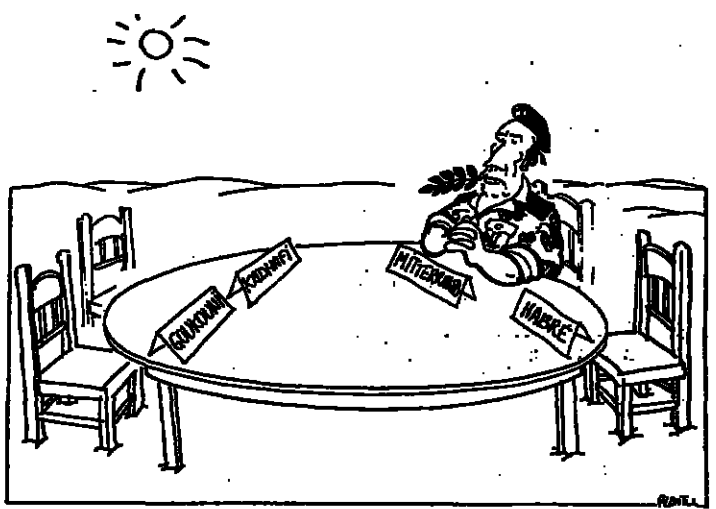
struction et d'assistance logistique. Mais nous exerçons, en outre, un rôle dissuasif pour qui voudrait approcher de la zone où nous sommes. On sait également que, menacés, nos troupes riposteraient et que, pour mieux se défendre, elles ne limiteraient pas leur réplique à la seule défense. Cela est conforme à l'appel qui nous a été adressé par le gouvernement du Tchad, conforme à la responsabilité de la France dans l'équilibre africain, conforme aussi à l'article 51 de la Charte des Nations unies, comme à la résolution 387 du Conseil de sécurité du 31 mars 1976 qui rappelle « le droit naturel et légitime de chaque Etat, dans l'exercice de sa souveraineté de demander l'assistance de tout autre Etat ou groupe d'Etats ».

L'importance de l'Afrique noire

- Pour vous, c'est vraiment la crédibilité de la France dans les pays africains qui est en jeu ?

- Il est vrai que ces pays ne se sont pas autrement inquiétés lorsque le gouvernement français de 1980 a ordonné l'évacuation du Tchad. Les Américains n'ont pas bronché non plus. Il est très intéressant d'observer la différence de réactions à trois ans de distance. Personne n'a parlé de conflit international, de conflit Est-Ouest. Personne n'a parlé de danger mortel pour l'Afrique noire. Cela prouve sans doute que, depuis lors, les intérêts et les passions sont devenus plus aigus. Ou bien que l'Afrique noire compte de plus en plus sur la France.

- Bref, la France a son mot à dire, bien qu'elle ne le réclame pas.



(Dessin de PLANTU.)

sion, du moins des garanties à sa frontière sud. D'où l'occupation de la bande d'Azouq. Si elle peut prendre ses aises en s'enfonçant plus au sud, elle n'y manquera pas. Cet objectif rejoint sans doute une pensée plus vaste : celle d'embraser l'Islam africain. Mais je ne crois pas que cette vue politico-mystique prenne le pas sur le réalisme qui exige le rapport de forces actuel au Tchad.

- Comment faire comprendre aux Français que le souci de la France va au-delà du respect des Accords de 1976 ?

- Il est évident que l'arrivée en plus grand nombre de soldats français, puissamment armés, élargit les limites de l'accord de 1976 interprété en termes stricts. Nous continuons de remplir nos fonctions d'in-

Et ne parlons pas de néo-colonialisme. L'attitude de la France plaide avec éclat contre cette interprétation. Mais il se trouve que les pays d'Afrique noire - plus exactement la plupart des pays d'Afrique noire française et quelques autres - se tournent vers elle. Le Tchad en premier lieu, quels qu'aient été, quels que soient ses dirigeants.

- Vous avez déclaré à Yaoundé, au mois de juin, qu'il n'y avait pas d'« Islam » dans la politique africaine de la France avant mai 1981 et après.

- Si la méthode change, l'objectif reste, qui consiste à préserver le rôle et les intérêts de la France et à remplir nos devoirs à l'égard de nos amis africains avec lesquels nous avons contracté des obligations et même

des alliances, assorties parfois d'accords militaires. Sans oublier l'effort économique considérable que nous assumons en Afrique.

- Comment avez-vous accueilli les commentaires de la Maison Blanche à l'article d'un quotidien du soir ?

- Ne confondons pas le principal et l'accessoire. L'affaire du Tchad est d'une autre dimension qu'un heurt de circonstance entre Américains et Français. Résumons en disant que nous n'avons pas ignoré les Américains et qu'ils se sont beaucoup occupés de nous. Oui, beaucoup. Nous nous sommes rencontrés, nous avons parlé. M. Reagan m'a écrit, je lui ai répondu. J'ai écouté avec intérêt son envoyé spécial, le général Walters, venu me voir d'urgence. Quand les Etats-Unis ont décidé d'envoyer des AWACS, qui sont des avions photographiques, et des F-15, qui sont des avions de combat, en Egypte et au Soudan, nous ne leur avions pas demandé. Ils nous ont communiqué d'eux-mêmes ce qu'ils savaient des mouvements libyens, et nous les en avons remerciés. Tout est question de mesure. Je crois que les choses sont maintenant rentrées dans l'ordre.

- Une dernière question, d'ordre constitutionnel. Qu'est-ce que vous pensez des institutions qui font que, en dix jours, le président de la République peut envoyer une force militaire considérable à l'étranger sans avoir à en référer au Parlement ?

- Que la question se pose en effet, mais il suffit de se référer aux institutions pour y répondre.

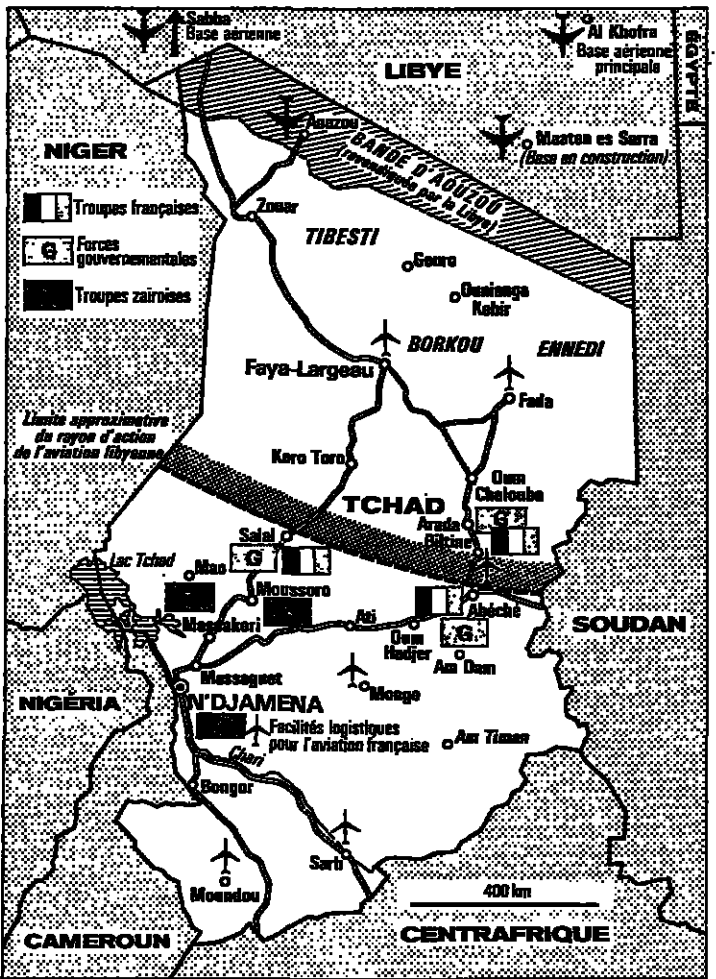
- Vous aviez été très sévère en 1978 dans l'affaire de Kolwezi.

- Le Parlement siègeait au moment de cet événement. Ce que je vous ai dit au cours de notre entretien vous a convaincu, je l'espère, que nos forces ont été envoyées au Tchad pour servir la paix et le droit. Au risque accepté d'un conflit armé ? Sans doute. Mais il ne s'est pas produit et nos armes n'ont pas tiré un coup de feu. Qu'en eût-il été si j'avais cédé aux pressions de ceux qui me demandaient de lancer tout de suite nos Jaguar sur les colonnes libyennes et les troupes de M. Goukouni ?

- Il n'en reste pas moins que s'il n'est pas approuvé à la session extraordinaire du Parlement en session extraordinaire le gouvernement a immédiatement accepté d'aller devant la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, qu'il ira devant la commission de la défense nationale, qu'il répondra à l'invitation du Sénat, que je compte recevoir la semaine prochaine les présidents des Assemblées parlementaires tandis que le premier ministre rencontrera les présidents des groupes.

- Quant à moi, je n'ai pas voulu parler avant que notre dispositif fut sur le terrain. Je commence aujourd'hui avec vous une série d'explications que je poursuivrai, grâce à toutes les formes de médias. Comme toujours lorsqu'il s'agit d'une cause juste et de l'intérêt national, je compte sur la fermeté d'âme des Français. Il peuvent compter sur ma vigilance et ma résolution.

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC et ERIC ROULEAU



elle-même, livrer au nord, le cas échéant, une bataille aérienne, à 1000 kilomètres et plus de N'Djamena, bref se lancer dans une guerre sans autre forme de procès, j'ai l'impression, à lire beaucoup de commentaires, qu'on nous invitait à une promenade. Eh bien ! je dis que c'est beaucoup de mépris pour les peuples de cette région que de croire ou de laisser croire qu'ils s'enfuient à la première menace et que c'est beaucoup de présomption pour nous que de croire qu'il n'y aurait plus qu'à rentrer chez soi, toutes choses remises en place.

Mozambique

L'ASSASSINAT DE DEUX SOVIÉTIQUES ET L'ENLÈVEMENT DE VINGT-QUATRE AUTRES SONT CONFIRMÉS A MAPUTO

Le gouvernement mozambicain a confirmé le mercredi 24 août l'assassinat, dimanche, de deux ressortissants soviétiques et l'enlèvement de vingt-quatre autres dans la province du Zambezia (nord du Mozambique) par la Résistance nationale du Mozambique (R.N.M.), opposition armée au régime de M. Samora Machel.

Selon un communiqué officiel du ministère mozambicain de la défense, deux ressortissants mozambicains auraient été tués et quatre autres enlevés lors de la même attaque. Le ministère mozambicain de la défense a indiqué que les deux Soviétiques ont été tués par « des rafales de mitrailleuses à bout portant » par les rebelles.

Cette attaque est la première menée contre les Soviétiques par la R.N.M. En revanche, les enlèvements d'étrangers, une trentaine en tout, ont été multipliés dans le centre du pays : Espagnols, Bulgares, Français notamment. Mais la plupart ont été libérés sains et saufs, soit par la R.N.M., soit par l'armée régulière.

DES PRÉCÉDENTS

C'est la quatrième fois depuis son accession à la présidence de la République que M. François Mitterrand s'entretient avec des journalistes du Monde. Sa première interview a été publiée dans le Monde du 2 juillet 1981, puis le président s'était à nouveau exprimé dans nos colonnes le 4 novembre 1981, la veille du sommet franco-africain, et le 26 novembre 1982.

Sous le septennat précédent, M. Valéry Giscard d'Estaing avait à plusieurs reprises accordé des interviews au Monde, notamment le 4 mai 1976 sur les problèmes européens, le 26 janvier 1978 sur l'écologie, le 13 juillet 1978 sur les problèmes économiques.

Les accords de 1976

Par la loi du 9 novembre 1977, le Parlement a ratifié l'accord de coopération militaire technique entre la France et le Tchad, signé les 6 mars et 19 juin 1976 à N'Djamena, ainsi qu'une convention fixant les règles et conditions du concours de la France au soutien logistique des forces armées tchadiennes.

L'accord de coopération dispose notamment :

ARTICLE PREMIER. - « A la demande du gouvernement de la République du Tchad, le gouvernement de la République française apporte, dans la limite de ses possibilités, le concours en personnel militaire français qui lui sont nécessaires pour l'organisation et l'instruction des forces armées du Tchad. Ces personnels sont mis pour emploi à la disposition du haut commandement des forces armées tchadiennes. »

ART. 4. - « Les personnels militaires français servent dans les forces armées tchadiennes avec

leur grade. Ils reçoivent l'assistance technique et les instructions de l'autorité militaire tchadienne. Ils sont tenus de se conformer aux règlements en vigueur dans les forces armées tchadiennes (...). Ils ne peuvent en aucun cas participer directement à l'exécution d'opérations de guerre ni de maintien ou de rétablissement de l'ordre ou de la légalité. »

La convention précise en son article 11 : « La République du Tchad est responsable des soutiens logistiques de ses unités et en assume normalement la charge financière. La République française apporte son concours, à titre onéreux ou exceptionnellement à titre gratuit, à ce soutien par des cessions de matériels et équipements. »

Pour mémoire, il convient de noter que l'article 35 de la Constitution dispose : « La déclaration de guerre est autorisée par le Parlement. »

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES sur film ou sur papier photo Ilford Cibachrome ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS 12^e ☎ 347.21.32

U.P.A. SARI - 68, av. Léna 75116 2^e-1^{er}S/AB-T Ang.-Arabe-Heb.-Rus.-Alld-It.-Esp.

« M. Roland Leroy, directeur de l'Humanité, interrogé par l'hebdomadaire Paris-Match (daté du 2 septembre), a déclaré à propos du Tchad : « Nous souhaitons que la France joue un rôle actif pour faire aboutir les négociations. » Il a rappelé « l'iniquité » suscitée chez les communistes par l'évolution de la situation tchadienne et a fait observer que « l'augmentation de notre contingent, l'expédition d'armes, la présence de nos avions et celle d'un général pour coordonner toutes les opérations sur le terrain sont loin d'apaiser » cette inquiétude. Il a d'autre part souligné que « toutes les interventions militaires françaises depuis dix-sept ans au Tchad n'ont jamais donné aucun résultat. »

« M. Bertrand Delanoë, porte-parole du P.S., a indiqué mercredi 24 août que le bureau exécutif du parti socialiste avait confirmé à l'unanimité son accord en faveur de la politique gouvernementale au Tchad. »

(Publicité)

LISEZ, FAITES LIRE : Laissez-nous bâtir une Afrique débout

Diffusion : Ed. Présence Africaine : 25, rue des Ecoles, Paris V^e, ou Ed. Africascope : 80, rue Lamoignon, Paris XVI^e, Paris 45 F.F. « La microscopie de la préhistoire d'un continent dit décolonisé. »

Philippines
Une commission de magistrats
sur le meurtre de...

Pakistan
Bompe attribué à M. Bhutto
à la lutte contre le régime...

Sri Lanka
BOMPE ETAT
BOMPE ETAT
BOMPE ETAT

cadeaux d'entreprise ?
COULEURS COULEURS COULEURS
COULEURS COULEURS COULEURS

QUINTET
JAZZ
QUINTET

INFORMATIQUE
la passion

INFORMATIQUE
la passion

INFORMATIQUE
la passion

Le Monde

politique

Il ne s'agit pas de passer dans le clan des durs ou des reaganiens nous déclare M. Pierre Méhaignerie

Invité des Jeunes Démocrates sociaux réunis en université d'été à Forcalquier (Alpes-de-Haute-Provence), M. Pierre Méhaignerie ne devrait pas, lors de son intervention du 29 août, se contenter d'un plaidoyer en faveur de l'Europe, même s'il s'agit du thème retenu par les jeunes socialistes.

Au cours de la dernière réunion de leur comité exécutif, le 10 août à Fréjus (Var), ville dont M. François Léotard est le maire, les principaux responsables du parti républicain se sont longuement interrogés sur la stratégie du C.D.S. et l'attitude à adopter en réponse. Prenant en exemple la préparation des élections sénatoriales du 25 septembre, ils ont notamment accusé le C.D.S. de vouloir leur « tailler des croupières » en privilégiant les accords locaux avec le R.P.R. Il a été reproché au C.D.S. de se placer d'ores et déjà dans la voie d'une rupture des alliances.

Ces reproches, s'ils ne sont pas nouveaux — le parti républicain a toujours suspecté le C.D.S. de ne pas se satisfaire d'une alliance avec les gauchistes, d'autant moins qu'ils ne partageraient plus le pouvoir — semblent prendre une nouvelle vigueur. Mais ils ne paraissent pas entamer le calme de M. Pierre Méhaignerie. « Le P.R., explique-t-il, a toujours été plus intégrationniste que le C.D.S. Il a toujours craint que nous soyons tentés par d'autres alliances. Or le C.D.S. ne pense pas quitter l'U.D.F. Compte tenu du besoin de simplification de la vie politique, j'accepte la discipline à l'intérieur d'une structure telle que l'U.D.F., d'autant plus que nous avons obtenu satisfaction sur un point qui nous semble essentiel : l'indépendance de l'U.D.F. à l'égard d'un futur présidentiable. Pour le reste, nous pouvons estimer que des questions d'organisation doivent encore être résolues, mais je reste optimiste quant à l'avenir de cette union. » L'U.D.F. a un créneau fantastique à jouer. Il faut simplement ne pas imaginer que nous pourrions fonctionner comme le R.P.R., ajoute-t-il.

S'il juge souhaitable « une évolution » du P.S. qui favoriserait un rapprochement du centre vers la gauche, M. Méhaignerie ne croit pas en cette hypothèse. « Il faudrait, explique-t-il, que le gouvernement et le parti socialiste acceptent une remise en cause de la gestion passée et de leurs alliances, que le parti socialiste soit remis dans la voie de la social-démocratie, que le gouvernement choisisse une politique de rigueur et accomplisse des gestes concrets en faveur des entreprises. » Le C.D.S. pourrait alors, pense M. Méhaignerie, adopter une attitude moins critique et estimer que l'alternance en 1981 aurait au moins eu le mérite de « favoriser l'abandon des conflits idéologiques du passé » et de « favoriser une plus grande maturité politique ».

M. Méhaignerie émet le souhait que le plan Delors réussisse, mais il attend le soir des résultats du prochain congrès du P.S. en octobre. « Ou M. Delors a les mains libres pendant deux ans, et s'éloigne ainsi le spectre d'une déroute financière et économique, ou il est remis en cause régulièrement, et la situation continue de se dégrader », explique-t-il.

Pour la rentrée de septembre, le président du C.D.S. croit à un regain de « fatalisme » et à une plus grande « perte de confiance » dans l'opinion.

Le président du C.D.S. devrait profiter de cette tribune pour faire le point de la situation économique et politique du pays, et pour réaffirmer la place du C.D.S. au sein de l'opposition à un moment où la préparation des futures élections sénatoriales suscite quelque tension entre le P.R. et le C.D.S., principales composantes du F.U.D.F.

Emploi, fiscalité, budget, tels sont les préoccupations de M. Méhaignerie, qui réclame toujours la publication chaque trimestre du « seul véritable chiffre qui puisse donner une idée exacte de la situation de l'emploi » : celui du nombre des actifs en France. « On nous raconte des histoires sur l'emploi, s'exclame M. Méhaignerie, alors que la situation est pire qu'elle n'a jamais été. » Avec la déflation que nous allons connaître en 1983, ajoute-t-il, je prends le pari que nous terminerons la législature avec sept cent mille ou huit cent mille actifs de moins. »

Il reconnaît que le C.D.S., « au confluent des forces libérales et de la social-démocratie », est contraint de développer un discours plus libéral que social-démocrate. Une telle nécessité ne semble pourtant pas inciter le C.D.S. à se rapprocher davantage du P.R. : « Nous ne voulons pas faire des seules forces libérales l'alpha et l'omega de toute action politique », explique M. Méhaignerie. Il ne s'agit pas de passer dans le clan des libéraux durs ou des reaganiens. Il souhaite que soient davantage organisés, au sein de l'U.D.F., des débats entre le P.R. et le C.D.S., et que s'affirme une concurrence entre M. Simone Veil et M. Raymond Barre et Giscard d'Estaing. Avec toutefois une préférence qu'il exprime pour le discours de M. Barre. « Il est temps, dit-il, que nous prenions les décisions, un par un, et que nous disions ce que nous ferions si nous retournions au pouvoir. »

Le 14 septembre, le C.D.S. réunira son bureau politique et déterminera sa stratégie pour les mois à venir. Ses objectifs restent cependant le renforcement de son organisation et l'amélioration du rapport de forces entre élus et militants en sa faveur.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

LES UNIVERSITÉS POLITIQUES D'ÉTÉ DE L'OPPOSITION

L'Europe, centre d'intérêt des Jeunes Démocrates sociaux Deux invités d'honneur: M. Veil et M. Barre

Pour la huitième année consécutive, les Jeunes Démocrates sociaux organisent une université d'été. A Forcalquier (Alpes-de-Haute-Provence), quelque trois cents jeunes militants et jeunes élus socialistes seront réunis du 29 août au 2 septembre. Au programme, des cours de formation, une réflexion sur l'Europe et, comme le veut maintenant la tradition, des échanges de vues avec leurs aînés du C.D.S., qu'il s'agisse de M. Méhaignerie, président de M. Barre, secrétaire général, ou de M. Stasi, Monory et Diligent, membres du collège exécutif du C.D.S. M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., sera bien entendu présent (le 1^{er} septembre), mais aussi, pour la quatrième fois consécutive, M. Raymond Barre, qui viendra en voisin de sa maison de Saint-Jean-Cap-Ferrat (le 31 août) et M. Simone Veil (le 2 septembre).

Presque simultanément, le parti républicain, les 29 et 30 août à La Baule, et, du 4 au 11 septembre à Bandol, les Jeunes Giscardiens, du 2 au 6 septembre à La Plagne, et, pour la première fois, les jeunes du R.P.R., du 29 août au 3 septembre à Avignon, réuniront leur propre université d'été. M. Raymond Barre et Giscard d'Estaing se succéderont les 10 et 11 septembre à l'université du P.R., tandis que M. Chirac viendra clôturer les journées d'études des jeunes du R.P.R., le 3 septembre.

Chez les Jeunes Démocrates sociaux, le thème de l'Europe a été retenu très vite, dès le mois d'avril. « Les menaces françaises sur l'Europe, la période d'hostilité de M. Mitterrand quant à une éventuelle sortie du serpent monétaire, les crises monétaires et agricoles et, enfin, la réglementation des taux de change, ont guidé notre choix », explique M. Jean-Pierre Abelin, président des J.D.S. « Nous avons le sentiment que l'Europe s'endort et que les partis politiques à l'origine de la construction de l'Europe se préoccupent maintenant davantage de la gestion de l'acquis européen que des nouveaux problèmes qui se posent, qu'il s'agisse de la sécurité européenne, des euromissiles, de l'énergie ou de l'électronique », poursuit-il. « Nous souhaitons, ajoute M. Jean-Pierre Abelin, faire avancer l'Europe du quotidien. Il n'y a pas de prise de conscience dans l'opinion, si ce n'est chez les agriculteurs parus qu'ils sont directement concernés. »

Les Jeunes Démocrates sociaux réfléchiront à des propositions susceptibles de faire avancer cette « Europe au quotidien ». Ce pourrait être la création d'un « office européen des échanges », l'instauration de la future quatrième chaîne d'un « cahier des charges orienté vers l'échange avec les autres pays européens ».

« Nous ne sortirons de la crise qu'avec l'Europe et nous ne sortirons l'Europe de la crise qu'avec la jeunesse. » Tel est le message des jeunes socialistes. « Il serait paradoxal », remarque M. Abelin, « que le R.P.R. ne fasse entendre sur ce sujet qui ne lui est pas naturel. »

Ce thème de l'Europe continuera à occuper l'esprit des jeunes Démocrates sociaux au-delà même de leur université d'été. Ils participeront, les 13 et 14 octobre à Strasbourg, au congrès de l'Union des jeunes démocrates-chrétiens, et souhaitent, comme ils avaient pu le faire en 1978 à Paris, organiser en France un grand rassemblement des jeunes européens.

C. F.-M.

LES NOUVELLES MUNICIPALITÉS A L'HEURE DE LA REVANCHE

Grasse : la « normalisation »

Grasse. — « Pendant une vingtaine d'années, nous peinerons la présence du P.C. aux leviers de commande. » Afin qu'ils n'en ignorent rien, M. Hervé de Fontmichel, l'ex et le nouveau maire de Grasse, a prévu ses dires. L'« intermédiaire » de M. Georges Vassallo, l'ancien maire (P.C.) qui lui a confié son fauteuil pendant six ans, aura laissé, selon lui, des traces profondes et néfastes dans la gestion de la ville.

Contre toute attente, en 1977, alors que M. de Fontmichel avait accompli un premier mandat, Grasse (40 000 habitants) s'était donnée une municipalité d'union de la gauche à majorité communiste. Battu de 368 voix (1), M. de Fontmichel, un avocat de quarante-sept ans, descendant d'une très ancienne famille de l'oligarchie grasse, cultivé et faussement nonchalant, exerçait un certain autoritarisme qui lui avait aliéné une partie de son propre conseil. Deux ans plus tard cependant, il parvenait à conserver, face à M. Vassallo, son siège de conseiller général des Alpes-Maritimes, et l'emportait enfin, éliminant, en mai 1983, dès le premier tour de scrutin (2).

Sa première préoccupation dès son retour dans les anciens bâtiments épiscopaux de la mairie : établir un « constat d'urgence » concernant la situation laissée par ses prédécesseurs. Un livre blanc préparé avec les concours d'experts « assermentés auprès de la cour d'appel » sera publié ultérieurement.

Mais, déjà, une batterie de chiffres a commencé. Selon M. de Fontmichel, l'état des finances de la ville serait « dramatique ». En six ans, l'endettement se serait accru de 123,60 %, la pression fiscale aurait fait un bond de 231,34 % et les dépenses de fonctionnement se seraient alourdies de 161,30 % en raison essentiellement du recrutement de trois cent cinquante agents communaux supplémentaires (soit une augmentation de 54 %). A ce sombre tableau, l'actuel maire de Grasse ajoute une série d'exemples tendant à démontrer la mainmise du P.C. sur la ville : « noyautage » de l'administration communale, orientation des subventions et des contrats d'étude au profit d'associations et d'organismes conseils d'« obédience communiste », attribution partielle de logements sociaux, radiation abusive d'électeurs, inquisition fiscale au détriment des résidents secondaires, etc. « Je rends volontiers hommage à M. Vassallo, ironise M. de Fontmichel. Il a bien mérité du P.C. ».

Répète de l'ancien maire et professeur de collège, également âgé de quarante-sept ans, avançant et très peu doctrinaire : « La nouvelle municipalité est atteinte d'une véritable paralysie anticommuniste et voit le K.G.B. partout... »

Pour M. Vassallo, toutes les assertions de son successeur ne sont que billesse, et tous les chiffres sont faux ou tendancieux, à commencer par celui concernant le taux d'endettement de la commune. Malgré une vigoureuse politique d'investissements et une action permanente pour plus de justice sociale, il aurait au contraire diminué de plus de 5 %. « L'ancien maire se félicite au demeurant des initiatives prises par la précédente municipalité pour déboucher les contribuables qui étaient à l'arrêt », déclare M. Vassallo. « Même si cette recherche de « fraudeurs » a pris une tournure particulière avec visites domiciliaires,

De notre correspondant régional

photographies de piscines, de façades, etc.

L'heure de la revanche est cependant arrivée. Sans attendre, M. de Fontmichel s'en est pris tout d'abord à la radio locale Grasse FM, créée en mars 1982 dans les bâtiments du Centre des congrès de la ville et dont les installations (5 millions de francs) avaient été entièrement financées par l'ancienne municipalité. Le 5 mai, l'entrée des locaux était interdite au personnel, les serrures changées et l'émetteur coupé. « Cette radio », explique dans le dernier bulletin municipal, le nouvel adjoint délégué à l'information, M. Yves Meslot, pratiquait une censure implacable en sélectionnant les émissions, la musique et même les interprètes selon un critère exclusivement politique. » A preuve, dans le domaine de la musique classique, « le plus gros de la discographie était constitué d'enregistrements du Grand Orchestre de Moscou... » Grasse-F.M. s'est donc vue au bénéfice de Radio-Pays de Grasse, couronnée comme il se doit par les nouveaux élus mais « au service de tous les Grassois ».

Cet épisode du changement préfigure d'autres décisions tout aussi radicales. Début juillet, M. de Fontmichel dressait lui-même une liste des « annulations de mesures particulièrement condamnables » touchant surtout à la politique urbanistique conçue par la gauche. La plus pernicieuse, il est vrai, aux yeux de la nouvelle municipalité puisqu'elle visait à modifier complètement les règles du jeu foncier et immobilier.

Exit le POS

« communiste »

Dès son installation, la municipalité Vassallo avait en effet mis à l'étude un plan d'occupation des sols (POS) dont l'une des principales dispositions consistait à créer plusieurs zones d'aménagement différencié (ZAD), notamment à l'emplacement des parterres antérieurs de Grasse. En application de ces nouvelles règles, les terrains occupés par les usines du centre-ville ne pouvaient être revendus que dans le cas d'un transfert d'activité sur le territoire de la commune. Leur prix était d'autre part déterminé par les droits à construire résultant d'une concertation entre les aménageurs et la collectivité locale. Objectif proclamé : éviter toute spéculation immobilière et organiser le développement de la ville en tenant compte des besoins collectifs et particuliers.

Le nouveau document ne prenait en fait tout son sens que dans la perspective d'une restructuration de la parterre grasse passant par la décentralisation de trois entreprises importantes. En liaison avec le conseil régional et le ministère de l'Industrie, des études substantielles de 50 % avaient été lancées afin d'évaluer les opportunités d'aménagement.

Le scrutin de mars dernier a mis un terme à l'expérience. « Le POS élaboré par la précédente municipalité », estime M. de Fontmichel, « était particulièrement collectiviste. Il amenait la puissance publique à contrôler de façon autoritaire la plus grande partie du territoire communal et allait même jusqu'à geler purement et simplement des vastes espaces. » Exit le POS communiste, donc la révision a été demandée et déjà obtenue par le maire en place. Dans la foulée, toutes les opérations de rénovation de la vieille ville entamées par les anciens élus ont été suspendues en attendant l'élaboration d'un nouveau projet.

L'essentiel du programme de construction sociale décidé antérieurement aux élections a également été abandonné. « Au lieu des grands ensembles Vassallo, on réalisera de petites unités H.L.M. », lance le maire actuel de Grasse, en schématisant quelque peu la situation. La réhabilitation des vieux quartiers de la ville doit d'abord s'appuyer, selon lui, sur l'initiative privée. La spéculation ? « Il n'y en a jamais eu et il n'y en aura pas. C'est un épouvantail brandi par le P.C. » D'autant, pour M. de Fontmichel, que la ville n'avait pas les moyens d'acheter les immeubles dont la vente était bloquée, ce qui avait pour conséquence de stériliser le marché.

Chasse aux sorcières

Le nouveau maire n'a pas toujours été frappé, au demeurant, par ces évidences : il avait eu recours en 1976, dans le même secteur, à la même procédure de ZAD qu'il répète aujourd'hui. Quoi qu'il en soit, le spectre d'une municipalisation des sols a résolulement été écarté.

Même s'il n'y a pas eu, ou pas encore, à Grasse, de grandes manœuvres sur le front culturel, la « chasse aux sorcières » bat son plein parmi le personnel communal, selon M. Vassallo. « Sept licenciements ont déjà été prononcés à l'encontre d'agents, de cadres appartenant à notre organisation », confirme la

C.G.T., qui fait état par ailleurs de mutations « professionnellement injustifiées », ainsi que « de brimades et de vexations ». « Le personnel connaît ma tolérance », répond M. de Fontmichel, et ne prend pas ces accusations de chasse aux sorcières très au sérieux. Mais il est vrai que la sera obligé de corriger les errements du P.C. d'appliquer un plan de désaturation du personnel communal afin de ramener sur dix ans les effectifs d'un millier d'agents à huit cents. »

Au sein du conseil, les élus de l'opposition, eux, ne sont pas spécialement choyés. « Nous n'avons toujours aucun bureau, ni de secrétaires, pas même une feuille de papier, pas un crayon, pas un timbre », s'indigne M. Vassallo. « En ont-ils vraiment besoin, s'interroge, impavide, M. de Fontmichel, quand on songe aux nombreux locaux dont ils se sont assurés le contrôle et à tous les fonctionnaires qui partagent leurs préoccupations ? A titre d'exemple, l'immeuble de la C.G.T. est presque à lui seul un second hôtel de ville et une véritable contre-administration... »

Désormais, c'est M. de Fontmichel qui le suggère, les choses vont retrouver leur cours « normal ». Après la Révolution, Grasse est entrée de plain-pied dans la Restauration.

GUY PORTE.

(1) Au deuxième tour de scrutin, sur un total de 14 974 suffrages exprimés, la liste de l'union de la gauche, conduite par M. Vassallo et comprenant 17 P.C., 11 P.S., 2 M.R.G., avait recueilli 7 670 voix. Cette élection par M. de Fontmichel avait obtenu 7 304 voix.

(2) La liste de M. de Fontmichel avait obtenu 9 230 voix, soit 50,90 % des suffrages exprimés, contre 7 027 voix (38,75 % des suffrages exprimés) pour la liste Vassallo. Il y avait deux autres listes en présence, dont l'une se réclamait de l'opposition (5,51 %) et l'autre conduite par un socialiste dissident (3,83 %). Dans la nouvelle municipalité, le P.C. détient 5 sièges et le P.S., 3. La majorité est composée de 8 P.R., 6 P.R., 2 rad. soc., 2 C.D.S., 1 P.S.D. et 12 divers opposition.

LE COMMUNIQUÉ OFFICIEL DU CONSEIL DES MINISTRES

LA COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Le ministre des relations extérieures a présenté au conseil des ministres du 24 août un projet de loi autorisant l'approbation de la convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales.

Cette convention élaborée dans le cadre du Conseil de l'Europe est déjà ratifiée par neuf Etats membres. Elle s'inscrit dans le cadre de la politique de gouvernement, tendant au développement des libertés locales. Elle a, en outre, pour objet de favoriser la coopération entre collectivités territoriales des pays signataires dans des domaines où se posent des problèmes communs (développement urbain ou rural, protection de l'environnement, maintien des infrastructures, entraide en cas de sinistre).

Cette coopération s'exercera dans le cadre d'accords que les Etats auront conclus préalablement, ainsi que dans la limite des compétences respectives de l'Etat et des collectivités territoriales, celles qu'elles sont fixées par le droit de chaque pays signataire.

CHILI

Le conseil des ministres a évoqué la répression politique au Chili.

Le gouvernement condamne les actes déshumanitaires dont sont victimes des innocents qui ne faisaient que manifester pour le retour de la démocratie au Chili. Il souhaite que les Chiliens retrouvent le droit, reconstruisent les lieux, de s'exprimer et de vivre libres.

LA FRANCOPHONIE

Lire le Monde du 25 août, ainsi que page 22.

GALERIE LAMBERT

14, rue Saint-Louis-en-l'Île (4^e)

Exposition-vente
TABLEAUX CHOISIS
de la collection de la galerie
Tél. : 325-14-21

MAIRIE ANNEXE DU 1^{er}
4, place du Louvre

PLACE DES VICTOIRES ET SES ABORDS

8 juillet — 25 septembre
(M. Lauer), entrée gratuite
T.J.L. 11 h 30-18 h, si nuit

DÉFENSE

Le général Cuq est nommé commandant la V^e région militaire

Sur la proposition de M. Charles Hernu, ministre de la défense, le conseil des ministres du mercredi 24 août a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● **TERRE**. — Est élevé au rang et à l'appellation de général de corps d'armée, le général de division Gilbert Forray, nommé commandant la composante terrestre de la force d'action rapide (le Monde du 10 août) ;

Est nommé gouverneur militaire de Lyon et commandant la V^e région militaire, le général de corps d'armée Jean Cuq, en remplacement du général d'armée Wilfrid Boone Arbois Borsat de Laprouse, admis en deuxième section (réserve) à compter du 15 septembre.

[Né le 27 août 1927 à Nuaucelle (Aveyron) et artillerie de formation, Jean Cuq, après avoir servi en Indochine et en Algérie, a notamment commandé, de 1973 à 1975, le 33^e régiment d'artillerie à Auch, puis à Tarbes. Il dirige le bureau des études de l'état-major de l'armée de terre jusqu'en 1977, date à laquelle il prend le commandement de la 2^e brigade parachutiste. En avril 1978, il est désigné pour servir au Liban, comme chef d'état-major de la Force internationale des Nations unies

(FINUL). En 1980, il devient commandant la 5^e division blindée.]

Est promu général de division, le général de brigade Guy Simon, nommé gouverneur militaire de Nancy, commandant la 4^e division blindée et la 61^e division militaire territoriale.

[Depuis juin 1981, le général Simon était chef du cabinet militaire du premier ministre, M. Pierre Mauroy.]

Sont promus : général de brigade, les colonels Michel Timores, Guy Barraud, Serge Doucort et Max Gayral ; contrôleur général des armées, le contrôleur des armées René Chabod.

Sont nommés : inspecteur de l'artillerie, le général de division Michel Berthier ; commandant les écoles de l'armée de terre, le général de division Guy de la Rochette de Rochegonde ; commandant la 1^{re} division blindée, le général de brigade Jean Salvan ; commandant la 31^e division militaire territoriale, le général de brigade Claude Dorange-Pattori ; commandant la 42^e division militaire territoriale, le général de brigade François Lecouffe.

De préférence à un blindé américain la Suisse choisit d'acheter un char ouest-allemand

De notre correspondant

Berne. — Le gouvernement helvétique a décidé mercredi 24 août de choisir le char ouest-allemand Leopard-II de préférence à son concurrent américain M-1 Abrams pour équiper, à partir de 1984, les trois divisions mécanisées de l'armée suisse. Un crédit de 2,5 milliards de francs suisses (environ 9250 millions de francs français) sera demandé au Parlement pour l'acquisition d'une première série de 210 blindés, dont 175 seront fabriqués sur place, sous licence. Au total, la commande portera sur 420 engins de ce type livrables de 1984 à l'an 2000 pour remplacer les vieux chars suisses « 68 ».

Après avoir longtemps hésité, le Conseil fédéral s'était résolu en 1979 à abandonner le projet de construction d'un nouveau char de combat suisse. Malgré les objections des syndicats et des milieux intéressés, il avait estimé que son prix serait trop élevé et que son développement exigeait un délai trop long.

Après l'élimination du char britannique Challenger et du char français AMX-32, il a fallu plus de deux années d'études et d'essais pour partager le Leopard-II et le M-1

Abrams. Des délais de livraison plus rapides et des conditions plus avantageuses ont finalement fait pencher la balance en faveur du char ouest-allemand. D'un poids de 55 tonnes et armé d'un canon de 120 millimètres, le Leopard-II aurait l'avantage, à en croire les experts militaires helvétiques, de pouvoir soutenir la comparaison avec le nouveau T-80 soviétique.

Le montant global de la transaction s'élèvera à 4,5 milliards de francs suisses (l'équivalent de 16,6 milliards de francs français), dont 60 % reviendront à l'industrie helvétique. Pour le reste, a précisé M. Georges-André Chevillard, chef du département militaire fédéral, les Allemands se sont engagés à passer des commandes de compensation. La fabrication en Suisse sera confiée à un consortium de plusieurs entreprises dirigées par la Société Contraves, filiale du groupe Oerlikon-Buehler. Cette commande devrait permettre d'assurer du travail à deux mille personnes pendant sept ans.

J.-C. B.

Le Monde

Le rendez-vous

B

Le retour

Andre Suarez

C

La vie d'Aron

et les amours

de Sartre

D

Un de

médéc

époque

journal

plus gr

du XVI

Jean I

Le Jour

l'histoire de la vie

personnelle d'un

livre

de

de

de

de

de

de

de

LIVRES

Le Monde

LA RENTRÉE LITTÉRAIRE

Romans : qui donnera tort à La Bruyère ?

Le rendez-vous

BIENTOT la rentrée aura commencé, avec sa mélancolie presque routinière, son habitude colée et cette manie de se presser qui dissimule on ne sait quel. Septembre 1983 - qui s'en trouve-t-il ? - obtient, dans le domaine des livres, aux rites établis depuis longtemps déjà. Les éditeurs, comme à l'accoutumée, publieront une multitude de romans. La saison l'exige, qui se termine par la cérémonie des prix littéraires. Des auteurs nouveaux et des récidivistes seront au rendez-vous pour confirmer que cette époque est bien celle où la France livre son cœur à travers des fictions. Nous espérons seulement qu'il se trouvera, parmi ces écrivains, beaucoup de gens qui auront eu d'abord rendez-vous avec eux-mêmes.

F.B.

Le retour d'André Suarès

CET automne sera marqué par le retour d'André Suarès (1868-1948), qui fut trop longtemps oublié. Après Temples grecs maisons des dieux, Grand rédit, en effet, le Voyage du Condottiere, tandis que Rougerie publiera un texte inédit : Pour un portrait de Goya. Auparavant, du 3 au 10 septembre à Cergy, des journées consacrées à Larbaud et à Suarès auront réuni des passionnés du Condottiere, parmi lesquels Yves-Alain Favre, professeur à l'université de Paris, et Michel Drouin, qui a publié récemment une partie de la correspondance de Suarès, avec Jacques Copeau (voir l'article d'Yves Florenne dans la rubrique Revues).

A propos de Suarès, Roger Nimier écrivait dans l'Élève d'Aristote : « Il faut admettre cette idée : il est des hommes dont le naturel est grandiloquent, courageux, excessif. L'idée qu'on se fait de la nature en France, c'est qu'elle pousse et qu'elle est forte. C'est une vue insuffisante ».

La vie d'Aron et les amours de Sartre

DEUX gros ouvrages, qui figurent incontestablement parmi les événements de la rentrée, devraient nous aider à mieux connaître la personnalité de deux grands penseurs du siècle : les Mémoires de Raymond Aron (780 pages, Julliard) et les Lettres au castor et à quelques autres 1926-1963, de Jean-Paul Sartre (deux volumes, Gallimard).

Le sous-titre du livre d'Aron : 50 ans de réflexion politique, intellectuelle, morale, tout d'un itinéraire intellectuel. Mais, à travers le récit d'une vie entièrement consacrée à l'analyse du monde contemporain, nous pourrions découvrir l'autoportrait d'un homme à la fois célèbre et discret.

Quant à la correspondance de Sartre, elle permettra de mieux comprendre ses relations avec les femmes - et en particulier avec celle qui fut la compagne de sa vie et sa confidente : Simone de Beauvoir.

En temps de prospérité comme en période de crise, la rentrée littéraire assène les mêmes chiffres : plus de cent soixante romans français cette année - à peu près le même nombre qu'en 1982, - dont un quart de premiers romans et environ un tiers écrit par des femmes.

Les grands éditeurs de littérature en publient dix à douze chacun, mais comme l'an dernier, plusieurs autres maisons augmentent leur production romanesque. Ainsi Belfond et Belfond annoncent chacun six romans et Ramsay en fera paraître cinq, dont le second volume de la Bicyclette bleue, de Régine Deforges, son grand succès de 1982, prix des maisons de la presse.

Les petits éditeurs confirment leur intérêt pour le genre. Bernard Bataillon et les Éditions du quai (Jeanne Laffitte), dont c'est la première rentrée, proposent chacun trois titres : Actes Sud, deux - dont Éléonore à Dresde, d'Henri Nysen, son directeur ; Acropole et Lieu commun, chacun deux ; Jean Picollet, trois ; et P.O.L., désormais séparé d'Hachette, cinq.

Ce sont eux qui prennent le plus souvent le risque de publier, des premiers romans Flammarion et Grasset n'en proposent qu'un chacun, et Gallimard deux seulement. Les auteurs sont parfois de très jeunes gens comme François Poiré, vingt ans, qui donne un roman-poème : La Passade - Égérie (Flammarion) ; beaucoup sont enseignants ou universitaires, comme Violaine Vanoycke, Clair de Symphonie (Jean Picollet), ou Jean-Emile Genyvin, assistant de philosophie à l'université Paris-VIII, qui prépare un essai sur Gombrowicz, et dont Stock sort le livre au titre de B.D., Hitler et son ami comble. De son côté, l'helléniste Jacques Lacarrière, fait revivre dans Marie d'Égypte (Laffont) une célèbre prostituée d'Alexandrie, au IV^e siècle après Jésus-Christ.

Trois nouveaux écrivains maghrébins apparaissent, au Seuil, chez Belfond et chez Laffont : Abdelhak Serrane : Messouda - la nuit glauque - d'un monde hanté par ses tabous ; Djamel Lachmet : le Cowboy - l'enfance d'une petite algérienne pendant la guerre d'Algérie, - et Ahmed Zitouni : Avec du sang déshonoré d'encre à leurs mains - la déraison désespérée d'un Maghrébin des ghettos français.

Essais : les inquiétudes de notre société

La crise est là. Ces prochaines semaines, elle sera, en tout cas, dans les vitrines des librairies, où nous verrons fleurir diagnostics et prophéties des docteurs qui se pressent au chevet de notre monde malade. Les difficultés s'accumulent, les audaces, plusieurs d'entre eux, confiant dans leurs remèdes, ont déjà les yeux fixés sur les lendemains.

Ainsi l'Américain Ervin Laszlo, dans la Dernière Crise (Grasset), estime que la mauvaise passe où nous nous trouvons peut être une chance pour l'humanité, si celle-ci sait en tirer les leçons. Un autre Américain, Bruce Nussbaum, nous annonce, dans l'Après-Pétrole (Acropole), que les secousses actuelles marquent l'entrée de notre

Pour la danseuse Ludmila Tchirina - l'Amour au miroir (Albin Michel), - le roman n'est qu'une aventure nouvelle dans une longue carrière artistique. Yann Andréa, trente et un ans, n'est connu, lui, que pour être un proche de Marguerite Duras. Dans son récit, M.D. (Minuit), un écrivain célèbre doit entrer à l'hôpital pour y subir une cure de désintoxication... Les fidèles de Marguerite Duras ne résisteront pas à la curiosité d'ouvrir ce livre, même s'il ont peu de goût pour un certain vampirisme.

Enfin, plusieurs journalistes figurent parmi les débutants. Catherine David, critique au Nouvel Observateur, publie l'Océan miniature, et Jean-Louis Ezine, critique aux Nouvelles littéraires, la Chantepleure (tous deux au Seuil).

JOSYANE SAVIGNEAU.

(Lire la suite page 12.)

CAFÉ LITTÉRAIRE



Bernard Alevy

le feuillet

LA DESTINÉE D'UN MÉTÉORE

Bruno Schulz, juif de Galicie

Il est des destins qui sont à eux seuls des tragédies exemplaires, comme s'ils soufflaient à ceux qui les subissent le syncope de leurs créations littéraires. Il est des œuvres qui n'ont pas le sort qu'elles méritent et qui risquent de rester ignorées à jamais sans l'aide incomparable de grands critiques et éditeurs qui sont souvent de véritables redresseurs de torts à l'histoire.

Maurice Nadeau est un de ces discrets justiciers (qui ne sont jamais des chasseurs de primes !). Il a joué un rôle essentiel dans la connaissance que nous avons en France de grands écrivains méconnus. C'est lui qui - après avoir révélé Malcolm Lowry et bien avant de nous avoir fait connaître G.B. Edwards (Sarnia) - fut le premier à publier en France Bruno Schulz, en 1961 (1), sur la recommandation d'un critique polonais, Arthur Sandauer : celui-ci venait de faire découvrir à ses compatriotes l'écrivain, mort depuis dix-huit ans. Une heureuse réédition, cette année, chez Denoël, devrait enfin faire sortir de l'oubli et de l'ignorance ce météore nommé Bruno Schulz, qui est un des plus grands écrivains polonais du vingtième siècle (avec Gombrowicz et Witkiewicz) (2).

Né en 1892 dans un bourg de Galicie, Drohobycz, tué par le Gestapo d'un coup de revolver dans la nuque, dans une rue de sa ville natale, le 19 novembre 1942, Bruno Schulz, admirateur de Kafka - il a traduit en polonais le Procès en 1935, - admiré de Gombrowicz et de Witkiewicz, est resté toute sa vie un provincial en marge. « Non que Bruno Schulz ait été un écrivain maudit, remarque Maurice Nadeau. C'est plutôt les temps qui étaient maudits : de guerre, d'occupation, et de génocides, de fluctuations de frontières et de changements de régime. Né Autrichien, il a vécu Polonais et est mort juif, manquant l'occasion de devenir Russe. » En effet, Schulz n'aura pour ainsi dire jamais quitté Drohobycz, sauf se rendant parfois dans la capitale galicienne - Lemberg, Leopold, Lwow, aujourd'hui Lvov, - qui relevait de la couronne impériale et royale de François-Joseph avant de devenir polonaise en 1918, soviétique en 1945.

par Nicole Zand

Son père, Jacob Schulz, le héros de beaucoup de ses récits, était un marchand de drap assis, qui dirigeait la grande boutique de la place, au-dessous de l'appartement familial où régnait « la bonne, cette Adèle qui faisait verser des larmes de condescendance au père comme au fils ! Bruno est le cadet. Il fera des études d'architecture, puis, quand la famille sera ruinée, après la mort du père, enseigner, jusqu'à sa mort, le dessin au collège de la ville.

UN de ses anciens élèves de Drohobycz, Maria Craipeau, a évoqué son souvenir (3) : « Je n'ai pas connu Bruno Schulz, le grand écrivain polonais », écrit-elle. Lorsque j'étais petite fille, il était peintre et professeur de dessin... » Bruno Schulz, en effet, est devenu écrivain par hasard : il commence par écrire à un ami gravement malade, pour le tenir au courant de la vie dans sa petite ville. Puis il prend de plus en plus goût à ce qu'il relate et, au lieu d'être toutes envoyées, les lettres deviennent des manuscrits qu'il garde dans des tiroirs secrets. Grâce à une amie d'enfance, dévouée par l'audace artistique de ce petit homme timide, Schulz publie à Varsovie, en 1934, les Boutiques de cannelle, puis, en 1937, le Sanatorium au croque-mort. Ces deux volumes constituent tout ce qu'on connaît de son œuvre écrite (un roman auquel il travailla pendant longtemps, le Messie, a disparu après sa mort ; on n'en a rien retrouvé).

En revanche, les dessins restent assez nombreux pour qu'on se fasse une bonne idée de l'imaginaire de l'écrivain. Il est remarquable que les cycles de dessins de ses années 20 annoncent les images des œuvres littéraires. On peut découvrir cette œuvre graphique exceptionnelle en allant voir l'exposition des « Présences polonaises » (4). Des images se répètent, obsessionnelles, d'un homme, nu ou habillé, se prosternant devant une femme, avec ou sans fouet, dont il veut baiser les pieds qui lui écrasent la tête.

Cette série d'autopourtrats de l'écrivain, on la trouve dans le Livre idole : images insoutenables et pathétiques d'hommes avortons atteignant, dans leur avilissement, le bonheur suprême, couples monstrueux unis par un sado-masochisme voluptueux et douloureux... « Ses dessins sont des poèmes de la cruauté des pieds et des jambes », écrit à ce sujet S.-I. Witkiewicz, fasciné, mais réaliste : « Malgré leurs queues monstrueuses, ajoutait-il, on a l'impression que les jambes de Schulz se lavent soigneusement les pieds deux fois par jour en utilisant des brosses, et qu'elles n'ont pas de cors aux orteils. Autrement, tout cela serait réellement terrifiant... »

TOUT cela est « révélateur », terrifiant, et revient avec un art beaucoup plus riche et plus élaboré dans la prose de Schulz : de courts récits, fragments d'une autobiographie fantastique d'un homme enfermé dans sa famille, dans sa ville, dans ses obsessions, voué à une perpétuelle enfance, fidèle à des mœurs patriarcales qui s'effritent, attaché à jamais aux méthodes traditionnelles d'un « négoce nocturne et cérémonieux ».

Il n'accepte pas « l'esprit du temps », l'économie moderne, et il évoque inlassablement l'échec du père « cloîtré dans le sacerdoce solitaire d'un idéal sublime » qui tente de lutter contre « les prétextes indus de ces messieurs des filatures et tissages mécaniques », mais qui n'échappera pas à la déconfort (la Mort-saison). Le fils, lui, rêve souvent de s'échapper vers les « boutiques de cannelle », imprégnées d'une puissante odeur de laque, de couleurs, d'encens, d'arômes de pays lointains, et de retrouver le Livre que lui lisait le père, ou bien encore de se mêler à la foule terne et anonyme du quartier moderne (la Rue des Crocodiles). « Une des particularités du quartier, écrit-il, ce sont les facies sans conducteur qui roulent tout seuls dans les rues, non qu'ils manquent de cochers, mais parce que ceux-ci, mêlés à la foule et occupés par mille affaires, ne se soucient pas de leurs voitures ». Bruno Schulz serait plutôt tenté par le destin de Szymcio, le boursicrouté qui, après sa retraite, décide de retourner à l'école et qui réussira à « devenir réellement un enfant » avant de s'envoler, dans le tourbillon d'une toupie, « plus haut, toujours plus haut vers les espaces jaunes, inexploités, automaux » (le Retraité).

CETTE « recherche du temps perdu » - qui ne doit rien à Proust, - il faut la savourer jusqu'à dans tous ces mots que Schulz, en poète du verbe, rend à leur sens profond. Pour lui, le mot n'est pas un reflet de la réalité, mais, au contraire, « la réalité est une ombre du mot ». Lui, petit homme écrasé par les femmes et par le destin, nous donne un bonheur de lecture où tous les sens sont conviés : les couleurs descendent d'une octave quand les stores de lin sont tirés tandis que les passants barbotent dans l'or de juillet sur la place du marché balayée par les vents chauds du mois de septembre.

LES BOUTIQUES DE CANNELLE ET LE SANATORIUM AU CROQUE-MORT, de Bruno Schulz. Nouvelles traductions de polonais par Thérèse Donchy, Allan Koska, Georges Sidre, Suzanne Arlet, Georges Li-pré. Préface d'Arthur Sandauer. Denoël, 232 pages et 264 pages, 49 et 56 F.

LE LIVRE IDOLÂTRE, de Bruno Schulz. Un album (grand format) de dessins et de photographies. Préface de Serge Fancherou. Calligrammes (18 rue, Elie-Frères, 29000 Quimper), 160 F.

(1) Des extraits de l'œuvre de Bruno Schulz furent publiés, sous le titre *Traces de manuscrits* (Julliard-Letres nouvelles 1961).

(2) Le Prix du meilleur livre étranger fut attribué à la première édition complète des *Boutiques de cannelle* et du *Sanatorium au croque-mort* (Denoël, 1974). La *Clepsydre*, le beau film tiré par le Polonais Wojtek Has de l'œuvre de Schulz, avait reçu à Cannes en 1973 le Grand Prix du jury.

(3) Bruno Schulz : *Lettres perdues et retrouvées*. Préface et traduction de Maria Craipeau. Pandora, 1979.

(4) « Présences polonaises », Centre Pompidou jusqu'au 26 septembre. Voir aussi le remarquable catalogue de l'exposition, 135 F.

TABLEAUX CHOISIS

PLACE DES FLORES

Opinion

histoire littéraire

Balzac et le journalisme

● L'honnête Honoré parmi des jeunes loups.

1830, note la chronologie de l'édition en « Piéride » de la *Comédie humaine*, est pour Balzac « une année d'intense activité journalistique et littéraire. Toutefois, bien des détails de sa vie nous échappent ». Réclions : nous échappent, jusqu'à la publication récente du *Balzac journaliste, le tournant de 1830*, de Roland Chollet. Cette thèse de 655 pages se lit d'un bout à l'autre comme un passionnant document historique sur la société de 1830, et en particulier sur le monde tumultueux de l'édition et de la presse. A coups de détails précis, de dates, de chiffres, revivent ainsi la dizaine de journaux, de « magazines », ou de revues auxquels Balzac a collaboré à partir de janvier 1830. C'est un grouillement d'idées, de talents, mais aussi de petites et grandes canailleries : tout ce joli monde se pille, se copie et s'écrit. La plus remuante de ces petites feuilles a pris pour titre, toute honte bue, le *Voléur*, en précisant : « Butin (sic) littéraire, scientifique et industriel de la semaine ».

A ses associés, qui voulaient plus prudemment appeler cette publication la *Lanterne magique*, Emile de Girardin, vingt-deux ans, répond : « Non, nous aurions pour abonnés que des enfants. Notre chance de succès, c'est d'avoir le courage d'être vrais ; prenons pour titre : le *Voléur* ».

Que va donc faire dans ce mauvais lieu le brave et fonceur honnête Honoré ? Gagner son pain, en attendant des jours meilleurs. A la fin de 1829, il est l'auteur à la mode de la *Physiologie du mariage*. Mais ce succès flatteur se limite à mille exemplaires vendus, sur chacun desquels Balzac touche en principe 1 franc, payé en billets. Mais ce succès, c'est d'avoir le courage d'être vrais ; prenons pour titre : le *Voléur*.

mun alors à tous les auteurs : à quelques mois de là, le *Rouge et le Noir*, tiré à cinq cents exemplaires, ne se vendra même pas !

Ainsi donc, calcule Balzac, si tout va bien et au prix d'un labeur de galérien, mes romans me rapporteront 200 F par mois. De quoi survivre (c'est ce que gagne un petit fonctionnaire), mais pas de quoi payer les dettes de l'imprimerie-fonderie qu'il a créée en 1827 et qui a rapidement « plongé ». Des dettes qui pèseront sur toute sa vie : 100 000 F (lui-même dira 120 000), 4 millions « lourds » d'aujourd'hui, qu'il est absolument résolu à payer à force de travail et de privations.

Comme il n'envisage pas un instant de renoncer à écrire, que ce soit au moins pour de l'argent, le plus et le plus tôt possible. Alors, à *Voléur*, voleur et demi !

Les précurseurs de notre siècle de « communications »

On s'étonne de lire dans la chronologie balzacienne citée plus haut (« Piéride », vol. I), qu'il se lie en 1830 avec Emile de Girardin (disons plutôt, après R. Chollet, qu'il entre en relations d'affaires avec lui en 1829) « et une joyeuse bohème littéraire ». Personne n'a jamais moins été « bohème » que Girardin ni que ses associés moins connus, Lantour-Mézery ou Victor Ratier. C'est de redoutables jeunes loups, intelligents, ambitieux et sérieux : les créateurs de la presse d'idées et de combat du dix-neuvième siècle, les précurseurs de notre siècle de « communications ».

Nous trouvons la preuve de leur sérieux dans l'obstination que met Balzac, dès 1829, à « être présent » à Girardin, son cadet de sept ans cependant. C'est qu'il sent bien de quel côté est l'argent à venir : pas de celui des libraires traditionnels, mais du côté des remueurs de capitaux et de formules nouvelles. Le journaliste paie, et paie comptant. Le libraire-éditeur ne retrouve l'argent

engagé dans un roman qu'une fois tout le tirage vendu, et encore ! Il recule donc autant qu'il le peut le moment de payer l'auteur. L'éditeur de presse, lui, encaisse l'argent des abonnements (on ne vend guère au numéro, à l'époque) avant même d'avoir demandé des articles à ses auteurs, et ne fait aucune difficulté pour les payer à la remise.

Ce n'est pas la fortune pour Balzac, il s'en faut : au moins ses revenus augmentent-ils assez, dès 1830, pour qu'il puisse commencer à donner des preuves de sa volonté très réelle de se libérer de ses dettes. Et surtout, le mariage réussi de son génie de romancier avec le génie commercial de Girardin lui mènera très vite à la publication en « feuilletons » de romans entiers, avant leur parution en librairie.

C'est cela, le grand tournant de 1830. A mesure qu'il multiplie les collaborations aux journaux et aux revues, la confiance lui revient en même temps que l'argent. « Le système de la publication en revue », écrit R. Chollet, a apporté à Balzac une solution littéraire et commerciale au problème qui s'était posé à lui en termes d'urgence quotidienne et de fatalité économique au lendemain de la *Physiologie du mariage* : comment survivre sans cesser d'être romancier ?

Le très grand mérite de Roland Chollet, redoublé, est d'associer constamment l'ambition de l'écriture et le plaisir du texte à une documentation immense et parfaitement maîtrisée. Un autre est de nous présenter Balzac, non pas en tête à tête avec un univers romanesque intemporel, mais aux prises avec la difficulté quotidienne de « faire de l'argent » de cet univers. Un problème qui, n'en déplaise aux hypocrites et aux fausses pudeurs, n'a pas cessé d'être actuel. Désormais, c'est d'un œil un peu autre que nous relirons la *Comédie humaine*.

JACQUES CELLARD.

* BALZAC JOURNALISTE, LE Tournant de 1830, de Roland Chollet, Klincksieck éditeur, avec le concours du Centre national des lettres, 655 p.

Octave Mirbeau, le peintre de la « pourriture »

Rédigé dans une collection de poche, le *Journal d'une femme de chambre* parut pour la première fois en 1900, mais ce roman d'Octave Mirbeau, qui inspira Luis Buñuel, se lit toujours comme un « brûlot ».

Le *Journal d'une femme de chambre* mêle audacieusement l'esprit « fin de siècle », le décadentisme et le naturalisme impressionniste le plus violent et le plus noir. Personne ne sort indemne de la pourriture exhibée par Octave Mirbeau.

On connaît la trame : Célestine tient le journal de sa condition domestique. Depuis sa nouvelle place, « la douzième en deux ans », elle décrit non seulement la famille normande où elle a échoué, le village, les affaires, les histoires honteuses de la population, mais encore tout son itinéraire antérieur. De la sorte, ce journal constitue la traversée des milieux sociaux de l'époque, sur la toile de fond de l'histoire Dreyfus. L'entremêlement des fils narratifs se fait par l'alternance des retours en arrière et des épisodes actuels. Points d'orgue : un viol et un vol, dont Célestine devine très vite qu'ils ont dû être perpétrés par Joseph, brute fascinante qui représente les

anciennes idées de l'auteur et que la narratrice finira par épouser, du même coup libérée de son servage et intronisée patronne.

Donc, guère de suspense, mais un document ambigu, dont le langage et l'esprit restent passionnants à déchiffrer. La dénonciation de l'état domestique y prend un ton très fort : « Un domestique, ce n'est pas un être normal, un être social... C'est quelque chose de disparate, fabriqué de pièces et de morceaux qui ne peuvent s'ajuster l'un dans l'autre, se juxtaposer l'un à l'autre... C'est quelque chose de pire : un monstrueux hybride humain (...). On prétend qu'il n'y a plus d'esclavage... Ah ! voilà une bonne blague, par exemple... Et les domestiques, que sont-ils donc, eux, sinon des esclaves ?... » Mais cette prise de conscience est associée à la résignation, comme s'il s'agissait d'une fatalité : « D'être domestique, on a ça dans le sang... » Pour Célestine, un seul remède, le salut individuel par le mariage. Devenue maîtresse à son tour, elle sera toute dureté envers les servantes : « Ce qu'elles sont exigeantes, les bonnes, à Cherbourg, et chaperdeuses, et dévergondées !... Non, c'est incroyable, et c'est dégoûtant... »

La réussite du roman de Mirbeau tient sans doute à la complexité de

l'héroïne, dont l'enfance misérable a fait ce personnage trouble, dévoué, maternel, fleur bleue, cruel, vicieux, infernal. En sa passion pour « l'étrange Joseph » se concentrent les contradictions de cette femme, partagée entre son goût pour l'ordre, la religion, le patriotisme et l'ordre, la dépravation, le « crime » (c'est le mot de la fin).

Son vocabulaire traduit ses obsessions : « sales », « saletés », « pourries » sont parmi les mots les plus fréquents, tout comme « la chose », synonyme de « cochonnerie », pour désigner l'amour physique.

La charge contre la société bourgeoise (symbolisée par les maîtres de Célestine et par l'écrivain officiel de la classe, Paul Bourget) se transforme en une misanthropie qui n'épargne personne et ronge jusqu'au style de la narratrice. Avec elle, nous perdons notre âme à « renifler » et « fouiller » ce tas d'immondices et de décombres où l'être humain est dépossédé de « la forme même de son moi ».

SERGE KOSTER.

* LE JOURNAL D'UNE FEMME DE CHAMBRE, d'Octave Mirbeau, GF/Flammarion, Préface et notes par Michel Mercier, 396 p., 24 francs.

Portrait d'un extrémiste

Un portrait à peine imaginaire se dessinerait aisément à partir des textes d'Octave Mirbeau. Il serait confirmé par la biographie et révélerait un homme aux passions extrêmes, sectaire et sincère dans ses choix et ses emportements.

Octave Mirbeau est né à Trévières (Calvados), en 1848, dans une famille appartenant à la bourgeoisie provinciale royaliste. Le père, officier de santé et conseiller municipal à Rémélard, en Normandie, inscrit son fils à Vannes, chez les jésuites, ces « pétrisseurs d'âmes », qui finissent par renvoyer leur élève du collège en 1863. Mirbeau achève ses études secondaires à Caen en 1866 et, muni du baccalauréat, entre à Paris des études de droit, très vite abandonnées. Enrôlé comme sous-lieutenant en 1870, il termine la guerre à l'hôpital, puis en prison, où il passe vingt mois sous l'accusation de désertion.

Libéré en 1872, Mirbeau devient journaliste dans le camp de l'ordre moral et collabore à divers journaux d'opposition, tels le *Gaulois*, la *Force*, l'*Ordre*, le *Figaro*. Paradoxe parmi d'autres : réactionnaire en politique, il est critique d'art moderniste, qui fait connaître Rodin, Manet, Cézanne ; en témoignage le recueil posthume de ses articles, *Des artistes* (1922). Son acharnement

contre l'État républicain lui fait suivre, entre 1877 et 1882, de bizarres chemins de traverses : il est tour à tour chef de cabinet du préfet de l'Arrière, boursicotier et patron-pêcheur en Bretagne.

Le moment le plus fort de son engagement dans l'opposition royaliste se situe en 1883-1884, lorsqu'il déploie ses talents de pamphlétaire dans l'hebdomadaire satirique les *Grinaces*, dont il est rédacteur en chef. Son premier éditorial est une « Ode au choléra » où il exprime le vœu d'une épidémie qui balayerait le personnel gouvernemental : « La horde des bandes qui déshonorent la France, l'épuisent et le renversent... »

Du royalisme à l'anarchie

Antirépublicain, antibourgeois et anticapitaliste, l'idéologie de Mirbeau véhicule un antisémitisme virulent : « (...) Le jour où toute la France appartiendra aux juifs, nous ne verrons plus ni un champ de blé, ni une prairie, ni rien de ce qui nous fait heureux (...). Nous n'aurons plus ni roi, ni empereur, ni président de la République. M. de Rothschild sera le président de la Falsanderie française. »

Cette guerre déclarée à la démocratie le mène devant une alternative qu'il formule ainsi : « dictature ou radicalisme ». Le second terme l'emporte chez cet individualiste forcené, qui participe alors aux revues libertaires de Zo d'Axa et de Jean Grave ; de ce dernier il préface en 1893 le *Socialisme ou l'anarchie*. Partisan de Dreyfus et de Zola, il propose à l'*Aurore* de Clemenceau des articles qui marquent la disparition de son antisémitisme. L'itinéraire tourmenté de son existence se reflète violemment dans ses romans, au départ largement autobiographiques. Le *Calvaire* (1887), l'*Abbé Jules* (1888) et *Sébastien Roch* (1890), transmettent sa haine de la bourgeoisie militariste et décadente. Les vices sociaux, les hiérarchies d'argent et de classe qui règnent dans les « vieilles sociétés de mensonges », tels sont ses sujets.

Octave Mirbeau est mort à Paris le 16 février 1917. Si le pamphlétaire a désormais son épitaphe apaisée (« Ne fais personne, pas même le méchant. Plais-je, car il ne connaît la joie que la jouissance qui console de vivre : faire le bien »), il manque à l'écrivain la solide étude que son génie appelle.

S. K.

Le Monde

HORS SÉRIE

ENFIN LE TOME 2 !

Après le succès du premier recueil, le *Monde* publie, pour la deuxième année consécutive, une sélection de quarante nouvelles parues dans le *Monde Dimanche* depuis 1979.

Quarante nouvelles :

Quarante romans de trois pages ! Une lecture intense et brève, idéale pour les vacances et les voyages.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 25 F ET AU MONDE

BON DE COMMANDE « 40 NOUVELLES »

Nom Prénom

Adresse

Code Postal Ville

NOMBRE D'EXEMPLAIRE (S) x 26 F (Frais de port inclus) = F.MQ.

COMMANDE A FAIRE PARVENIR AVEC VOTRE RÉGLEMENT AU MONDE

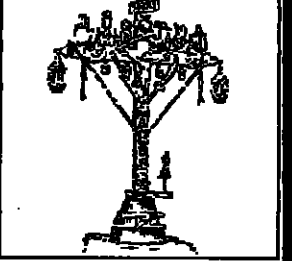
SERVICE DES VENTES AU N° 5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09

Le Monde

5, rue des Italiens - 75427 PARIS CEDEX 09

QUAND LE RHONE... ETAIT UN FLEUVE

de M. André TRACOL



Cet album de 144 pages (format 21 x 27,5 cm) présente « à l'italienne », à l'aide de photos, de cartes postales anciennes, de gravures, de plans de bateaux, de documents d'archives, l'histoire des hommes et du Rhône de Lyon jusqu'à Beaune, du Moyen-Âge jusqu'au milieu du XX^e siècle.

Il comprend plus d'une centaine de reproductions en noir, accompagnées d'un texte court et précis.

Cet ouvrage informera tous ceux qui se passionnent pour l'histoire des fleuves.

Prix : 95,00 F (Frais de port inclus). Toute commande, accompagnée de son règlement, est à adresser à :

M.A.T.

69, avenue Gabriel Péri

BP n° 9, 26800 TAIN-L'HERMITAGE

Lisez

Le Monde des PHILATÉLISTES

revues

L'amitié de Suarès et de Copeau

MICHEL DROUIN s'est attaché à la correspondance de Suarès avec Jacques Copeau. Elle comporte plus de quatre cents lettres. Comment une telle amitié a-t-elle pu se nouer entre l'irascible « condottieri » enfoncé dans sa solitude et le révolutionnaire du théâtre ? Gide et le groupe de la N.R.F., qui n'aimaient pas Suarès, voulaient attirer ce rebelle pour des raisons de stratégie littéraire. Copeau qui, lui, l'admirait, et qui dirigeait alors la revue, était le seul à pouvoir accomplir cette mission impossible. Ce sont les lettres de cette période - 1912-1913 - donc les premières, qu'a choisies de publier Michel Drouin : petit-fils d'un des fondateurs, la N.R.F. est pour lui comme une personne de la famille.

Quand, après plusieurs années incommodes, Suarès rompit définitivement avec ce qu'il appelait « la revue de Gide », l'amitié avec Copeau, loin d'en souffrir, se fortifia et ne finit qu'à la mort des deux hommes qui devait survivre presque en même temps. Ces trente-six années d'une « indélébile affection » firent apparaître des affinités affectives et intellectuelles parmi lesquelles, dès les premiers jours, leur com-

mune passion du théâtre. Car on sait peu que Suarès fut ce « dramaturge malheureux », cet « homme de théâtre inaccompli » que montre bien Michel Drouin. Chacun des nouveaux amis retrouva donc chez l'autre les mêmes idées neuves qu'ils nourrissaient ensemble sans le savoir. Suarès fut le témoin fervent et stimulant de la grande aventure du Vieux-Colombier. C'est tout le programme du théâtre de Copeau qu'il résume en quelques lignes, dans la lettre qui s'achève sur cette confidence émouvante : « ... si un tel lieu d'asile avait été ouvert à ma plus ancienne et plus secrète passion, ma vie eût été changée ».

Il aura fallu une revue des antipodes (*Australian Journal of French studies*, vol. XIX n° 1, Monash University, Clayton, Victoria, 3168, Australie) pour s'intéresser à une telle correspondance. Sa publication intégrale s'impose en France.

M.F.

* La troisième et dernière cahier de la correspondance Copeau-Suarès vient de paraître. (Association des amis de J. Rivière et A. Suarès, 31, rue Arthur-Petit 78220 Vailly).

lettres allemandes

Le monde des lettres allemandes est en pleine effervescence. Les nouvelles de la littérature sont nombreuses et variées. On trouve des romans, des essais, des poèmes, des pièces de théâtre. Les auteurs sont nombreux et talentueux. Les thèmes abordés sont divers et intéressants. Les critiques sont nombreuses et variées. Les débats sont animés et passionnants. Les nouvelles de la littérature sont nombreuses et variées. On trouve des romans, des essais, des poèmes, des pièces de théâtre. Les auteurs sont nombreux et talentueux. Les thèmes abordés sont divers et intéressants. Les critiques sont nombreuses et variées. Les débats sont animés et passionnants.

LA LANTERNE MAGIQUE

Le monde des lettres allemandes est en pleine effervescence. Les nouvelles de la littérature sont nombreuses et variées. On trouve des romans, des essais, des poèmes, des pièces de théâtre. Les auteurs sont nombreux et talentueux. Les thèmes abordés sont divers et intéressants. Les critiques sont nombreuses et variées. Les débats sont animés et passionnants. Les nouvelles de la littérature sont nombreuses et variées. On trouve des romans, des essais, des poèmes, des pièces de théâtre. Les auteurs sont nombreux et talentueux. Les thèmes abordés sont divers et intéressants. Les critiques sont nombreuses et variées. Les débats sont animés et passionnants.

LA LANTERNE MAGIQUE

Le monde des lettres allemandes est en pleine effervescence. Les nouvelles de la littérature sont nombreuses et variées. On trouve des romans, des essais, des poèmes, des pièces de théâtre. Les auteurs sont nombreux et talentueux. Les thèmes abordés sont divers et intéressants. Les critiques sont nombreuses et variées. Les débats sont animés et passionnants. Les nouvelles de la littérature sont nombreuses et variées. On trouve des romans, des essais, des poèmes, des pièces de théâtre. Les auteurs sont nombreux et talentueux. Les thèmes abordés sont divers et intéressants. Les critiques sont nombreuses et variées. Les débats sont animés et passionnants.

LA LANTERNE MAGIQUE

Le monde des lettres allemandes est en pleine effervescence. Les nouvelles de la littérature sont nombreuses et variées. On trouve des romans, des essais, des poèmes, des pièces de théâtre. Les auteurs sont nombreux et talentueux. Les thèmes abordés sont divers et intéressants. Les critiques sont nombreuses et variées. Les débats sont animés et passionnants. Les nouvelles de la littérature sont nombreuses et variées. On trouve des romans, des essais, des poèmes, des pièces de théâtre. Les auteurs sont nombreux et talentueux. Les thèmes abordés sont divers et intéressants. Les critiques sont nombreuses et variées. Les débats sont animés et passionnants.

LA RENTRÉE LITTÉRAIRE

Lettres étrangères : à l'Est, à l'Ouest, peu de nouveau

Rimbaud, Stendhal, Casanova

TROIS importantes biographies littéraires figurent dans les programmes : Rimbaud, par l'anglaise Enid Starkie (Flammarion), ouvrage capital écrit en 1938 et traduit pour la première fois en français (après l'avoir été en italien en 1950...), Une insolente liberté (Les aventures de Casanova), par Frédéric Marceau (Gallimard) et Stendhal ou la chasse au bonheur, par Jacques Laurent (Grasset). On retrouvera des portraits de Stendhal et Casanova dans la réédition du livre de Stefan Zweig, Trois poètes de leur vie (Belfond), les troisième étant Tolstoï.

Autre bonne surprise dans le domaine des essais littéraires : L'Égérie érotique romaine, l'amour, la poésie et l'Occident (Seuil) où l'historien Paul Veyne fait un tableau éblouissant des mœurs romaines.

A mi-chemin de la littérature et de la philosophie, on trouve le livre de réflexions de Marguerite Yourcenar, le Temps ce grand sculpteur (Gallimard), l'apologue, de Michel Serres, Déchaînement (Flammarion) où il est beaucoup question de mer et de voyages, et une méditation de Claude Roy sur la vérité : Permis de séjour (Gallimard).

Le réconfort des philosophes

En philosophie, la moisson s'annonce riche. On attend avec impatience (mais sera-t-il prêt pour la rentrée ? un doute subsiste...) le deuxième volume de l'Histoire de la sexualité, de Michel Foucault, intitulé Le Souci de soi, ainsi que le livre de Gilles Deleuze : Cinéma 1. L'image en mouvement (Minuit).

Mais bien d'autres titres attirent l'attention, comme ceux de Vincent Descombes : Grammaire d'objets en tous genres (Minuit),

Ernest Cassirer : Individu et cosmos dans la philosophie de la Renaissance (Minuit), Jacques Rancière : le Philosophie et ses pauvres (Fayard), Gérard Delella : la Philosophie américaine (l'Age d'homme).

On retiendra que, dans la mort et le catastrophisme ambiants, Clément Rosset, ne craint pas de consacrer un essai — la Force majeure (Minuit) — à la joie, seule raison de vivre affirmée-t-il, « parce qu'elle se passe de toute raison ».

Romans : qui donnera tort à La Bruyère ?

(Suite de la page 9.)

Si l'on considère l'ensemble des romanciers de cette rentrée, on trouve plus de vingt journalistes. Aux côtés d'écrivains confirmés comme Jean-Marie Rouart (Avant-Guerre, Grasset), qui obtient le prix Interallié en 1977, ou Michel Griso-la (La Petite Afrique, Balland), on remarque notamment Laurence Costé (Le Premier Pas d'adulte, Gallimard), Jacques Duquesne (Maria Vandamme, Grasset) et Henri de Grandmaison, le directeur d'Ouest-France (Les Chiens de Dieu, Julliard).

Des universitaires et des chercheurs reviennent également au rendez-vous, en particulier le linguiste Michel Arrivé, avec l'Horloge sous balancier (Flammarion), qui relate l'étrange aventure d'un homme né en 1990 et parvenu en dix-huit mois à l'âge de dix-huit ans.

Il sont nombreux, ceux qu'on présente avec la formule « par l'auteur de... », écrivains jeunes encore, mais dont on se souvient des livres qu'ils ont écrits. Parmi eux : Didier Martin, qui raconte dans Les Petits Malres (Gallimard) l'histoire d'une curieuse prison, dirigée par des enfants de moins de quinze ans, dans un pays totalitaire; Jean Meulles, auteur haïtien, dont Une eau forte (Gallimard) est le quatrième roman; le chanteur Yves Simon, avec Océans (Grasset); Hervé Guibert, avec Les Lubies d'Arthur (Minuit); Walter Prévost, un cheministe âgé de trente ans, avec Café terminus (Grasset).

Les écrivains dont le nom est, à lui seul, un signe de reconnaissance, ne sont pas en reste pour 1983 : Florence Delay, Riche et légère, son quatrième roman (Gallimard); François Weyergans, le Radeau de la Méduse (Gallimard); Danièle

Sellenave, Printemps froid (POL); Jean-Pierre Faye, Fumi (Lieu commun); Sébastien Japrisot, l'Amour à l'empire (Denoël); René Fortani, Pour l'amour de Finette (Ramsay).

D'autres, qui s'illustreront par une redoutable régularité, donnent leur « cuvée » annuelle : Yves Navarre, Premières pages (Flammarion); Pierre-Jean Remy, le Dernier Été (Flammarion); Catherine Clément, l'Amour à Venise (Grasset). Quant à Catherine Ribot, après avoir produit un roman par an depuis 1977, elle en publie cette année deux : Triomphe de l'amour (Gallimard) et Tentation (Denoël), paru en feuilleton dans le Monde dimanche de cet été. Il serait trop « injuste » qu'après tant de constance dans les rendez-vous avec l'édition, pour la bataille des grands prix littéraires, ces auteurs n'arrivent pas tous à leurs fins (Pierre-Jean Remy a déjà obtenu le Renaudot en 1971 et Yves Navarre le Goncourt en 1980).

Alphonse Boudard et Elie Wiesel, eux, donnent leurs livres le moment venu : cette année, le Café du pauvre (la Table ronde) pour le premier (Boudard et les femmes), et le Cinquième Fil (Grasset) pour le second. On relèvera aussi le nouveau Georges Conchon : le Bel Avenir (Albin Michel); le quatrième roman de Camille Bourquel, le Jugement dernier (Julliard), et le dernier Rezvani : la Loi humaine (Seuil).

Bien que les recueils de nouvelles soient réputés « invendables » en France, cinq auteurs en publient : Jean Vautrin, Patchwork (Mazars); Anne Bragance, le Damier de la reine (Mercure de France, où paraît également son roman l'Été provisoire); Jacques Jouet, le Bestiaire inconsistant (Ramsay); Pierre Joffroy, Nouvelles des contrées dangereuses (Ramsay); et Pierre Gascar, le Fortin (Gallimard), qui annonce une biographie de Buffon par le même auteur.

Pour parler de quoi ?

Voilà, ils sont là, de l'inconnu au célèbre, d'un bout à l'autre de la hiérarchie littéraire. Mais pour parler de quoi ? La source autobiographique est, certes, toujours féconde. Mais de nombreux auteurs puisent, plus largement, dans l'actualité, dans les inquiétudes et les fantasmes de l'époque. Ainsi le cancer, même s'il ne suscite que deux romans, Sauve-toi Lola, d'Ania Francos (Bernard Bataillon) et Une mémoire de Santal, d'Olympia Alberti (Albin Michel), apparaît comme la nouvelle maladie littéraire, ce que l'on a appelé la tuberculose.

L'Afrique noire, le Maghreb, sont de plus en plus présents, tant par les origines des auteurs que d'un strict point de vue thématique. Les grands événements des dernières années — l'Irlande, l'attentat de la rue Copernic, la Pologne — servent de base, respectivement, à Rendez-vous à Belfast, de Jacqueline Rossa (Jean Piccolle), la Danse d'amour du vieux corbeau, de Claude Brami (Denoël) et l'Hiver au cœur, d'Anne Rabinovitch (Bernard Bataillon).

TRADITIONNELLEMENT, l'automne n'est pas, dit-on, la saison des étrangers et, pour la rentrée, les traductions savent se faire discrètes. Mais elles sont, parfois, éblouissantes.

Certainement, brillante, en effet, devrait être la sortie le 15 septembre d'un gros roman de 800 pages que Vladimir Dimitrijevic publie, en co-édition Julliard-l'Age d'homme : Vie et destin, de Vassili Grossman.

« Voici un des grands livres du siècle », annonce le slaviste Georges Nivat à propos de ce roman soviétique conçu, par son auteur journaliste et écrivain officiel, comme une grande fresque historique. « Guerre et paix » à l'âge de Stalingrad. Saïsi par le K.G.B. en 1960, le manuscrit n'a survécu que par miracle (la sortie vers Vienne des manuscrits microfilmés entreposés à la Loubianka reste mystérieuse). Vassili Grossman — né à Berditchev en 1905 — mourut en 1962, brisé par la perte de son œuvre. Un volume intitulé le Cas Vassili Grossman (Julliard-l'Age d'homme) éclaire la personnalité de cet écrivain soviétique, dont les éditions Stock avaient publié, il y a une dizaine d'années, Tous passez... C'est Simon Markish, un des deux fils du grand poète yiddish Peretz Markish, qui a écrit le Cas Grossman.

Autre climat. Autre roman qui sera qualifié d'antirévolutionnaire et qui est autobiographique : Dans mon jardin paissent les héros (Presses de la Renaissance), du Cubain José Martí, qui fut, de 1968, un poète en résidence surveillée pendant près de dix ans pour avoir refusé de signer un texte d'autocritique. Le livre raconte

l'histoire d'un intellectuel mettant le régime castriste en question. Exilé en mars 1980, Padilla, qui enseigne à l'université de New-York, publie simultanément un choix de poèmes : Héritages (Belfond).

Encore un livre autobiographique, qui vient de Chine cette fois : Six contes de l'école des cadres, de Yang Jiang (chez Christian Bourgois). L'auteur relate, avec dérision et discrétion, le gâchis insensé d'une « révolution culturelle », qui, proclamant que « le cerveau de l'intellectuel pur », envoya l'élite du peuple dans des écoles de rééducation à la campagne. Yang Jiang est la femme d'un des écrivains chinois les plus prestigieux encore en vie, Qian Zhongshu, dont Simon Leys nous disait récemment qu'il était digne du prix Nobel.

V.S. Naipaul dans un recueil de nouvelles Dis-moi qui tu es (chez Albin Michel), regroupe des textes à la fois littéraires et politiques qui dépeignent les lendemains agités de l'indépendance dans un pays africain et mettent en scène des hindous de la diaspora que Naipaul connaît comme lui-même.

On attend aussi chez Stock le second tome de l'autobiographie de Bashovis Singer, chez Gallimard le second tome de celle de Thomas Bernhard, qui s'affirme chaque fois davantage comme un des grands écrivains de langue allemande. Bernard Malamud revient avec la Grâce de Dieu, une fable d'anticipation qui se passe après l'annihilation de la race humaine, quand il ne reste plus au seul survivant de celle-ci que la possibilité de créer une famille avec les gorilles et les chimpanzés (Flammarion, octobre).

Signalons encore les ouvrages de deux romanciers new-yorkais qui sont de fidèles collaborateurs de la New York Review of Books : Nuits sans sommeil, d'Elizabeth Hardwick (Bouchet-Chastel, septembre), et les Siècles des siècles, de Francine du Plessis-Gray (Mazars).

Enfin, ce début de saison sans surprise confirmera la carrière des grands best-sellers : le second tome de la Pierre et le Sable (1500 pages de samouraïs en deux volumes) chez Balland et Avant en emporte le vent en édition pour

la jeunesse chez Gallimard (collection « 1000 Soleils ») : une adaptation du roman-fleuve qui vous fait tout savoir sur la guerre de Sécession va être montée par Robert Hossein, avec Gabrielle Lazure dans le rôle de Scarlett. A quand Retour à Tara, la biographie de Margaret Mitchell qui vient de paraître avec un beau succès en anglais ?

Autre phénomène d'édition : le Nom de la rose, d'Umberto Eco (déjà 150 000 exemplaires en France, dont 40 000 club), poursuit son époustouflante carrière et tient la première place sur la liste des romans aux États-Unis, depuis le début août, ce qui ne s'est, dit-on, jamais vu. Les droits de l'édition de poche se seraient négociés à 500 000 dollars... Il sera passionnant pour le sémiologue-sociologue Umberto Eco d'étudier les causes de la formation des succès littéraires. Où se cache donc la recette ? Dans la bibliothèque d'un moine de Toscane, naturellement.

N. Z.

Essais : les inquiétudes de notre société

(Suite de la page 9.)

Le terrorisme n'est plus une violence individuelle ni spontanée. Il fait partie des grands conflits internationaux qui déchirent la planète et dont certains ouvrages dressent pour nous, car à l'appui, le paysage inquiétant : comme l'Atlas stratégique, géopolitique des rapports de forces dans le monde, de Gérard Chaliand et Jean-Pierre Rageau (Fayard), ou l'Atlas du monde armé, de Michael Kidron et Dan Smith (Calmann-Lévy).

Hélène Carrère d'Encausse s'efforce de montrer, dans le Grand Frère, l'Union soviétique et l'Europe socialiste (Flammarion), comment s'est constitué et s'est maintenu, depuis 1945, l'empire slave en Europe, tandis que l'historien dissident soviétique Jaurs Medvedev raconte, dans Andropov ou le pouvoir (Flammarion), la carrière, l'accession au sommet et les premières initiatives de l'ancien patron du P.U.R.S.S. Léon Polakov, pour sa

colle Martin et Marc Crépin les militaires dans l'armée parle (Fayard), tandis que Jean-Louis Missika et Dominique Wolton s'interrogent, dans la Folie du logis (Gallimard), sur l'avenir de la télévision. Jean Stuetzel analyse, au moyen d'une enquête d'opinion auprès de douze mille personnes dans neuf pays européens, l'évolution des Valeurs du temps présent (PUF) : du moral, la religion, la politique, la famille, le travail. Jetant un regard sévère sur l'évolution de notre pays, le Québécois Pierre Vadeboncoeur nous adjure, dans Trois Essais sur l'insignifiance. Suivi de leurre à la France (Albin Michel), de résister contre l'américanisation de notre société.

L'anthropologue Louis Dumont, dans l'Individualisme (le Seuil), observe comment l'Europe se distingue du reste du monde par la place grandissante qu'elle accorde à l'individu au détriment de la collectivité, thème que l'on retrouve dans l'Ère du vide. Essais sur l'individualisme contemporain, de Gilles Lipovetski (Gallimard), consacré à la montée du narcissisme. Tandis que Serge Quadruppani épingle, à travers son Catalogue du pré-penser français depuis 1968 (Balland) les palloides de l'intelligensia parisienne.

L'éducation et l'enfance continuent de susciter analyses et prises de position. Laurent Schwartz, dans un livre au titre mobilisateur Pour sauver l'enfance (le Seuil), revient sur les thèses qu'il avait présentées à M. Mauroy, Bruno Bettelheim, lui, s'intéresse, dans la Lecture et l'Enfant (Laffont), à l'autre bout de la chaîne éducative : l'apprentissage de la lecture et les moyens de diminuer les échecs dus à des blocages affectifs. Francine Muel-Dreyfus, dans le Météorite éducateur (Minuit), établit un parallèle entre les instituteurs de 1900 et les éducateurs spécialisés de 1968. Citons encore, au chapitre de l'enfance, l'enquête de Patrick Brann sur l'alcoolisme des jeunes, Quand les enfants boivent... (Mercure de France).

La « médicalisation » — et l'attention au corps — jouant un rôle de plus en plus grand, il est normal que les livres médicaux figurent en bonne place dans les programmes des éditeurs : deux sont consacrés à l'ostéopathie — l'un de Jean de la Roche, l'autre de Claude Bocheberg (le Seuil) et l'ostéopathie exactement, de Lionelle et Marielle Issartel (Laffont). La psychiatrie et la psychanalyse confirment leur présence avec Les Logiques de la dépression, de Daniel Widlocher (Fayard), le Moment lacanien, de Bernard Sichère (Grasset), l'Amour inconscient, de Daniel Sibony (Grasset), Hypothèse sur le fantasme, de Comarado Galligaris (le Seuil) et Des Indes à la planète Mars, de Théodore Flournoy (le Seuil), un classique du genre racontant les fantasmes d'une jeune femme qui, au cours de séances de spirisme, vivait trois vies à la fois : elle était la réincarnation d'une antique princesse indienne, la reine Marie-Antoinette, et une voyageuse dans la planète Mars.

La mort, le sang et le péché

Les lecteurs qui recherchent dans les livres consacrés au passé un moyen de s'évader des angoisses du présent risquent d'être déçus. Les deux ouvrages historiques les plus marquants annoncés pour cette rentrée portent sur des sujets peu réjouissants : la Mort et l'Occident de 1300 à nos jours, de Michel Vovelle (Gallimard), monument de 780 pages, et le Pêché et la Peur. La culpabilisation en Occident, de Jean

Delumeau (Fayard), qui montre à quel point nos ancêtres ont vécu dans un univers macabre et pessimiste, auprès duquel le nôtre semble une partie de plaisir. On rapprochera de ces deux ouvrages celui, guère plus réconfortant, de Marie-Christine Pouchelle, Corps et chirurgie à l'apogée du Moyen Âge (Flammarion). L'auteur montre comment cette spécialité médicale rejoignait dans l'imaginaire des contemporains la besogne des bouchers, des éboueurs ou des bourreaux.

Mais les livres historiques ne sont pas tous consacrés à des réalités aussi morbides. On notera particulièrement ceux qui concernent l'origine de l'homme et la préhistoire comme le Singe, l'Afrique et l'homme, d'Yves Coppens (Fayard), ou Lucy, une jeune fille de 3 500 000 ans, de Donald Johanson (Laffont).

Signalons aussi Genèse de l'antiquité tardive, de Peter Brown (Gallimard), et Enquête sur Piero della Francesca, de Carlo Ginzburg (Flammarion), où l'historien italien étudie la société de la Renaissance florentine à partir des personnages et des commanditaires des peintures.

L'histoire contemporaine est présente avec la Grande Guerre, de Pierre Miquel (Fayard), le Journal de guerre 39-45, de Charles Rist (Fayard), la Résistance polonaise et la Politique en Europe, de Tadeusz Wyrwa (France Empire), Solik, tribulations d'un jeune Polonais dans la Russie en guerre, autobiographie de K.S. Karol (Fayard), l'Occupation française en Allemagne, de M. Hillel (Balland).

Le livre de Georges Dupuy, journaliste au Figaro, sur la Chute d'Alger (Laffont) revêt une actualité particulière, le président chérien ayant été renversé il y a juste dix ans, le 11 septembre 1973. Enfin, on attend avec curiosité les Mémoires de l'écrivain René Hardy (Fayard) dont le rôle — jamais bien étudié — dans l'arrestation de Jean Moulin a fait à nouveau la une des journaux, après l'arrestation de Klaus Barbie. Il semble que la rédaction de ces Mémoires, commencée il y a une dizaine d'années, ait été sensiblement accélérée sous l'influence des événements récents. La publication de cet ouvrage pourrait bien provoquer quelques remous.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

De Cocteau à Martin du Gard

La rentrée 1983 célèbre Cocteau vingt ans après sa mort. Gallimard publie, en octobre, son journal, le Passé défini, jusqu'à présent inédit, tandis que Stock reprend sa Lettre à Jacques Martin (avec la réponse de celui-ci), le Voix humaine et Opium. Personne n'écrit le Mystère de Jean Cocteau, et Encre, Mes monstres secrets, une galerie de portraits, de Marlene Dietrich à Orson Welles, en passant par Picasso. Pour leur part, les éditions du Rocher republient la Difficulté d'être et le Testament d'Orphée, suivi du Sang d'un poète. Enfin, un album de la revue Masque sera consacré à Jean Cocteau.

Dans « la Pléiade », on pourra enfin lire le Lieutenant-Colonel de Maumont, de Roger Martin du Gard, une œuvre monumentale, restée inachevée. Toujours chez Gallimard, on trouvera, à partir de novembre, dans la « Collection blanche », la tome IV de la Correspondance de Chateaubriand.



Dessin de CAGNAT

pour entrer dans l'histoire. Qu'elle ne suscite plus, en majorité, des documents mais des œuvres de fiction montre qu'une nouvelle génération d'écrivains l'a prise en charge.

Cela ne saurait se confondre avec une nouvelle génération d'écriture, le sujet n'étant gage ni de pessimisme ni de modernité. Sans doute est-il prématuré de faire un constat pessimiste sur cette rentrée, car il y aura, comme toujours, des découvertes et des surprises. Mais, au premier survol de ces nombreux romans, on remarque surtout la banalité des écritures, les recettes, les « à la manière de ». Trop d'auteurs semblent donner raison à cette maxime de La Bruyère (Des ouvrages de l'esprit) : « Il n'est pas si aisé de se faire un nom par un ouvrage parfait que de l'en faire valoir un médiocre par le nom qu'on s'est déjà acquis. » Rares sont ceux qui, comme Jean Rolin, l'Or du scaphandrier (Lattès), et Manzi, Répertoire pour un infatigable (Denoël), savent trouver un langage ou se jouer, avec ironie et distance, des stéréotypes, comme Jean Echenoz, Chérie (Minuit). Souvent, la « différence » tant revendiquée est plus affirmée dans les prières d'insérer que manifeste à la lecture du livre.

JOSEYANE SAVIGNEAU.

part, veut faire apparaître, dans De Moscou à Beyrouth. Essai sur la désinformation (Calmann-Lévy), comment les récents événements du Proche-Orient ont entraîné un progrès de l'antisémitisme et de l'antisémisme dans les médias.

Le réveil de Narcisse

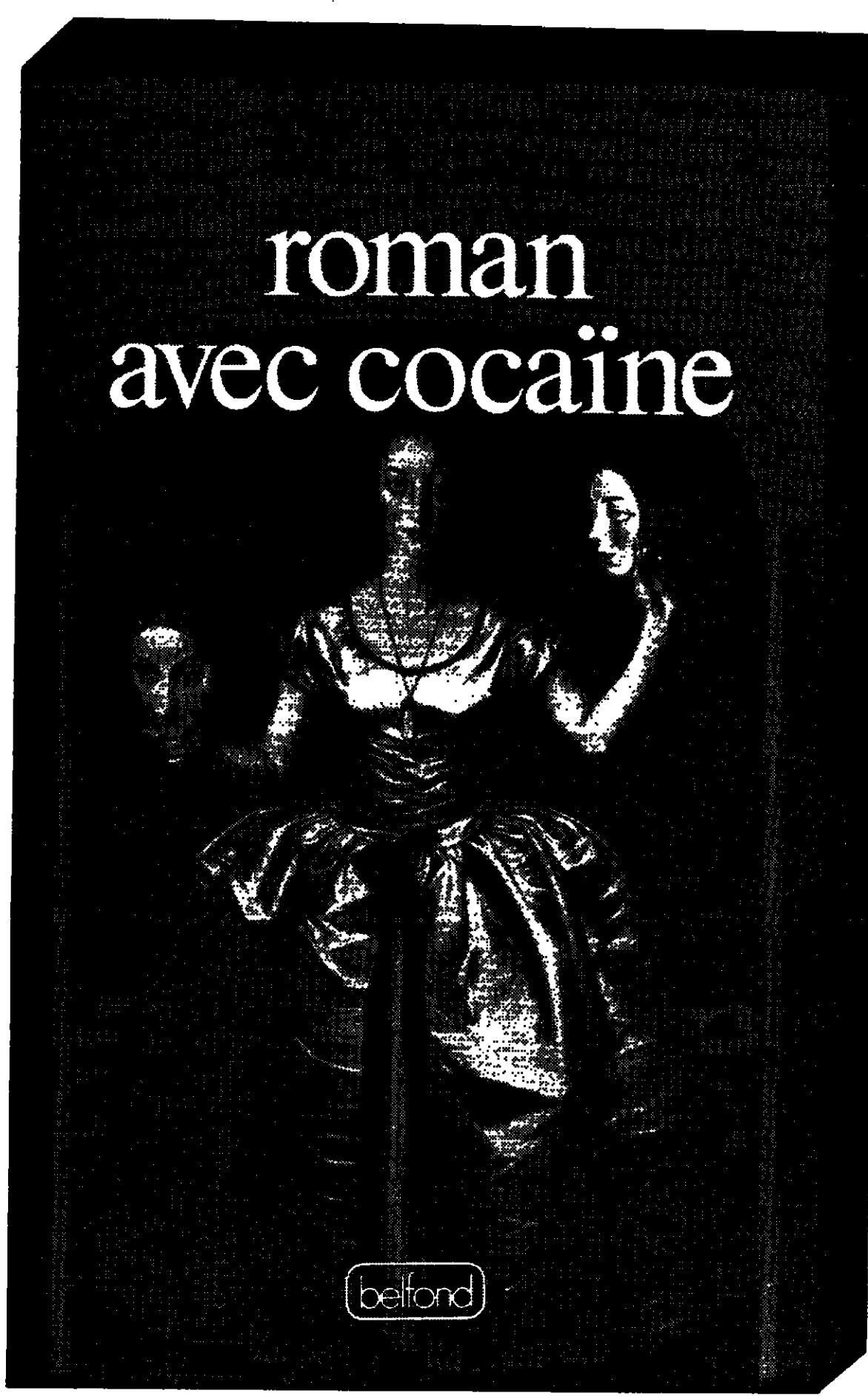
L'évolution incertaine de notre société, les mouvements et les contradictions qui la traversent, inspirent plusieurs ouvrages, les uns théoriques, les autres reposant sur des enquêtes ou des témoignages. C'est dans la première catégorie qu'il faut placer le livre de Raymond Boudon, La Place du désordre (PUF). Cet auteur analyse les raisons de l'échec des diverses « théories du changement social » élaborées au cours des trente dernières années, et propose de leur substituer une démarche insistante sur l'influence des actions individuelles. Alain Cotta, dans le Triomphe des corporations (Grasset), affirme qu'en France le débat entre libéralisme et socialisme cache une réalité plus profonde : le poids et la permanence du corporatisme. Sylvain Marengo a étudié les Dirigeants paysans (Minuit) et Ni-

LA RÉ

des livres pour l'été...

Aujourd'hui, Pierre Belfond vous propose:

roman avec cocaïne



Il s'agit d'un livre unique... je veux dire d'un livre capital, hors du temps... Aguév a peut-être bien fait de disparaître. Après avoir tout dit. Un livre peut valoir une vie.

ANDRÉ BRINCOURT
(Le Figaro)

C'est un âpre et grand livre que ce "dictando" de souffrance d'un être déchu.

ARNOLD MANDEL
(L'Arche)

"Roman avec cocaïne" est un livre âpre et fort, l'autopsie d'un monstre, fascinant de vérité. On est rarement allé aussi loin dans l'autobiographie psychologique...

JEAN-CLAUDE PERRIER
(Le Quotidien de Paris)

"Le livre refermé, on sait qu'on a rencontré, avec M. Aguév, un écrivain complexe et fascinant."

NICOLE ZAND
(Le Monde)

"Enfin, la voix d'Aguév se fait entendre. Est-il mort ou vivant? Peu importe, le voici immortel. Son chef-d'œuvre est sorti du néant."

JEAN-LUC EROMENTAL
(Le Nouvel Homme)

"Tombé on ne sait d'où, un livre météorique. Une brûlure de neige carbonique. Une caresse de talc et un froid de couteau. Pour les lecteurs lassés des graisseuses complaisances, voici la nudité, la rayure du diamant."

ALAIN GARRIC
(Le Magazine littéraire)

"Une œuvre, par delà le temps, nous interpelle. Elle est sauvée matériellement de l'oubli. Il reste à ses lecteurs nouveaux de faire revivre en eux cet étonnant chef-d'œuvre."

JEAN CONTRUCCI
(Le Provençal-Dimanche)

"Roman avec cocaïne" est un livre cruel et beau.

MICHEL BOUÉ
(L'Humanité-Dimanche)

"Style superbe d'un écrivain unique."
MICHEL BRAUDEAU
(L'Express)

On se doit de dire les mots que tout romancier rêve d'entendre. Aguév est un génie, son "Roman avec cocaïne" appartient à ces rares livres émouvants et complexes que l'on referme avec la certitude d'avoir suivi ligne à ligne le cours même de la vie.

JEAN-FRANÇOIS FOGEL
(Le Point)

"Le livre est à la hauteur des mystères dont il émerge, il porte une angoisse, une espèce de folie furieuse rentrée, qui sont infalsifiables."

FRANÇOIS-OLIVIER ROUSSEAU
(Le Matin)

"Aguév est un écrivain qu'il sera difficile d'oublier. Et son livre pourrait bien être l'événement littéraire de la saison."

JACQUES BOFFORD
(Radio Suisse Romande)

"Cette scission du vrai et du faux, du jeu et du drame, préside en fait au livre lui-même, donnant une grande force à l'irruption finale de la cocaïne."

J.-M. DE MONTREMY
(La Croix)

"Ce roman noir, avec poudre blanche, ce galop désespéré de l'autodestruction, cette écriture moite comme l'hallucination..."

DOMINIQUE DURAND
(Le Canard enchaîné)

"Roman avec cocaïne" est un livre capital. Un de ces ouvrages-limite, comme "Mars" de Zorn, dans lesquels l'auteur se livre à nu... Aguév a mis toute sa vie dans un roman. Du coup, il gagne son pari sur l'éternité. Alors qu'il a disparu sans laisser de traces, il nous reste de lui ce "Roman avec cocaïne", chef-d'œuvre sauvé du temps.

JEAN-PIERRE ENARD
(V.S.D.)

Roman avec cocaïne, et avec génie.

PIERRE COMBESCOT
(Les Nouvelles littéraires)

traduit du russe par Lydia Chweitzer

LA RÉSURRECTION D'UN CHEF-D'OEUVRE LA DÉCOUVERTE D'UN GÉNIE

belfond

SOIRÉES

Le music-hall s'en va

Les adieux ne sont pas éternels. Le 30 août, le rideau rouge de l'Olympia se fermera pour la dernière fois sur les Compagnons de la chanson.

Quand on a parcouru le monde entier pendant trente-cinq ans, trois années ne sont pas de trop pour dire au revoir aux gens qu'on a connus. Les Compagnons de la chanson, qui avaient dû interrompre leur tournée d'adieux, par Fred Meila, le ténor soliste était malade, vont accepter encore deux contrats pour 1984, et après ils partiront. « Nous voulons terminer en beauté », explique Jean-Louis Jaubert, le porte-parole du groupe. Ils ont peur de l'usure, de la lassitude.

La lassitude, ils l'ont rencontrée ces dernières années. Dans les villes où ils passaient, les gens se disaient qu'ils avaient le temps, qu'ils les verraient dans deux ans, puisqu'ils revenaient toujours. Ils ne vont plus revenir et ces adieux attirent beaucoup de monde : vingt jours à Lyon au lieu de huit, cinquante villes en Suisse romande, cinq semaines à l'Olympia depuis mai, alors qu'une seule avait été prévue.

Il y a une autre nostalgie, mais contents du travail accompli. Ils ont vu tous les publics de la terre, ils ont bien gagné leur vie. La retraite ? « Impossible de rester inactifs ! Trois d'entre nous resteront dans le métier, Fred Meila, qui a une voix, et deux autres qui sont très musiciens. Mais la plupart d'entre nous décideront seulement de son avenir le jour où l'on mettra la clé sous la porte », répond tranquillement Jean-Louis Jaubert, qui espère continuer de voyager pour la Fédération française de football.

Non moins tranquillement, il dit : « Nous terminerons avec une grande partie de la population qui ne saura jamais que notre spectacle est à 50 % visuel, qui nous imaginera toujours comme des types qui chantent plantés derrière un micro. » La télévision n'a jamais enregistré un régal en entier. Jean-Louis Jaubert précise qu'il n'y tenait pas : « Nous gardions ça comme un secret. Non, ça n'est pas dommage. La caméra ne remplace pas le public. »

Le public de ce mois d'août est fervent, salue chaque chanson d'un frisson de joie, ils

connaissent tout. Ils sont reconnaissants. Leur jeunesse des années 40, ou leur enfance des années 50, ou la jeunesse de leurs enfants, débouche en condensé. Ces spectateurs ressemblent aux chanteurs. Ils ont vieilli ensemble, ils sont un peu parents, disons. Sur scène et dans la salle, on ne frime pas, on ne délire pas. Modestie et simplicité colorent ce rendez-vous.

De la même génération que les Frères Jacques, les Compagnons n'ont pas le même statut, la même stature, dans l'histoire de la chanson française. Là où les Frères Jacques créaient un style, modelaient la poésie et l'humour des textes représentés, les Compagnons étaient plutôt des artisans conventionnels. On l'a souvent dit de bon ton de les considérer comme une chorale insipide, leurs pantalons bleus et leurs chemises blanches renvoyant aux « têtes de la jeunesse ».

Mais à les voir partir aujourd'hui, on comprend ce qu'on perd : le music-hall. Il y a leurs voix. On ne peut pas mieux les décrire que Cocteau : « Écoutez leurs voix s'élever l'une à l'autre, Jean qui se communique de la colline en colline. Écoutez-les s'écarter et se regrouper comme du mercure. »

Il y a le spectacle. Une petite mise en scène miraculeuse où les huit chanteurs se partagent minutieusement les rôles, ne cessant d'animer les refrains de gags et de mouvements. Ils sont des hommes-orchestre, ils jouent de tous les instruments. Ils sont drôles, mélancoliques, farceurs, mélodramatiques.

Ils manquaient aux souvenirs de ceux qui ne les auront pas vus. Et ils sont si forts que plus tard, on oubliera que le *Marchand de bonheur* n'est pas une rengaine anonyme naturellement transmise.

CLAIRE DEVARRIEUX.

* Olympia : 28, boulevard des Capucines, Paris 75009. Tél. : 742-52-86. Jusqu'au mardi 30 août, à 21 heures (sauf dimanche). Places de 60 à 130 F.

PEINTURE

Les mascarades de James Ensor

(Suite de la première page)

Peintre précoce, Ensor produit des œuvres accomplies, dès ses premiers pas. Nombreuses sont ses petites pochades de plage, rappelant Manet avec les gris, les noirs, le travail direct et physique de la matière picturale, jetée au couteau, à la diable, mais avec justesse, par touches allusives, sans prendre la peine de lécher les formes, parce que le fini plaît surtout « aux imbéciles ».

Il veut saisir le frémissement de la vie. Quelque chose bouge dans l'immobile silhouette noire du *Lampiste*, enfant de la mine regardant le *Fifre* de Manet. Ses premiers grands tableaux révèlent l'étonnante maîtrise de l'espace dans le rendu des intérieurs bourgeois fin de siècle. L'intimité silencieuse de ces maisons où l'on est assis à table au milieu du salon, retiré dans un coin au fond d'un fauteuil pour lire, ou comme on s'ennuie, est angossante, frappée d'un ennui mortel. Le beurre brun de ses couleurs que font vibrer les verts émeraude et les bleus de cobalt, n'était pas du goût de ses contemporains. La période dite « sombre » d'Ensor dure jusqu'en 1883. Mais il vit vite, après tout, il n'a que vingt-trois ans.

Vient la période « claire ». Aux intérieurs naturalistes, aux peintures de natures mortes aux lignes, structurées par un patient travail de la

brosse, succèdent les peintures irrégulières, fantaisies masquées où il met en scène l'ignoble, l'absurde théâtre de la vie.

Mais une réverie tendre et métaphysique traverse toute sa mâle et joyeuse entreprise. Revenu chez ses parents, après avoir cherché fortune à Bruxelles, Ensor aménage un atelier dans les combles de la maison familiale d'où il a une vaste vue sur le ciel. Un tableau nous dit la légèreté de la brume qui enveloppe les toits roses de la ville. A sa fenêtre, Ensor est un peu comme Monet devant ses *Nymphéas*. Il regarde le firmament se transformer au fil des heures et peint son irisation suspendue d'opale et de nacre. Si bien que, parallèlement à la lourde atmosphère de ses intérieurs et à sa fameuse *Mengende d'induire* attablée devant ses verres et ses bouteilles de vin d'or, il devient un peintre de l'air, d'un mouvement de lumière, d'une buée de couleur. Ensor rêve devant des paysages vides où il y a plus de ciel que de terre, mais ils sont pleins de mystères, de drames, de formes incertaines.

Le tableau-manifeste

Ensor a-t-il connu Turner ? On se pose la question devant une grande toile atmosphérique, *Adam et Eve chassés du paradis*, où la couleur s'envole et part en volutes dorées. En tout cas, il a vu Whistler, un des invités du groupe des Vingt et premier impressionniste à avoir approché le paysagiste des brumes. Il l'imite. Ensor, qui depuis des années se dit excité par le spectacle de la mer, a-t-il retrouvé quelque chose de ses origines anglaises chez Turner, via Whistler ? Voilà la mer chez Ensor relativement tranquille, qui se met à tressaillir, voilà que les eaux qui montent, que les cieux chutent, que la couleur aussi perd son assise (*Le Christ apaisant la tempête*).

La tempête, c'est aussi sa lutte fratricide avec les Vingt, dont il conteste les choix et qui reculent les siens. Il s'estime tellement trahi qu'il se peint en crucifié... « *L'art est fille de la douleur* », dit-il. Mais en réalité rien n'arrête le martyr de l'invention triomphante porté par son tempérament de guérrillero, par

MUSIQUE

SIXIÈMES SESSIONS D'ÉTUDE

A Royaumont, la clé des chants

Organisées depuis 1978 par la Fondation Royaumont dans le cadre du Centre régional de la voix de l'île de France et entièrement consacrées aux « métiers du chant », les sixième sessions d'étude se distinguent de celles qui les ont précédées par la diversité des participants auxquels elles s'adressent.

En effet, outre les aspects de technique vocale et d'interprétation, ces sessions abordent d'autres domaines, aussi essentiels à la formation du chanteur, tels que l'analyse des rôles, les rapports avec l'orchestre et avec le chef, la technique de la scène... Par ailleurs, l'enseignement n'est plus destiné seulement à de jeunes professionnels mais également à des professionnels confirmés ainsi qu'à des pédagogues. Deux des quatre sessions sont consacrées à l'orientation des chanteurs débutants, une autre, comme en 1981, est réservée aux pianistes accompagnateurs.

Les possibilités d'hébergement limitées et le souci d'un enseignement aussi personnel que possible expliquent le nombre relativement réduit (entre six et quinze) de ceux qui participent à chaque session ; outre certaines limites d'âge, l'inscription définitive est d'ailleurs subordonnée à l'envoi préalable d'un curriculum vitae, à la proposition d'un programme et, pour les chanteurs, à une cassette.

Si l'on y ajoute les frais de séjour, le total peut encore sembler élevé ; toutefois, compte tenu du caractère privilégié d'un cadre comme celui de cette abbaye située en pleine campagne, des moyens mis à disposition des participants (pianos, salles, unité vidéo, orchestre...) et du temps réellement consacré à chacun avec, notamment, la possibilité de cours particuliers à côté des séances de travail collectives, le prix de revient reste tout à fait raisonnable et la haute qualité de l'enseignement permet d'affirmer que les sommes déboursées sont de l'argent bien placé qu'il appartient à chacun, par la suite, de faire fructifier.

En renouant délibérément la tentation d'associer leur réputation à la présence de certaines étoiles du chant qui ne sont pas nécessairement aussi exceptionnelles dans le domaine de la pédagogie, les organisateurs n'ont pas pris un risque exorbitant car dans un milieu relativement circonscrit les informations circulent vite. D'ailleurs, certains

noms peu familiers du grand public jouissent, dans les milieux professionnels, d'une réputation solidement établie. Enfin il est des artistes, tels Hans Hotter ou Dalton Baldwin, qui y enseignent actuellement l'interprétation et l'accompagnement du lied allemand, sur lesquels l'opinion de renommée rejoint celle des spécialistes, et à en juger par leurs réactions spontanées, celle des stagiaires fascinés par les vastes horizons qui s'ouvrent au contact de ces hommes dont la carrière n'a ni refroidi l'enthousiasme ni figé le comportement, qui, loin de prétendre détenir la vérité, vont à la recherche de celle des autres.

« Ce que je voudrais avant tout, dira Hans Hotter en conclusion d'une série d'intonations pour résoudre une difficulté particulière à l'un des stagiaires, c'est qu'il l'issue de ce stage vous ayez conscience qu'il existe toujours plusieurs solutions à un problème et que vous soyez en mesure de savoir celle qui est bonne pour vous. » Cet appel à une prise de conscience lucide des parti pris apparaît comme un trait dominant de l'enseignement de Hans Hotter, qui commence généralement par poser des questions. « Quelles sont, à votre avis, les règles d'interprétation d'un lied comique ? », demande-t-il après avoir entendu une page d'Hugo Wolf. La réponse permet de corriger immédiatement les défauts du chanteur : ne pas charger, choisir un ou deux traits pour les rendre saillants, être économe de mimiques sans exclure un regard, un geste de la main ou un mouvement du corps s'il vient naturellement.

Après un lied de Schubert, autre question : « Quel conseil donneriez-vous à quelqu'un qui voudrait aborder cette mélodie ? », interroge le maître, qui va ainsi amener l'interprète à toucher du doigt les défauts de sa prestation. Chacun chante deux lieder de son choix et, faisant découvrir ici une insuffisance, là un excès, sans jamais laisser entendre qu'il s'agit d'une faute mais qu'un progrès est toujours possible. Hans Hotter aborde successivement tous les grands problèmes de l'art du chant en général et du lied en particulier.

À travers les murs, très loin, on entend un duo de *Cost Jan twice*, mais on devine que, au même moment, dans l'ancien réfectoire, l'orchestre de l'île-de-France, que dirige Jacques Mercier, prête son concours à une autre chanteuse dans un air de Rossini, tandis que, au dernier étage, la session de technique de scène s'occupe du premier acte des *Noces de Figaro* : sous l'œil critique de Pierre Barrat, un unique Figaro aux allures de Masetto est aux prises tout à tour avec deux Suzanne en herbe dont l'une au moins penche du côté de Zerline... Il y a encore beaucoup de travail en perspective, et la présentation au public des deux premiers actes, les 26 et 28 août, n'aura d'autre prétention que de prolonger l'enseignement par une mise en condition propre à révéler d'autres faiblesses dans le feu de l'action...

Certes, à Royaumont, si l'on s'occupe tant des défauts, ce n'est pas pour le seul plaisir de les corriger, mais parce qu'ils peuvent cacher une qualité, comme un verrou qu'il faut ouvrir : patiemment, on cherche la clé, voilà tout.

GÉRARD CONDÉ.

* Renseignements : Fondation Royaumont, 95270 Asnières-sur-Oise. Tél. (3) 035-30-16.

CINÉMA

« CARMEN », de Carlos Saura

Où l'on ne néglige aucun cliché

En mai dernier, Antonio Gades créait au Théâtre de Paris son ballet, *Carmen*, pour lequel il a longtemps cherché une interprète idéale, qu'il n'a pas trouvée et qu'il en croit le film de Carlos Saura (1).

En effet, ici, après avoir couru les studios de danse en Andalousie, le chorégraphe, qui joue son propre rôle, choisit une jeune fille au merveilleux profil, à la taille fine, aux seins provocants : Maria del Sol. Mais c'est en vain qu'il s'escrime, tout au long des répétitions d'ensemble et particulièrement, à lui faire exprimer la passion de la farouche gitane. La gamine s'en contrefiche, d'où l'on peut conclure que le mythe de Carmen a été inventé par des gens, des hommes, d'une autre génération, en âge d'être son père.

Le mythe de Carmen femme libre remonte à la mise en scène par Jorge Lavelli de l'opéra de Bizet au Théâtre de Nancy. Depuis ce temps, elle est ce symbole que la société machiste du dix-neuvième siècle ne peut pas accepter, et qui en meurt. L'histoire s'est répétée avec Marguerite-Violette aux camélias.

L'opéra favorise la simplification et la sublimation des personnages. Mais enfin, voir dans l'obligation de monnayer le sexe sans pouvoir choisir son partenaire le modèle de libération féminine est vraiment une idée d'homme. Antonio Gades fan-

tasme à coups de sombres regards douloureux. Maria del Sol le tourne en dérision. Son personnage est celui d'une petite garce froide, contre laquelle se brisent toutes les valeurs mâles. Carlos Saura filme des cours de castagnettes, des répétitions de zapateador, une scène de lit pudique, l'anniversaire d'un danseur avec tous les gentils copains qui parodient une corrida, tout le monde s'amuse et s'aime bien dans cette troupe, excepté Maria del Sol qui joue son jeu et s'en va quand elle en a assez.

Le film, calqué sur les comédies musicales (show-business genre 42^e rue), ne néglige aucun cliché sur le monde nerveux, instable et enfantine du spectacle. Il se termine sur un doute : Antonio Gades est-il passé à l'acte ? A-t-il réellement poignardé l'infidèle ? Peu importe puisqu'on n'aura plus à lui voir danser. Carlos Saura n'est pas le Busby Berkeley ni le Bob Fosse d'Espagne. Sa Carmen ressemblerait plutôt à *Fame*. le feuilleton.

COLETTE GODARD.

* Voir les films nouveaux.

(1) C'est Christina Hoyos qui dansait Carmen à Paris. Dans le film, Antonio Gades lui dit : « Non, tu es trop vieille », et lui demande de faire travailler Maria del Sol.

Les applaudissements de la critique espagnole

C'est avec un enthousiasme unanimement accueilli le film *Carmen* de Carlos Saura lors de sa sortie sur les écrans madrilènes en mai dernier. « C'est le premier film musical espagnol qui frise la maîtrise absolue », affirme *Diario 16*. « A cinquante ans, Saura a réalisé l'un des plus beaux films », renchérit *El País*. Pour le journal *Ya*, « Saura démontre avec ce film l'étendue de son registre en passant du drame intime au grand spectacle musical », tandis qu'*A.B.C.* soulignait : « Le cinéma espagnol ne peut avoir à Cannes une ambassade plus brillante » (1).

Avec Carlos Saura, l'Espagne a récupéré Carmen. Telle est sans doute la principale louange adressée au cinéaste par la presse de son pays, pour qui le roman de Mérimée et le livret de Bizet tenaient trop de la caricature. « *Carmen* est une expérience très intéressante qui vise à recréer un mythe littéraire en le débarrassant de ses excoissances typiques au goût français et en lui donnant une racine hispanique », souligne la critique de *Ya*, en ajoutant : « Saura a réussi à ressusciter un genre typiquement espagnol, jusqu'ici perdu entre l'espagnolisme à bon marché et le spectacle faussément typique. » C'est aussi l'opinion du quotidien *Informaciones* : « *Carmen* est une revendication de ce qui est espagnol face aux versions étrangères basées sur le lieu commun. Saura et Gades ont trouvé une voie propre pour faire un film musical espagnol éloigné à la fois du folklore et des modèles importés. »

El País, de son côté, note que le cinéaste et le danseur ont choisi de « styliser l'histoire de Mérimée : Saura aborde la tragédie de Carmen à partir d'une

conception qui respecte les clés initiales tout en prenant à leur égard de la distance. L'éclairage choisi rend impossible le ton enthousiaste de nos vieux films folkloriques ». Quand à *Diario 16*, il souligne : « *Carmen* exprime toute la sensibilité, la violence, le pouvoir de séduction et aussi la modernité de la danse espagnole surgie d'une tradition rénovée. »

Tant l'esthétique et le travail de la caméra que les aspects chorégraphiques du film appellent les applaudissements de la critique. « La caméra semble ne plus exister et l'écran est converti en un miroir où se reflètent des images immédiatement transcendentes par le jeu du ballet jusqu'à la conclusion qui fascine la vision et la vie », observe le quotidien *A.B.C.* *Informaciones*, de son côté, souligne : « La caméra semble avoir des ailes pour suivre le mouvement frénétique des pieds ou montrer paisiblement comme dans un cadre fixe les évolutions du couple. »

Au milieu de ce concert de louanges, toutefois une réserve : la plupart des critiques espagnols se montrent d'accord pour considérer la narration de l'intrigue amoureuse comme le point faible du film, tant au niveau du jeu des acteurs que des dialogues. Une opinion que *Diario 16* résume en affirmant : « Si *Carmen* n'est pas véritablement un chef-d'œuvre, c'est parce que Saura n'est pas un bon scénariste. C'est un excellent réalisateur, un constructeur magistral d'images nées de sentiments et de sensations viscérales, mais qui échouent au niveau des mots. »

THIERRY MALINAK.

(1) Le film, très bien accueilli, a remporté le prix de la meilleure contribution artistique.

SUPERMAN III a de l'humour !

L'humour se partage la vedette avec les effets spéciaux... toutes les chances de se super-amuser.

Robert Chazal - FRANCE-SOIR

Un équilibre subtil entre le suspense et l'humour.

Claire Devarrieux - LE MONDE

Richard Lester est un spécialiste de l'humour... La dérision aimable soutenue par une mise en scène tonitruante fait son effet.

Claude Baignères - LE FIGARO

... Un scénario intelligent, plein d'humour et de fantaisie.

Pascal Mathieu - V.S.D.

FAITS ET JUGEMENTS

Le film

«Carmen» de Carlos Saura

«Carmen» de Carlos Saura est un film musical espagnol qui frise la maîtrise absolue. Il est considéré comme l'un des plus beaux films réalisés par Saura. Le film est une adaptation du roman de Mérimée et du livret de Bizet. Saura démontre avec ce film l'étendue de son registre en passant du drame intime au grand spectacle musical. Le film est une expérience très intéressante qui vise à recréer un mythe littéraire en le débarrassant de ses excoissances typiques au goût français et en lui donnant une racine hispanique. Saura a réussi à ressusciter un genre typiquement espagnol, jusqu'ici perdu entre l'espagnolisme à bon marché et le spectacle faussément typique. C'est aussi l'opinion du quotidien Informations : « Carmen est une revendication de ce qui est espagnol face aux versions étrangères basées sur le lieu commun. Saura et Gades ont trouvé une voie propre pour faire un film musical espagnol éloigné à la fois du folklore et des modèles importés. »

4,5 tonnes de canons

Marqués à Marselle

COPIES COULEURS

professionnelles

ANES 12 - 30/12

SPECTACLES

théâtre

DAUNOU (261-49-14), 21 h : Un campé-
lé (dernière le 27).
ESPACE MARAIS (271-10-19), jeu.
15 h : Le Mariage de Figaro.
GALERIE 55 (326-63-51), 21 h : Play it
again, Sam (en anglais).
HUCHETTE (326-38-99), 20 h 30 : La Lo-
gon.
LUCERNAIRE (544-57-34), L. 18 h 30 :
Le Pain ma; 20 h 30 : Les Mystères du
confessionnal; II; 20 h 15 : Six heures au
plus tard; 21 h 15 : L'esprit qui vole.
MARIGNY (225-20-74), 21 h : La Sur-
prise.
PALAS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 :
La Fille sur la banquette arrière.
POTINIERE (261-44-16), 20 h 45 : Il Si-
gnor Pagano.
THEATRE D'EDGAR (322-11-02),
20 h 15 : Les Babes caress.
THEATRE A BOURVILLE (373-47-84),
21 h : Les Dames de fer; 22 h : Y'a un
mar...ez vous ?
VARITES (233-09-92), 20 h 30 : l'Es-
quiza.

Les cafés-théâtres

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), L.
20 h 15 : Arouh; 21 h 30 : Les
Éditions Lorient; 22 h 30 : Les Sœurs
Monstres; II; 20 h 15 : Les Cais; 21
h 30 : Qui a tué Betty Grand?; 22
h 30 : Version originale.
CARTE DE LA GARE (278-52-51),
22 h 15 : l'Arrière du pavillon 4.
CARTE D'EDGAR (322-11-02), L.
20 h 15 : Tien voilà deux bouffes;
21 h 30 : Manges-tu comme un bœuf;
22 h 30 : L'Amour c'est comme un bœuf blanc;
23 h 15 : Les blagues sont fatiguées;
21 h 30 : Le Chronomètre chatouilleux;
22 h 30 : Slips et sentineaux.
COMEDIE ITALIENNE (320-85-11),
20 h 15 : Dieu n'importe; 21 h 30 : Un
vautour sur mon balcon; 22 h 30 : Pais
voir ton Cupidon.
LES LUCIOLES (526-51-44), 20 h 15 :
Roman-photo pour bouffes en défile.
LE PETIT CASINO (278-36-50), 21 h :
Vivons pour l'annexion.
RESTOSHAW (508-00-81), 21 h : G. De-
laun.
SENTIER DES HALLES (236-37-27),
22 h : Vous descendez à la prochaine ?
SPLENDID SAINT-MARTIN (208-
21-93), 20 h 30 : Allé, love you; 22 h :
Marianne Sergent.
LE TINTAMARRE (297-33-82), 20 h 15 :
Pédré; 21 h 30 : Apocalypse; 22 h 15 :
Théâtre de dix heures (dernière).
VIOLIE GRILLE (707-60-93), 21 h :
Métamorphoses d'une mélodie.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (278-
44-55), 21 h : François, j'ai mal à nos
sœurs.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits
aux moins de treize ans, (**) aux moins
de dix-huit ans.

La Cinéma-thèque

CHAILLOT (704-24-24)
15 h, Classiques du cinéma-films
d'auteurs, films rares : Un grand patron,
de Y. Clément; 19 h, l'Héritage de la
chair, de E. Kazan; 21 h, Une belle
signe X, de A. Arnould.

BEAUBOURG

15 h, Classiques du cinéma-films
d'auteurs, films rares : Le Chemin, de
P. Gervil; 17 h, Réponse à Klam Wul-
dohahn : Emden geht nach U.S.A.;
19 h, Carre blanche à la cinémathèque
de Luxembourg : Club Havana, de
E.G. Unger.

Les exclusivités

A BOUT DE SOUFFLE MADE IN USA
(A. v.a.) : Studio de la Harpe, 5 (634-
25-32); Marbeuf, 6 (225-18-45).

L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS
(A. v.a.) : Clichy, 6 (633-10-82);
Marbeuf, 6 (225-18-45); Parisienne, 14
(320-30-19).

L'ARGENT (Fr.) : Quintette, 5 (633-
79-38).

LES AVENTURES DE PANDA (Jap.,
v.f.) : Temples, 3 (272-94-56).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE
FÉDÉRALE (A. v.a.) : Trois Hausmann,
10 (770-47-55).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert
(Hap.), 14 (321-41-01).

CARONNE 14 (Fr.) : Le Ma-
rais (Hap.), 4 (278-47-86).

CHICANOS STORY (Mex., v.a.) : Esca-
lier, 19 (707-28-04).

LE CROIX DE SOPHIE (A. v.a.) : Clichy,
6 (633-10-82); U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32).

LE CERCLE DES PASSIONS (It., v.a.) :
Lucernaire, 6 (544-57-34).

COUP DE FOUDRE (Fr.) : Clichy, 6
(326-63-51).

CUJO (A. v.a.) : Ambassade, 6 (359-
19-08); v.f. : Richelieu, 2 (233-56-70);
Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06).

THEATRE DE L'ŒUVRE
RAYMOND GÉROME
dans sa comédie
L'EXTRAVAGANT
MISTER
WILDE
d'après une pièce de
JOHN GAY
FRANCE DELAHALLE

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATION SPECTACLES »
201-26-20 +
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Jeudi 25 août

GAULIN (Br., v.a.) : Denfert (Hap.), 14
(321-41-01); Châtelet-Victoria (Hap.), 14
(308-94-14).
GANDER (Brit., v.a.) : Cluny-Palace, 5
(354-07-70); Elysées Lincoln, 6 (359-
36-14); v.f. : Capri, 2 (308-11-49).
HISTOIRE DE PIERRE (Fr.-It., v.a.)
(*) : Noces, 14 (329-83-11);
L'Homme blessé, 5 (Fr.) : Baritz, 2
(742-60-33).
L'HOMME DE LA RIVIERE D'AR-
CENT (A. v.a.) : Escailler-Panorama, 13
(707-28-04).
IRON MASTER, LA GUERRE DU FER
(Fr.-It., v.f.) : Arcades, 2 (233-
54-58).
JOY (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32).
LUDWIG-VISCONTI (It., v.a.) : Olym-
pic, 14 (326-63-51); v.f. : Opéra, 2
(261-50-32).
LA LUNE DANS LE CANIVEAU (Fr.) :
Elysées Lincoln, 6 (359-36-14).
LA MATIÈRE (Fr.) : Olym-
pic, 14 (326-63-51).
LA MEMOIRE (Egyp., v.a.) : Studio des
Ulysées, 6 (354-59-19); Olym-
pic, 14 (326-63-51).

LES FILMS NOUVEAUX

LES AVENTURIERS DU COBRA
D'Or, film américain d'Anthony M.
Dawson (v.f.) : Paramount-City, 9
(700-40-40); Max-Linder, 9
(700-40-40); Paramount-Opéra, 9
(700-40-40); v.f. : Capri, 2 (308-11-49).
14 (329-83-11); Galaxie, 13 (580-
18-03); Paramount-Montparnasse, 14
(329-83-11); Convention-Saint-Charles, 15
(707-28-04); Paramount-Montmartre, 18
(606-34-25).
CARMEN, film espagnol de Carlos
Saura (v.a.) : Gaumont-Halles, 14
(297-49-70); Saint-Germain-Village, 6
(633-63-20); Haute-fenille, 6
(633-79-38); Pagode, 7 (705-
12-15); Gaumont-Champs-Élysées, 9
(329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-
35-43); Nation, 12 (343-04-67);
Fayette, 13 (331-40-74);
14 (329-83-11); Gaumont-Convention, 15
(707-28-04); v.f. : Richelieu, 2
(233-56-70); Impérial, 2 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Saint-Lazare-Pasquier,

COMMUNICATION

Jeudi 25 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Téléfilm : La Route inconnue. R. J. D'Amico. Avec J.-P. Moisy. Un jeune homme entre deux rêves, deux femmes, deux images. Laquelle choisit ? Première partie d'une œuvre inspirée d'un roman d'André Dhôtel. Univers onirique, fabuleux jeu de passe-passe entre la réalité et les songes adolescents. Un peu long à démarrer, mais plutôt séduisant.
- 22 h 5 Journal.
- 22 h 15 Championnats d'Europe de natation à Rome.
- 22 h 30 Caméra festival : Les mémoires de la Méduse. Série de C. Laperrière et B. Gouley. L'histoire de cette fameuse frégate échouée en 1816.
- 23 h 35 Journal.
- 23 h 45 Un soir, une étoile.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Soirée italienne. Club des télévisions du monde (R.A.I. 2) : L'Affaire Graziosi. Téléfilm de M. Massa. Avec Jean-Pierre Cassel, R. Palmi... Une affaire authentique qui avait défrayé la chronique en Italie : suicide ou crime prémédité ? Planiste réputé, Graziosi est accusé d'avoir tué sa femme. Condamné à la réclusion à perpétuité, en 1947, il sera finalement gracié en 1959. Le film repose essentiellement sur les minutes du procès. C'est assez bien ficelé, tourné dans les couleurs sépia et bleu qui font très « année 40 ». Jean-Pierre Cassel, cheveux grisonnés, yeux cernés, est excellent : à la fois trouble, transparent, digne et opaque ; impénétrable.
- 22 h 40 Variétés : Lady Magic. Avec les chanteuses Ornella Vanoni (Italie), Maria Cruesa (Brésil), Anna Belen (Espagne) et Patty Austin (U.S.A.), sur une chorégraphie de Guelli.

23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Cinéma sans visa. Émission de J. Lecomte et J.-C. Guillebaud.
- 20 h 40 Film de Turkmenie : la Bru. Film turkmène de K. Nariev (1972), avec H. Ovezgoulenov, M. Amedova, K. Nariev, A. Ajmanliova (v.o. sous-titrée). Dans le désert du Turkménistan, une jeune femme, vivant avec son beau-père, élève de moutons, rêve au jour de son mariage, dont elle a plus de nouvelles depuis la fin de la guerre. Révélation d'un monde inconnu, et du cinéma de la République socialiste du Turkménistan. Une œuvre à la fois réaliste et poétique sur les nomades turkmènes et la condition de la femme musulmane.
- 21 h 50 Témoignages. Débat sur et autour du film, avec K. Nariev, le réalisateur, M. Rodinson, islamologue, M. H. Carrère d'Encausse, historien, et N. Djoujeva, journaliste.
- 22 h 35 Journal.
- 22 h 55 Prélude à la nuit. Eduardo Falu, guitare et chant.

FRANCE-CULTURE

- 20 h, La chanson de l'oiseau.
- 21 h, Les châteaux de documentaires : Passepartout en Asie.
- 22 h, Un rêveur de mots, Gaston Bachelard, la poésie et les éléments (l'air).
- 22 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : la bière, boisson noble.
- 23 h 30, New wave.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30, Concert (donné le 30 mai 1983 au Festival de Bergen) : Duo pour violon et alto n° 1, de Mozart ; Sonate pour alto, de Hindemith ; Duetti, de Berlioz ; Rosen hat ein Strach pour violon solo, de Takahashi ; Duo pour violon et alto n° 2, de Mozart, avec G. Kremer, violon, et K. Kashkashian, alto.
- 22 h 15, Fréquence du nuit : le tour du monde en trente-cinq rêves ; saute pique : Cuba, Porto-Rico, Miami, New-York.

Vendredi 26 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 12 h Vision plus.
- 12 h 30 Le bar de l'été.
- 13 h Journal.
- 13 h 35 Série : Colditz.
- 16 h 30 Croque vacances.
- 18 h Le rendez-vous.
- 18 h 10 Rêver : La fin des Seigneurs du désert.
- 19 h 5 Météorologie.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Jeu : Super-défi.
- 19 h 45 Jeu : Mariages-les.
- 20 h Journal (et à 22 h 15).
- 20 h 35 Au théâtre ce soir : Un dîner intime ou un maître coq. De Y. Chatelet, mise en scène de R. Manuel avec R. Miramon, J. Balutin, F. Lax... Un célèbre assure dans sa garçonnière la femme de son meilleur ami. Arrive un pique-assist....
- 22 h 25 Championnats d'Europe de natation à Rome.
- 23 h Le jeune cinéma français de court métrage.
- 23 h 20 Journal.
- 23 h 35 Un soir, une étoile.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 ANTOPE.
- 12 h 5 Platiné 48. Avec Elton John, Captain Sensible...
- 13 h 30 Série : Les amours des années grises.
- 13 h 30 Série : La Virginie.
- 14 h 45 Aujourd'hui la vie.
- 15 h 45 Dessin animé : Tom et Jerry.
- 15 h 55 Sports été. Natation, cyclisme.
- 18 h Rêver A2.
- 18 h 40 Flash info.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Le théâtre de Boulevard.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Série : Verdi. De R. Castellani. Adapt. C. Tommasi et E. Balenti. Verdi compose Aida pour l'ouverture du canal de Suez. Le mort de Mariani et celle de Mazzoni affectent le musicien... La plus consternante des séries !
- 21 h 55 Apostrophes. Magazine littéraire de B. Pivot. Sur le thème : Marx, cent ans après sa mort, sont invités : Georges Labica (Dictionnaire critique du marxisme), Jean-Pierre Lefèvre (traducteur de la quatrième édition du Capital de Karl Marx), Maximilien Rubel (critique et analyste des Œuvres de Karl Marx - 3 tomes), Claude Mazauric (pour Karl Marx, historien de sa vie, par Franz Mehring).
- 23 h 15 Journal.
- 23 h 25 Cinéma d'été, cinéma d'automne : le Cour à l'envers. Film français de F. Appréderis (1980) : avec A. Girardot, L. Malet, C. Denner, S. Audran, F. Perret, R. Bertin. Un jeune homme de vingt-quatre ans vient perturber la vie de sa mère (séparée de lui depuis son divorce) par son affection tyrannique. Il l'entraîne dans un voyage en Espagne et la pousse à un jeu pervers. Mise en scène d'une étonnante nudité pour un sujet qui aurait pu donner une intéressante étude psychologique. Le mélier d'André Girardot n'arrive pas à sauver ce film.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 19 h 10 Journal.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 35 Pour les jeunes. Le professeur Balhazar : Ordinaquize ; Page après page : Steinbeck.

- 19 h 50 Dessin animé : Ulysse 31.
- 20 h Les jeux.
- 20 h 35 Vendredi : A quoi rêvent les jeunes filles ? Magazine d'information d'A. Campena. A travers le portrait de quatre adolescents ou jeunes filles, François Liffman cherche à comprendre les motivations, les inquiétudes, les rêves d'une génération qui mélange scepticisme, individualisme, goût de la réussite.
- 21 h 30 Journal.
- 21 h 50 Série : L'Aventure. Une terre d'aventures des hommes, de F. Rossif. L'Australie - le plus petit continent, la plus grande île - visite comment un gigantesque musée national.
- 22 h 40 Festival international du jazz à Juan-les-Pins. Avec Kenny Clarke.
- 23 h 10 Prélude à la nuit. Deux baguettes, de Casterede, par le Quatuor de flûtes Arcadie.

FRANCE-CULTURE

- 7 h 2, Colportages.
- 8 h, La vie animale en péril : respecter la vie.
- 8 h 32, Les machines de France-Culture : à 9 h 7, Destin des villes : Londres ; à 10 h, Redécouvrir Villon ; à 10 h 15, Les pistons de Paris.
- 11 h, Musée : Festival d'été de Paris, en direct de la station Auber (et à 16 h).
- 12 h, Les parlers régionaux.
- 12 h 45, Panorama.
- 13 h 30, Feuilleton : le Mystère de la chambre jaune.
- 15 h, Agora, avec Annie Kriegel.
- 15 h 30, Un saint devenu roi.
- 16 h 30, Entretien avec... Philippe Soupault.
- 19 h Actualité magazine.
- 19 h 30, Agora : la Corée.
- 20 h, La chanson de l'oiseau : peut-on écrire la musique des oiseaux ?
- 21 h, Les châteaux de documentaires : Passepartout aux Amériques.
- 22 h, Un rêveur de mots : Gaston Bachelard, la poésie et les éléments (le feu, le son et le métallique).
- 22 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Radio-France présente : la Belle, par J.-P. Milovanoff.
- 23 h 30, New wave.

FRANCE-MUSIQUE

- 6 h 2, Musique du matin.
- 8 h, Le journal de musique.
- 8 h 15, Auteur de... la Mer, de Debussy : œuvres de Vivaldi, Wagner, Fauré, Ravel, Elgar, Debussy, Schönberg, Webern.
- 12 h, Actualité lyrique.
- 12 h 35, Jazz s'il vous plaît.
- 13 h, Avis de recherche.
- 13 h 30, Jeunes solistes : œuvres de Granados, Presti, Bartok, Peut avec S. et Y. Chatelet, guitares.
- 14 h 4, Équivalences.
- 14 h 30, Auteur de... Arthur Grumiaux : œuvres de Telemann, Schubert, Ravel, Mozart...
- 17 h 5, Répères contemporains : Michel Chion.
- 18 h, Jazz.
- 18 h 30, Plages choisies.
- 20 h 20, Concert : (donné le 10 février 1983 au grand auditorium de Radio-France) : Allegro de concert pour piano et orchestre, Concerto pour violoncelle et orchestre, Symphonie n° 1, Konzerstück pour quatre cors et orchestre, de R. Schumann, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. T. Guschelbauer ; ed. : M. Dalberto, piano, F. Lodson, violoncelle, J.-J. Justafé, A. Courtois, J.-P. Gantiez, J.-C. Barro, cors.
- 22 h 15, Fréquence du nuit : le tour du monde en trente-cinq rêves : « Chill, musiques pour un arbre fou ».

TRIBUNES ET DÉBATS

JEUDI 25 AOÛT

M. Henri Krasucki, secrétaire général de la C.G.T., est l'invité du journal « Soir 3 », sur FR3, à 22 h 35.

VENDREDI 26 AOÛT

M. Jean Barnard, président de la C.F.T.C., participe au journal « Inter-matin », sur France-Inter, à 7 h 40.

CARNET

Décès

Le docteur Gaston Eliet, Thodor et Claude Mizev, Françoise Eliet, Jean-Claude Le Guillou, Nathalie, Pierre et Katia Mizev, Anne et Olivier Le Guillou, Jacob et Alice Eliet, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} le docteur Edwige ELIET, née Bronislawska, psychanalyste, membre adhérent de la Société de psychanalyse de Paris, survenue le 19 août 1983 munie, sur sa demande, des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques et la cérémonie religieuse ont eu lieu dans la plus stricte intimité. 53, rue de la Tour, 75016 Paris. 54, Grand-Rue, 91430 Vauxhallan.

M^{me} Guy Godlewski, M^{me} et M^{me} Christian Godlewski, Stéphane et Nicolas, M^{me} et M^{me} Cyril Godlewski, Olivia et Cécile, M^{me} Florence Godlewski, Le docteur et M^{me} Jean Godlewski, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} et M^{me} Florent Ramagat, Ses fidèles Mamadou, Mustapha et Habiba, ont la douleur de faire part du décès accidentel du

docteur

Guy GODLEWSKI,

officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1940, ancien interne des hôpitaux de Paris ancien chef de clinique à la faculté de médecine de Paris, conseiller général des Assises de médecine, président du Souvenir napoléonien,

survenue le 22 août 1983, dans sa soixante et onzième année.

La levée du corps aura lieu 14, rue Saint-Guillaume, Paris-7^e, le lundi 29 août 1983, à 9 heures.

Les obsèques religieuses seront célébrées le même jour, à 10 h 45, en la collégiale Saint-Martin de Montmorency (rue de l'Eglise, à Montmorency, Val-d'Oise).

Le baron Gourgaud, président d'honneur, Les vice-présidents, Le comité d'honneur, Le comité directeur,

Et les membres du Souvenir napoléonien, ont la grande tristesse de faire part du décès accidentel de

leur président,

le docteur

Guy GODLEWSKI,

officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1940, ancien interne des hôpitaux de Paris, ancien chef de clinique à la faculté de médecine de Paris,

conseiller général des Assises de médecine,

survenue le 22 août 1983, dans sa soixante et onzième année.

La levée du corps aura lieu 14, rue Saint-Guillaume, Paris-7^e, le lundi 29 août 1983, à 9 heures.

Les obsèques religieuses seront célébrées le même jour, à 10 h 45, en la collégiale Saint-Martin de Montmorency (rue de l'Eglise, à Montmorency, Val-d'Oise).

82, rue de Montcau, 75008 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

40 NOUVELLES DANS « LE MONDE »

« Le Monde » vient d'éditer une brochure illustrée rassemblant, dans une deuxième livraison, quarante nouvelles publiées par « LE MONDE DIMANCHE »

83 pages. 25 F. En vente chez tous les marchands de journaux et au « MONDE » 6, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09

M^{me} Jean-Marc JUILLET, son épouse, Jean-Michel et Carole, ses enfants, M^{me} Jean JUILLET, M^{me} Joos, Les docteurs Robert et Nicole Portugal et leur fils, M^{me} et M^{me} Jean-Pierre Bour et leur fils, Les familles Meyer, Joos, Garnier, Boulinier, ont la douleur de faire part du décès accidentel du

docteur Jean-Marc JUILLET,

survenue le 23 août 1983, à l'âge de quarante-six ans. Les obsèques seront célébrées en l'Eglise Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 10, rue de l'Association, Paris-16^e, où l'on se réunira le vendredi 26 août 1983 à 14 heures.

5 bis, rue Le Tasse, 75016 Paris.

Le conseil d'administration et les membres de l'Union nationale des attachés de presse professionnels de la communication (U.N.A.P.C.) ont la tristesse de faire part du décès de leur trésorier et ami,

M. Marcel MAROY, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre, Bronze Star, survenue le dimanche 14 août 1983.

16, place de la Madeleine, 75008 Paris.

Versailles. Les obsèques de

M. Jean THOMAS,

représentant en publicité,

décédé à Troyes (Aube), muni des sacrements de l'Eglise, le 24 août 1983, à l'âge de soixante-deux ans, auront lieu le vendredi 26 août, à 14 heures, en l'Eglise Notre-Dame de Versailles. De la part de sa famille et de ses amis.

Françoise Valls-Kengreis a la douleur de faire part du décès de

M. Charles-Henri VALLS survenue le 10 août 1983. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité. 248, boulevard Raspail, 75014 Paris.

— Lyon. M^{me} Robert Wolville, M. Pierre Wolville, et ses enfants Laure, Patricia, Jérôme, Roch.

Le docteur Francis Monod, et M^{me} nce Françoise Wolville, et leurs enfants Olivier, Christine, Jean-Philippe, Valérie, Dominique, M^{me} Jean Ricard, née Suzanne Wolville, M. et M^{me} Jean Bouscand, et leurs enfants,

Les familles Labasse, Sinner, Schulz, Brunner, Hedrich, Karcher, ont la douleur de faire part du décès, dans sa soixante-quatrième année, de M. Robert WOLVILLE, commandeur de la Légion d'honneur. Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité familiale le 24 août 1983. — Le charme de l'homme, c'est sa bonté. Cet avis tient lieu de faire-part. 126, rue Tronchet, 69006 Lyon.

Anniversaires

— Que ceux qui ont connu et aimé Georges NEVEUX aient pour lui une affectueuse pensée en ce premier anniversaire de sa mort. Jeanne et Nadie Neveux.

— A l'occasion du trente-neuvième anniversaire de la libération de Paris, M^{me} la maréchale Lécuyer de Haute-Loire et l'Association des anciens de la 2^e D.B. vous prient de bien vouloir honorer de votre présence le service solennel qui sera célébré à la mémoire de ceux qui sont tombés pour la libération de la capitale. le dimanche 28 août 1983, à 11 h 30 précises, en la cathédrale Notre-Dame de Paris.

ÉDUCATION

Le directeur des enseignements supérieurs invite les universitaires à « conjuguer dynamisme et rigueur »

De nombreuses universités de Paris ou de province ont, l'an dernier, connu des difficultés financières. Traditionnellement, les responsables des établissements d'enseignement supérieur ont pris l'habitude de ne pas léser sur l'utilisation des crédits alloués par le ministère. Ils s'inquiétaient assez peu d'un déficit budgétaire, espérant toujours obtenir de l'administration centrale des moyens supplémentaires. Depuis deux ans, la direction des enseignements supérieurs tente de mettre les universitaires qui participent à la gestion des établissements devant leurs responsabilités. Soumis, comme les autres ministères, à la rigueur, celui de l'éducation nationale a demandé, dès 1982, à la communauté universitaire de participer à l'effort de solidarité.

Dans nombre d'établissements, des solutions ont été trouvées pour assurer les cours et les travaux dirigés dans l'intérêt des étudiants et maintenir en activité les laboratoires de recherche. Des regroupements, voire des fusions, entre des établissements fréquentés par peu d'étudiants ont eu lieu. Mais, face à l'augmentation des tarifs, des fournitures (eau, électricité, téléphone...), comme des abonnements aux revues françaises et étrangères, qui permettent aux établissements de vivre et de travailler, plusieurs responsables sont inquiets. Ils craignent que le budget 1984 de l'éducation nationale amputé pour cause d'économie, ne se traduise par une baisse des crédits nécessaires au paiement des heures complémentaires ou des vacataires.

M. Jean-Jacques Payan, directeur général des enseignements supérieurs et de la recherche, tente de les rassurer. Dans l'édition du dernier numéro du bulletin d'information de la recherche, Des regroupements, voire des fusions, entre des établissements fréquentés par peu d'étudiants ont eu lieu. Mais, face à l'augmentation des tarifs, des fournitures (eau, électricité, téléphone...), comme des abonnements aux revues françaises et étrangères, qui permettent aux établissements de vivre et de travailler, plusieurs responsables sont inquiets. Ils craignent que le budget 1984 de l'éducation nationale amputé pour cause d'économie, ne se traduise par une baisse des crédits nécessaires au paiement des heures complémentaires ou des vacataires.

M. Jean-Jacques Payan, directeur général des enseignements supérieurs et de la recherche, tente de les rassurer. Dans l'édition du dernier numéro du bulletin d'information de la recherche, Des regroupements, voire des fusions, entre des établissements fréquentés par peu d'étudiants ont eu lieu. Mais, face à l'augmentation des tarifs, des fournitures (eau, électricité, téléphone...), comme des abonnements aux revues françaises et étrangères, qui permettent aux établissements de vivre et de travailler, plusieurs responsables sont inquiets. Ils craignent que le budget 1984 de l'éducation nationale amputé pour cause d'économie, ne se traduise par une baisse des crédits nécessaires au paiement des heures complémentaires ou des vacataires.

Cependant le directeur général met en garde les présidents et les conseils d'université : les moyens en personnel ou financiers seront attribués aux établissements qui s'efforceront de restaurer leur gestion. « Les moyens nouveaux iront, écrit M. Payan, aux établissements qui auront su conjuguer dynamisme et rigueur. Cependant leur ampleur limitée nous contraindra à persévérer dans la voie du rééquilibrage ».

UNIT. PEDAGOG. ACT. SARI

Enseignement privé - Laïc 2^e - 1^{er} Term. 720-36-80

Prép. intensive, 5 sept.-18 sept. - Reprise 1^{er} octobre

Places disponibles 2^e - 1^{er} S-TA-TC (18 élèves/groupe)

RÉGIONS

En Guadeloupe

Les « pilleurs de sable » menacent l'activité touristique

De notre envoyé spécial

Grande-Terre. — Ils sont une trentaine, du gros artisan au professionnel, une trentaine qu'on appelle désormais en Guadeloupe « les marchands de sable », en fait de véritables pilliers qui s'en vont le soir, sur les plages désertes, à ramasser des cailloux et de petits coquillages, à les vendre au poids du kilo pour le revendre aux particuliers.

Tout a commencé par de petits chapardages pour des travaux domestiques : carrelages, seuils de portes. Puis les chapardeurs sont devenus pilliers, et l'on a vu arriver devant les tribunaux des individus qui en étaient à la possession de leur cinquième carrelage avec du sable volé la nuit.

D'autres encore ont franchi récemment un nouveau pas : ils achètent à crédit des camions de bonne taille — qui s'en vont le plus souvent mourir sur les plages accidentées, craquelées, lunaires qui mènent aux plages de Grande-Terre, — embauchent pour la nuit un ou plusieurs pilleurs, payés 50 F, et accomplissent leur forfait : 5 à 10 mètres cubes de sable disparaissent à chaque opération. On dit ici qu'ils ont leur bout de littoral comme d'autres ont leur bout de trottoir.

Devant nous, ce matin d'août ensoleillé, la plage de la baie du Moule, à l'est de Grande-Terre. La bande de sable est rabotée sur la moitié de sa largeur, la tête de coquillages effondrés est lchée par la mer. Les marchands de sable ont encore frappé. Nous pourrions aussi bien être à la plage de Boie-Jolande, d'Anse-Bertrand ou bien à celle de l'Anse à la Croix, visitées récemment par les pilliers. De Sainte-Anne à la pointe des Châteaux, de la pointe des Châteaux au Moule, on ne compte plus les vols. C'est un secteur peu peuplé, aux plages très difficilement accessibles, à l'écart des circuits touristiques. Bref, on peut y opérer en toute tranquillité.

Il y a vingt ans, la récupération du sable était tolérée, coutumière. Puis elle fut interdite. Mais, depuis quelques années, est apparue la vogue de la maison individuelle en bois et en béton, ou « tout béton », afin de se prémunir contre les cyclones. Depuis dix ans, la consommation de sable a augmenté considérablement. Il existe bien une carrière tout à fait officielle et réglementée à Baie-Mahaut, où le sable est vendu au même prix que celui des pilliers. Mais les habitants de Grande-Terre estiment qu'il est plus simple et plus rapide d'aller près de chez soi. D'autant plus que, selon la chambre de commerce de Pointe-à-Pitre, quarante pour cent des maisons, à la campagne, sont construites sans autorisation.

Le pillage est facile : les gendarmes ne peuvent bien sûr pas surveiller toutes les plages vingt-quatre heures sur vingt-quatre. « On ne peut pas casser nos Land-Rover en permanence sur les plages très difficiles », explique le commandant Noël, de la brigade de gendarmerie du Moule. « Il y a tellement de pilliers que cela prendrait tout notre temps. » Les risques aussi sont importants. Quand la gendarmerie surprend des voleurs, ceux-ci cherchent naturellement à s'enfuir et se protègent en larguant le cargo sur les poursuivants. Il arrive aussi que les voleurs soient plus nombreux que les gendarmes, et donc impossibles à arrêter.

Depuis 1981, pourtant, la sévérité s'est accrue. La condamnation la plus fréquente est de 1 000 F d'amende et d'un mois d'emprisonnement avec sursis. Cela semble insuffisant pour les voleurs, dont on estime qu'ils n'ont qu'une chance sur cinq de se faire prendre. Le coup reste jouable, et aux tracasseries judiciaires répond l'ingéniosité. Après les camions que la gendarmerie faisait saisir, les voleurs ont eu recours aux charrettes à bœufs. « On ne peut pas garder les bœufs », explique un gendarme, « et transformer les griffes en étables... »

D'autres choisissent des plages inaccessibles par la terre et les « exploitent » par bateau. Cela n'est d'ailleurs pas sans danger. L'an dernier, trois hommes se sont noyés et leurs corps ont été retrouvés par 8 mètres de fond sous neuf sacs de 50 kilos de sable !

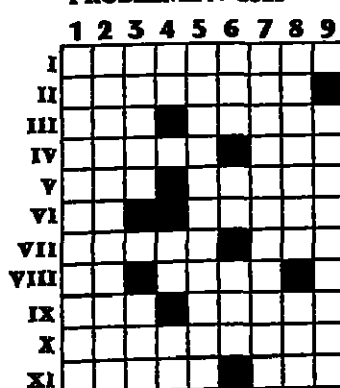
Cette razzia n'a pas encore touché toutes les plages de Guadeloupe. Seules les plages isolées sont menacées, mais les pilliers commencent à se tourner vers des plages plus connues, celle de l'Anse à l'eau par exemple, où l'on pensait développer des activités touristiques. A la Corniche d'argent, entre Sainte-Anne et Saint-François, la plage a été amputée de moitié en un an alors que des travaux sont en cours pour la construction d'un hôtel de 180 chambres et d'un village de vacances de 3 000 mètres carrés. La plage de la Caravelle, où est installé un des deux villages du Club Méditerranée de Guadeloupe, a même été « visitée ».

Ce qui n'est que chapardage commence à inquiéter sérieusement plusieurs responsables locaux. Avant la canne à sucre et la banane, les plages de l'île font du tourisme la première activité économique du département.

FRANCIS GOUGE.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3523



HORIZONTALEMENT

1. Actes divins ou actes de vin. — II. On y accède à pied ou sur les genoux. — III. Pour évaluer une acrobacie. On lui en bouche un coin ou elle nous bouche un trou. — IV. Un endroit à donner le frisson. Archipel de Guinée. — V. Mise au pas par les Allemands. Titres étrangers. — VI. Citoient certaines étoiles. Botte à boutons. — VII. Quelque chose d'agréable. Un nom à particule. — VIII. Devrait aller loin, si l'on en croit le proverbe. Ne sont pas bouchés avec des bouchons. — IX. Cause de rugissements ou de roulement. Fis du bien ou du mal. — X. N'a donc pas de raisons de bailler. — XI. Crois donc en la justice des hommes. Jadis, permettait de conserver la culture.

VERTICALEMENT

1. Il en est un qui sert et l'autre qui a bien servi. — 2. Comme certaines vagues. — 3. Travaille par roulement. Manière d'être. — 4. Se prend

à tout âge. Symbole chimique. Pronom. — 5. Relations que l'on peut avoir dans la police. — 6. Mauvaise mère. Personnel. Châtiment suprême. — 7. Leur fonction les amène à bien connaître le globe. — 8. Plante sacrée. Cause de « déstabilisation », en Angleterre. — 9. Etape la plus importante avant le second-départ.

Solution du problème n° 3522

Horizontalement
1. Pellicule. — II. Anoure. EV. — III. Régner. Tê. — IV. Frezzer. — V. UV. Août. — VI. Mantelure. — VII. Étoilés. — VIII. Rimé. Ia. — IX. IO. Rigide. — X. ENA. Silex. — XI. II. Se.

Verticalement
1. Parfumeries. — 2. Enervation. — 3. Loge. Nom. AI. — 4. Lune. Tier. — 5. Irez. Elés. — 6. Céréale. Glin. — 7. Roue. II. — 8. Let. Unidés. — 9. Évén. Sexe.

GUY BROUTY.

Découvrir la CHINE

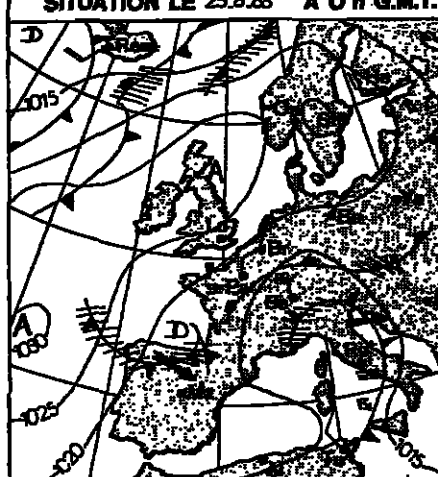
LIVRES ET REVUES EN FRANÇAIS ET EN CHINOIS Catalogue sur demande

Librairie LE PHENIX
72, Bd de Sébastopol
75003 Paris
272 70 31

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 25.8.83 A 0 h G.M.T.



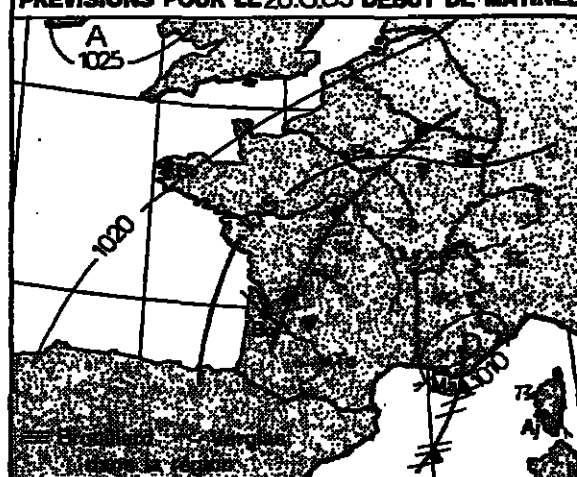
Evolution probable du temps en France entre le jeudi 25 août à 0 heure et le vendredi 26 août à minuit.

Les hautes pressions de l'Atlantique continuent leur poussée vers l'Europe et la mer du Nord. Le vent de nord-est rabat sur la France l'air chaud et orageux qui remonte de la Méditerranée vers l'Alsace. D'autre part, des masses d'air instable du golfe de Gascogne et une petite dépression se dirigent vers la Méditerranée après être passées sur les régions pyrénéennes en donnant des orages localement violents.

Vendredi, l'amélioration va s'amorcer sur la moitié nord de la France où un vent d'est de plus en plus sec soufflera. Les températures pourront atteindre 27°C localement mais sous les orages basés de 4 à 5°C brutalement.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris le 25 août à 8 heures, de 1017,5 millibars, soit 763,2 millibars de mercure. Température (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 25 août ; le second le minimum de la nuit du 24 au 25 août) : Ajaccio, 25 et 19 degrés ; Biarritz, 21 et 18 ; Bordeaux, 25 et 17 ; Bourges, 25

PRÉVISIONS POUR LE 26.8.83 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 26 AOUT A 0 HEURE (G.M.T.)



et 17 ; Brest, 24 et 15 ; Caen, 21 et 17 ; Cherbourg, 19 et 15 ; Clermont-Ferrand, 21 et 17 ; Dijon, 27 et 18 ; Grenoble, 24 et 18 ; Lille, 24 et 16 ; Lyon, 24 et 18 ; Marseille-Marignane, 22 et 19 ; Nancy, 26 et 19 ; Nantes, 26 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 20 ; Paris-Le Bourget, 26 et 17 ; Pau, 23 et 16 ; Perpignan, 23 et 20 ; Rennes, 27 et 16 ; Strasbourg, 24 et 19 ; Tours, 25 et 17 ; Toulouse, 23 et 17 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 16 degrés ; Amsterdam, 22

L'assurance scolaire

Chaque année, de nombreux enfants sont responsables ou victimes d'accidents. Le choix d'une assurance adéquate est donc une formalité importante de la rentrée scolaire. On distingue les assurances familiales personnelles et les assurances scolaires de groupe.

Il existe deux types d'assurances familiales : l'assurance de « responsabilité civile familiale », qui est presque toujours incluse dans les contrats « multirisque-habitation », couvre tous les membres de la famille, les employés de maison et les animaux domestiques, pour les dommages qu'ils occasionnent à autrui.

L'assurance « individuelle accidents », que l'on souscrit pour un ou plusieurs membres de la famille, prévoit le remboursement complémentaire des soins prodigués à la victime d'un accident et le versement d'un capital en cas d'incapacité permanente.

Les assurances scolaires, souscrites par l'intermédiaire d'une association de parents d'élèves, sont en général proposées par l'établissement.

ment obligatoire au mois de septembre. Non obligatoires, elles peuvent faire double emploi avec les assurances familiales.

L'assurance scolaire comporte, pour chaque élève, une garantie de responsabilité civile (dommages à autrui) et une garantie individuelle accidents (blessures reçues). Elle joue dans le cadre de l'activité scolaire proprement dite et sur le trajet domicile-école, aller et retour.

L'assurance scolaire et extrascolaire comporte les mêmes garanties, mais, en plus, elle joue toute l'année, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, même pendant les vacances, en tous lieux et en tous temps. Cette assurance peut être exigée pour les activités scolaires facultatives (excursions, par exemple). A défaut, il faut apporter la preuve que l'on possède bien une assurance familiale de responsabilité civile et une « individuelle accidents ».

Les primes et l'indemnisation diffèrent selon les options choisies. Aussi faut-il comparer les garanties offertes par les unes et les autres.

loterie nationale LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER

TOUS CUMULS COMPRIS, AINSI QUE BILLET ENTIERS

TRANCHE D'AOUT DES SIGNES DU ZODIAQUE	TRANCHE D'AOUT DES SIGNES DU ZODIAQUE	TRANCHE D'AOUT DES SIGNES DU ZODIAQUE	TRANCHE D'AOUT DES SIGNES DU ZODIAQUE
1	2	3	4
5	6	7	8
9	10	11	12
13	14	15	16
17	18	19	20
21	22	23	24
25	26	27	28
29	30	31	

PROCHAINES TRANCHE LE 31 AOUT 1983
TRANCHE DES CROISSANTS A MALAGASY, Madagascar
L'ANNUAIRE A LA SOCIÉTÉ CHIMIQUE

LOT 4 15 18 43 46 49

Service national

APPEL SOUS LES DRAPEAUX DU CONTINGENT D'OCTOBRE

Le ministre de la défense communique :
La fraction de contingent 1983/10 comprendra, s'ils ont été reconnus aptes au service :

- Les jeunes gens :
- Dont le report d'incorporation arrivera à échéance le 1^{er} octobre 1983 ;
 - Dont l'appel avec une fraction de contingent antérieure a été, pour des motifs divers, annulé et fixé à l'échéance du 1^{er} octobre 1983 ;
 - Volontaires pour être appelés le 1^{er} octobre 1983 et qui, à cet effet, ont, avant le 21 juin 1983, déposé une demande d'appel avancé ;
 - Volontaires pour être appelés le 1^{er} octobre 1983 et qui, à cet effet, ont, avant le 1^{er} août 1983, fait parvenir leur réclamation de report d'incorporation.

Les jeunes gens destinés à l'armée de terre, à la marine ou à l'armée de l'air seront appelés à partir du 4 octobre 1983.

EN BREF

CRÉATION INDUSTRIELLE

LA CLOTURE DES INSCRIPTIONS pour la prochaine session d'admission à l'Ecole nationale de création industrielle est fixée au 12 septembre 1983.

* Renseignements : secrétariat de l'Ecole nationale supérieure de création industrielle, 46-48, rue Saint-Sabais, 75011, Paris. Tél. : 338-89-89.

FORMATION

CONSEIL EN ENTREPRISE

L'Association pour la promotion et le développement industriel (Aprodi) organise, du 10 octobre 1983 au 31 mars 1984, une session de formation pour dirigeants et cadres d'entreprises, demandeurs d'emploi ou en congé-formation, désirant s'orienter vers le conseil en P.M.I. ou la reprise d'entreprises saines ou en difficulté. Une expérience de plusieurs années en entreprise est requise. Possibilités de rémunération de l'Etat.

* S'inscrire, avant le 10 septembre à Aprodi, 89, avenue Kléber, 75016 Paris.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 27 AOUT

- « Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M. Serres (Caisse nationale des monuments historiques).
- « Convent des Carmes », 15 heures, 70, rue de Valenciennes (M^e Camus).
- « Collège des Quatre-Nations », 15 heures, 23, quai Conti (M^e Ferland).
- « Le Palais de justice », 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Tilières).
- « Le Palais de justice », 15 heures, métro Châtelet (M^e Haulier).
- « Hôtel de Lassay », 15 heures, 2, place du Palais-Bourbon (Histoire et archéologie).
- « La Seine », 10 h 30, place du Châtelet (Paris autours).
- « Le mystère des Templiers », 15 heures, 195, rue du Temple (Paris et son histoire).
- « Le vieux Belleville », 15 heures, métro Télégraphe (Résurrection du passé).

DIMANCHE 28 AOUT

- « Au Marais », 15 heures, 60, rue des Francs-Bourgeois (M^e Alier).
- « Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M^e Bachelier.
- « Le château de Maisons-Laffitte », 15 h 30, entrée, côté parc, M. Serres (Caisse nationale des monuments historiques).
- « L'Académie française », 15 heures, 23, quai Conti (M^e Haulier).
- « Notre-Dame », 15 heures, portail central (Histoire et archéologie).
- « Le Marais », 15 heures, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

Le Monde DIMANCHE dans son numéro du 28 août

- Portrait imaginaire... de Hemingway, par Jean Joubert.
- L'enfer, c'est l'odeur des autres, enquête de Joëlle Stolz.
- Histoire de France : Nord-Pas de Calais : les grèves des mineurs en 1963.
- Entretien : Ferdinand Alquié et l'actualité de Descartes, par Christian Descamps.
- Feuilleton : Tentation, par Catherine Ribot ; chapitre X.
- Et aussi
- Les Landes jouent la pisciculture, par Michel Abadie.
- Et une page de jeux.

La C.G.

CHAMBER OF COMMERCE

RENE INTERBANCAR

CHIFFRE	1982	1981	1980
Chiffre d'affaires	1.200.000	1.100.000	1.000.000
Produit net	150.000	140.000	130.000
Produit brut	200.000	190.000	180.000
Produit net	150.000	140.000	130.000
Produit brut	200.000	190.000	180.000

TAUX DES EMB

CHIFFRE	1982	1981	1980
Chiffre d'affaires	1.200.000	1.100.000	1.000.000
Produit net	150.000	140.000	130.000
Produit brut	200.000	190.000	180.000
Produit net	150.000	140.000	130.000
Produit brut	200.000	190.000	180.000

CHEMISTS' CHEMICAL ENGINEERS

ASSOCIATION OF CHEMISTS' CHEMICAL ENGINEERS

... a career in Chemistry or Chemical Engineering

... a career in Chemistry or Chemical Engineering

... a career in Chemistry or Chemical Engineering

Le Monde

... a career in Chemistry or Chemical Engineering

... a career in Chemistry or Chemical Engineering

... a career in Chemistry or Chemical Engineering

SOCIAL

La C.G.T. saisie par la gestion

(Suite de la première page.)

Chez Renault, en franchissant un degré supplémentaire, la C.G.T. met en cause la stratégie industrielle développée par une entreprise nationalisée et accusée son P.D.G., M. Bernard Hanon, d'entraver la réussite de l'expérience de la gauche en France.

Certes, il ne s'agit pas, à proprement parler, d'un nouveau langage, puisque le quarante et unième congrès confédéral, en juin 1982, à Lille, avait déjà ouvert la voie, mais plutôt d'une inflexion dans un discours qui ne ferait que se préciser. Depuis des mois déjà, la C.G.T. répète à satiété son slogan : « productions françaises » et lui trouve, entreprise après entreprise, de nouvelles applications.

En fait, la C.G.T. constate que les critères de gestion ont guère varié depuis mai 1981. Elle estime aussi que le plan Delors risque d'avoir des effets néfastes sur le tissu industriel, en réduisant les débouchés intérieurs. Dès lors, elle estime logique de ne pas se cantonner aux seuls aspects sociaux. Ainsi la Fédération de la métallurgie rappelle-t-elle récemment : « La production règle le chômage. La condition du marché intérieur, par exemple, sont des domaines qui relèvent de l'autorité de notre organi-

sation syndicale, cela fait partie de nos prérogatives ».

Derrière ces préoccupations, apparaît la volonté manifeste, pour la C.G.T., de s'inscrire au plus vite dans le champ d'application des nouvelles lois Auroux. Avec l'intention d'y prendre une place prépondérante, alors que certains des nouveaux droits des travailleurs ne correspondent pas à la tradition de la première organisation syndicale française. Une telle attitude peut s'avérer payante si elle réussit, à l'heure où elle connaît un certain effacement, à renforcer son implantation dans les entreprises, notamment dans ses « bastions » anciens et nouveaux (Renault et Talbot).

En plus de l'accès aux documents économiques, la C.G.T. se félicite aussi de disposer, avec un gouvernement de gauche, de facilités dont elle entend tirer profit. « Chaque fois que cela sera possible, et que nous en aurons les moyens, nous interviendrons », prévient la F.T.M.-C.G.T.

Si l'avertissement est clair, c'est également à ce point précis que la stratégie de la centrale syndicale devient plus complexe. Il y entre le souci d'utiliser au maximum les « acquis » d'un gouvernement de gauche au pouvoir et, parallèlement, la préoccupation, soit de lui faire tenir ses promesses, soit de l'amener à accepter les objectifs de la C.G.T.

L'attitude que développe la confédération ouvrière à l'égard des entreprises nationalisées en est une illustration. Prenant appui sur celles-ci, la C.G.T. tente de régler certains dossiers délicats - ou l'a vu pour l'imprimerie de Monnaie et pour La Chaufourier, dans le cas Peugeot-Citroën-Talbot, la centrale syndicale n'hésite pas à évoquer une nécessaire « coopération » avec Renault qu'elle reprocherait encore il y a peu.

Dans un tel contexte, ce n'est pas par hasard si la régie Renault est appelée à ses devoirs d'entreprise nationale, ou que l'UGICT (Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens C.G.T.) déclare, dans un communiqué, que le secteur public doit jouer « sur le pôle économique qu'il représente pour amorcer l'inversion de la logique de gestion, basée sur la seule rentabilité financière immédiate ». De semblables manœuvres se profilent chez PUK ou chez Thomson.

Ce discours, on le retrouve dans la presse communiste, et notamment dans l'Humanité qui, du 12 août au 19 août, a publié trois articles importants sur ces mêmes sujets.

Ce fut d'abord M. René Le Guen, ancien secrétaire général de l'UGICT-C.G.T. et membre du bureau politique du P.C.F., qui, sous le titre : « Changer avec le secteur public », fustigeait « le déclin de notre appareil productif ». Chacun, ajoutait-il, « quel que soit le poste professionnel qu'il occupe dans le secteur nationalisé, a le devoir d'appliquer l'orientation définie démocratiquement par le pays (...). L'autonomie de gestion, à laquelle nous sommes profondément attachés, ne peut servir de couverture à des orientations contraires à l'intérêt national ».

Ce fut ensuite l'économiste du P.C.F., M. Philippe Herzog, qui, en deux textes intitulés « Une gestion économique pour l'emploi », reprenait à nouveau le thème de la « reconquête du marché intérieur » en énumérant les potentialités du pays.

Entre-temps, dans un éditorial, M^{me} Martine Barlet metait en cause les opérations financières des entreprises : « Renault et Elf ne s'en sont pas privées », et des banques « qui refusent de financer des productions nationales mais gonflent leurs opérations à l'étranger ».

Au-delà de ces convergences évidentes, que l'on retrouve dans l'action de M. Ralite (les « propositions » du ministre de l'emploi en faveur des contrats emploi-formation-production, sans être évaluées par le gouvernement, ont bénéficié d'une bonne publicité au sein du P.C.F. et de la C.G.T., qui seignent toutes deux de les croire acceptées), s'ébauche une stratégie très politique.

La C.G.T. joue cette partie avec adresse. De deux choses l'une en effet : ou bien ses interventions débloquent sur une remise en cause de projets qu'elle combat, ou bien en cas d'échec du plan Delors elle pourra rappeler qu'il existait une politique alternative, une « solution nationale » à la crise qu'elle avait ébauché par ses propositions.

La C.G.T. travaille actuellement au second degré, note un responsable de la C.F.D.T., « parce que ce qui est jouable économiquement est pénible à assumer socialement ».

Et d'ajouter, ironiquement : « En attendant, on fait dans le stratagème et le planétaire ».

A ce jeu, la C.G.T. a tout à gagner dans l'immédiat. Elle peut exploiter les ambiguïtés gouvernementales comme ses indécisions. Elle peut espérer sauvegarder l'essentiel, voire marquer des points, comme dans le débat « rampant » sur d'éventuelles nationalisations.

Surtout, en gagnant du temps (l'affaire Peugeot ne réapparaîtra que le 15 décembre), la confédération se donne la possibilité d'utiliser au mieux une période délicate, la rentrée sociale, durant laquelle elle pourra capitaliser les résultats politiques et économiques du gouvernement, tout en maintenant ses troupes en réserve. Une position idéale pour voir venir...

ALAIN LEBEAUC.

«L'Humanité» et la C.F.T.C. critiquent les déclarations de M. Maire

L'interview que le secrétaire général de la C.F.D.T. a accordée au Monde du 25 août suscite déjà de nombreux commentaires. Sous le titre « Les vacances d'Edmond Maire », l'Humanité du 25 août écrit : « Et si Edmond Maire se prononce pour une exploitation de toutes les potentialités des lois Auroux, il en a une vision singulièrement restrictive puisqu'il qualifie l'« autarcie » (sic) toute intervention des travailleurs dans la gestion des entreprises. Ces coups de griffe aux acquis sociaux et la vacance de la C.F.D.T. devant l'offensive patronale découlent d'une stratégie et d'une politique d'action désormais connues. »

Edmond Maire, poursuit Claudine Ducol, n'a que de vieilles recettes : le partage du travail comme remède exclusif au chômage, la redistribution des salaires dans le cadre d'une masse salariale inchangée et l'alignement de la France sur les autres pays européens.

« A la C.F.T.C., a déclaré de son côté M. Jean Bormard, président de la C.F.T.C., on se préoccupe davantage de faire du syndicalisme que de définir le socialisme. Et quand le secrétaire de la C.F.D.T. reproche aux socialistes d'avoir ignoré les réalités économiques, on peut se demander s'il ne fait pas une autocritique. Pour la C.F.T.C., faire du syndicalisme, c'est avant tout garder la même ligne de conduite quel que soit le pouvoir en place. D'autre part, dans un éditorial à paraître dans le numéro de septembre de Syndicalisme-C.F.T.C., M. Bormard affirme que « les perspectives sociales ne cessent de s'aggraver ».

l'Humanité a pris la couleur de la révolte évangélique contre l'injustice, l'oppression des petits », ce qui, pour lui, cadre bien avec l'option socialiste. C'est toujours la foi qui me soutient implicitement, mais je ne l'invoque plus, parce que la vie m'a appris à admirer et à respecter ceux qui ne pensent pas comme moi et qui sont, socialement, fortement engagés que moi. Cela m'a beaucoup fait réfléchir et évoluer au sujet de l'engagement politique », ajoute M. Delors.

« On ne peut pas demander aux travailleurs de simples actes de foi, écrit-il. Il faut leur apporter des démonstrations concrètes. La grande priorité aujourd'hui c'est donc bien de préparer l'avenir, mais, pour être crédible, encore faut-il ne pas aggraver la récession. Cela impose qu'au plan national, comme au niveau des grands secteurs d'activité, des objectifs concrets et positifs soient définis, au-delà des sacrifices demandés et des restructurations dont la portée n'apparaît pas clairement. Cela impose au niveau des entreprises et des régions un effort de discussion et d'imagination pour dégager des perspectives de développement. Sinon, le mécontentement et l'irritation actuelle risquent fort de déboucher un jour ou l'autre sur un clash de grande ampleur ».

LE DÉFICIT DE L'UNEDIC ATTEINDRAIT 10 MILLIARDS DE FRANCS A LA FIN DE 1983 selon M. Bergeron

Le déficit cumulé de l'UNEDIC pour ces deux dernières années pourrait atteindre « 10 milliards de francs à la fin de 1983 », selon M. A. Bergeron, secrétaire général de F.O. et président de cet organisme d'assistance-chômage.

Interrogé le 24 août sur France-Inter, M. Bergeron a précisé que la situation financière de l'UNEDIC « n'était pas brillante » et qu'elle se traduisait, le 8 août, par « un découvert de l'ordre de 10 milliards de francs ». Aux banques qui consentent des avances pour répondre aux besoins de trésorerie, l'UNEDIC est amenée à « payer des agios très importants », a ajouté M. Bergeron.

Le président de l'UNEDIC, qui craint « une ventouse à millions supplémentaires d'ici fin 1984 », s'est d'autre part déclaré peu optimiste sur la négociation, à partir du 21 octobre entre le patronat et les syndicats, d'une nouvelle convention paritaire de l'UNEDIC.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS		
	+ ou -	+ ou -	Dép. -	+ ou -	Dép. -	+ ou -	Dép. -	
SE-IL	7,9539	7,9560	+ 145	+ 280	+ 290	+ 358	+ 785	+ 845
S. franc	6,4638	6,4678	+ 148	+ 212	+ 292	+ 348	+ 731	+ 875
Yen (100)	3,2685	3,2714	+ 141	+ 280	+ 292	+ 348	+ 731	+ 875
DM	3,0891	3,0910	+ 173	+ 190	+ 348	+ 377	+ 929	+ 1024
Franc	2,6893	2,6910	+ 134	+ 161	+ 275	+ 303	+ 788	+ 850
E.R. (100)	15,8899	15,9184	+ 405	+ 559	+ 793	+ 986	+ 1945	+ 2239
S. franc	3,6245	3,6296	+ 226	+ 260	+ 469	+ 597	+ 1339	+ 1422
L. (1 000)	4,6573	4,6608	+ 225	+ 167	+ 469	+ 597	+ 1339	+ 1422
E. franc	12,6432	12,6513	+ 239	+ 348	+ 586	+ 631	+ 1363	+ 1559

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3 1/16	3 3/4	3 1/2	3 7/8	3 11/16	10 1/16	3 1/16	10 3/4
SE-IL	4,11/16	5 1/16	4 7/8	5 1/4	5 1/8	5 5/8	6 3/8	6 1/2
DM	5 5/8	6 1/8	5 5/8	6 3/4	6 1/2	6 3/8	6 3/8	6 1/2
E.R. (100)	8 1/8	9 1/8	8 1/4	8 3/4	8 1/2	8 3/8	8 3/8	8 1/2
S. franc	1 3/8	2 1/8	1 3/4	1 7/8	1 7/8	1 7/8	1 7/8	1 7/8
L. (1 000)	15 1/2	16 1/2	16 1/2	17 1/8	16 7/8	17 3/8	18 1/8	18 5/8
E. franc	9 1/8	10 1/8	9 3/4	10 1/4	9 7/8	10 1/4	10 3/4	10 5/8

Source : Banque de France

	La France	La France T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAL	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

	La France	La France T.T.C.
ANNONCES ENCADRÉES	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,80	39,85
AUTOMOBILES	33,80	39,85
AGENDA	33,80	39,85

• Dégrèvements selon surface ou nombre de paravents.

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

DOW CHEMICAL EUROPE S.A. is a large and successful international chemical company. We operate 60 sales offices and 29 manufacturing sites throughout Europe, Africa and the Middle East. Our product mix ranges from plastics, base and specialty chemicals to agricultural and pharmaceutical goods.

Our Technical Service and Development Center in Rheinmünster, Germany, has openings for:

CHEMISTS/CHEMICAL ENGINEERS in the field of WATER TREATMENT

You will be responsible for major projects in product and application development for the European Water Treatment industry. To support the rapid growth of the Ion Exchange Resins and Reverse Osmosis business, you can apply creativity in solving technical problems and work in close liaison with other functions such as research, manufacturing, sales and marketing.

- We require :
- a degree in Chemistry or Chemical Engineering;
 - at least five years of industrial experience in the field of application or use of Ion Exchange Resins, Ion Exchange equipment design and Reverse Osmosis pretreatment;
 - knowledge of English, other major European languages are an asset;
 - willingness to travel;
 - creative, dynamic personality.

We offer : - career opportunities based on your performance; - attractive employment conditions; - a stimulating working environment in a young team.

If you are interested in this challenging job, please call or write to us for an application form.

DOW CHEMICAL EUROPE S.A.
Mrs M. Eggmann
Bachstrasse 3
CH-8810 Horgen/Switzerland.
Tél. : (01) 728-21-11.

INTERNATIONAL ATOMIC ENERGY AGENCY HEAD, SYSTEMS AND OPERATIONS UNIT, COMPUTER SECTION

The International Atomic Energy Agency seeks a Head, Systems and Operations Unit, Computer Section.

Required : University degree in Computer Science or a related field, or equivalent plus at least fifteen years experience in either Operating Systems Programming or Computer Operations, with working knowledge of the other; knowledge of modern programming techniques as language compilers, data communications, data base management systems, office automation and professional computer languages. Proven administrative ability in handling a large IBM computer installation.

Initial contract for years, tax-free emoluments depending on experience and qualifications approx \$46,000-\$50,000. Additional allowances for dependants, travel and removal expenses paid. Six weeks annual leave.

Send curriculum vitae with an indication of your nationality, under Vacancy Notice 59/83 to the Division of Personnel, International Atomic Energy Agency, P.O. Box 100, A-1400 Vienna, Austria.

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ JURASSIENNE DE MANUTENTION

Leader national conditionnement circuits imprimés recherche

TECHNICO-COMMERCIAL

introduit auprès de la clientèle électronique, informatique, bureautique, services méthode / technique / production

Age minimum 25 ans

Salaire 70 000 Francs + Frais de déplacements

véhicule indispensable

Poste à pourvoir dans Région Parisienne et Ouest de la France

Envoyer C.V. à S.J.M. - 30 BOULEVARD - 91100 BRÉVILLÉ - 91100 BRÉVILLÉ

INSTITUT NATIONAL RECHERCHE AGRONOMIQUE

recrute pour dépt Zoologie

3 INGÉNIEURS

Affectation province

Pour inf. complémentaires

2200008 - La Vieillesse

76200 GUYANCOURT.

secrétaires

Université Américaine de Film et Critique cherche

UN (E) SECRÉTAIRE

MI-TEMPS

BILINGUE

STENOGRAPHE

Tél. 10 h-16 h. 633-85-33.

emplois régionaux

LA VILLE DE MACON (Saône-et-Loire), recrute par concours sur titre et sur documents les BEAUX ARTS :

1 PROFESSEUR

de culture générale (histoire de l'art) pour le cycle d'initiation

1 PROFESSEUR

plasticien polyvalent graphisme et volume pour le cycle d'initiation (poste à temps plein).

Cand. et cv. à adresser pour le 1^{er} octobre 1983 au plus tard à Monsieur le Maire de la ville de Macdon, 10 rue de la République, 71101 MACON CEDEX.

QUOTIDIEN DÉPARTEMENTAL cherche

JOURNALISTES

(secrétaires de rédaction et rédacteurs) 2 ans d'expérience ou école professionnelle. Envoyer cv, présentation et photo sur son option socialiste, le ministre de l'économie, des finances et du budget déclare qu'il a toujours été révolté par « la pire des injustices, l'inégalité des chances », et que se

DEMANDES D'EMPLOIS

Journaliste écrivain, spécialisé, bonne connaissance technique, rédaction, presse écrite, presse régionale, Paris/région Paris.

Écrivez-moi le n° 11-289 M

REGIS-PRESSE

95 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Méthode droit, stage U.S.A., en tant que service juridique, bilingue anglais-français, emploi service juridique.

Écrivez-moi le n° 1-041.775 M

REGIS-PRESSE

95 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Fille allem. (part. franc. et angl.) ch. place « au pair » ou bonne d'enf. à partir du 1-10-83.

Écrivez-moi le n° 270.225 M

REGIS-PRESSE

95 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

PROMOTION KITCHENETTE

(diver + cuisine + meuble + frigo + robinetterie) en 1 m. 2.600 F. Paris SAINT-DENIS, 21, r. de l'abbé-grégoire, Paris-20. Ouvert en août. 222-44-44.

divers

Part. vid Nikon FM2 noir avec objectif 1/80 mm Nikkor AI avec flash Skylight et moteur 3,5 images/sec. MD11 Nikon. Le tout 3.000 F. fact. certif. Objectif Tamron 2,8/28 mm av. diaphragme Skyline 800 F. Tél. phone J.-P. TONSI 269-19-00 P. 3524 heures de bureau.

occasions

Part. vid Nikon FM2 noir avec objectif 1/80 mm Nikkor AI avec flash Skylight et moteur 3,5 images/sec. MD11 Nikon. Le tout 3.000 F. fact. certif. Objectif Tamron 2,8/28 mm av. diaphragme Skyline 800 F. Tél. phone J.-P. TONSI 269-19-00 P. 3524 heures de bureau.

M. GAITE

Veste 4-5 p., inv. p. de t. 855.000 F.

LERMS, 535-14-40

L'immobilier

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

3^e arrdt

MARAI, Immeuble XVII^e TRÈS BEAU 80 m², à rénover sur futur jardin, calme, soleil, 272-40-18.

5^e arrdt

NEUF IMMEUBLES TRÈS GRAND LUXE

DE 25 APPARTEMENTS Livraison immédiate.

JARDIN PLANTES

1 et 3, RUE POLIVEAU

DU 3^e au 5^e étages

et DUPLEX - TERRASSES

A partir de 15.000 F le m². Fermes et définitives.

APARTTEMENT TEMPLON

Tous les jours 14 h à 19 h. Saut mercredi et dimanche.

A.W.I. Tél. : 267-37-37.

LUXEMBOURG PANTHÉON

Obél. liv., 2 chbres, chf. charm. tout pierre de t. 850.000 F. vendredi, samedi 12 h à 16 h, 7, RUE TOULIER.

11^e arrdt

SAINT-AMBROISE

Dans immeuble p. de t. beau 2 pièces, refait neuf. A saisir cause mutation. 270.000 F. SMIRA, 355-05-40.

PRÈS BASTILLE

70 ou 110 m² à aménager. 707-35-58.

13^e arrdt

108, AV. LEDRU-ROLLIN 3 p., asc., inv., bourgeois, meub., 425.000 F. - 347-57-07.

14^e arrdt

MOUTON-DUVERNET Dans imm. rénové, 2 p., 48 m², refait neuf, belle décoration. 480.000 F. - 874-08-45.

Ventes

INSTALLATEUR vd pressings. Appart pers. 30 %. Forte rentabilité. Agréable, Facile. Lander-France, 47, r. Du-Guesclin, 93006 Paris, (16-1) 209-52-44.

bureaux

Locations

EMBASSY-SERVICE

582-82-14

RECH. 3 à 6 BUREAUX

Excellentes adresses ciblées.

VOTRE SÈGE SOCIAL

Constitution de Sèges et tous services. Tél. : 555-17-50.

boutiques

Locations

16^e ARRONDISSEMENT

Magnifique emplacement, très belle boutique, 11 m de vitrine, 140 m² de surface. 225.000 F H.T. Droit au bail. 1.250.000 F. Téléphone : 545-71-64.

pavillons

J. couple cherche 1 pav. 3 p., 2.500 F max., banlieue indiff. 140 m² de surface. 18 h à 18 h, 246-72-36 poste 255.

A VENDRE 18 km PARIS-EST

CHELLES-CHARENTAINE pav. 2 ch., s. à m., salon, s. de bain, w.c., cuis. ag., s. bureau, chauff. gaz, gar., terr. 600 m², neufs, 550.000 F. T. 020-21-54 ou 782-30-19.

CHILLY-MAZARIN (91)

beau pav. 98 m² hab., s/350 m² jardin clos. REZ-CHAUSSEES hall, gde ch., coin s. d'été, gar. ÉTAJES 3 ch., cuis. aménag., séjour, s. de bain, w.c., petite terr., gd grenier aménagé. Poss. chauff. fuel, prés commerce, école, transport. 700.000 F. Tél. 534-08-46 11 h à 14 h.

manoirs

Près PONT-AVEN manoir-ferme 17^e s. restauré, 300 m², 10 ch., piscine privée, 3 ch. nées granit, 500 m port, 5 km plage, dans zone protégée d'oiseaux + plusieurs bâtiments sur 8.000 m² plantés d'arbres. Prix 1.200.000 F. M. SIMON. Téléphone : 16-46-71-04-88.

viagers

Fréd. LOBEL, 35, bd Voltaire, PARIS-13^e. Tél. 355-51-58. Spécialiste viagers. Expérience, discrétion, conseils.

LIBRE CROISSETTE

libre 3 p., cuis., s. ch. 7 m², terrasse sur jardin, 150.000 F. neta, 10-12 h, 905-88-70

ÉNERGIE

L'ÉQUIPEMENT NUCLÉAIRE DE L'ÉGYPTE

Un mauvais risque ?

L'Égypte vient d'annoncer le report à fin novembre du dépôt des réponses à son appel d'offres international pour la fourniture d'un ou deux réacteurs de 1 000 mégawatts à El Daba, à l'ouest d'Alexandrie. Un délai supplémentaire de deux mois - les dossiers devaient être remis le 26 septembre - qui sera le bienvenu pour tous les soumissionnaires à la recherche d'un partenaire et de financement.

Il y a un peu plus de deux ans, l'Égypte - sous le charme d'une forte augmentation de sa production pétrolière et de la fiabilité des prix du brut - annonçait son intention de développer un programme nucléaire important : huit réacteurs de 1 000 mégawatts chacun devaient assurer 40 % de la consommation d'électricité en l'an 2000. La France était au premier rang des fournisseurs : deux accords-cadres définissaient la coopération nucléaire entre les deux pays en mars 1981, et il était admis que la construction des deux premiers réacteurs serait assurée de gré à gré par des entreprises françaises.

La volonté de réaliser ce programme était telle qu'en 1982 - sous la pression de Washington - La Cerna signait le traité de non-prolifération nucléaire, un acte politique majeur, puisqu'il ne l'a pas signé.

Pour les Français, les choses se sont mal passées. Insuffisance du financement selon les Américains, pressions américaines selon les Français, toujours est-il que l'Égypte a renoncé au gré à gré et lancé pour septembre 1983 un appel d'offres international. Pour une industrie nucléaire en plein marée montante dans le monde entier, cet appel d'offres était une aubaine. Neuf consortiums ont donc manifesté leur intérêt. Mais, pour les financiers, il n'en va pas de même. La conjoncture pétrolière s'est retournée, aggravant un endet-

tement extérieur déjà important (22 milliards de dollars à la fin de 1982). Aussi les banques s'interrogent-elles sur la nécessité d'un programme nucléaire de cette importance dans un pays qui n'a pas les moyens de payer ces réacteurs et sans doute pas le personnel pour les faire fonctionner (les rares ingénieurs atomistes sont très bien payés en Irak, où ils travaillent, et il n'y a guère de techniciens). Les banquiers ont - il est vrai - été échaudés par le nucléaire tant au Brésil qu'en Iran.

Ce risque, l'Eximbank (équivalent américain de la COFACE) l'a souligné au début du mois d'août 1983 en refusant de garantir les crédits de deux des soumissionnaires américains (Westinghouse et Combustion Engineering), qui réclamaient un crédit de 850 millions de dollars.

La difficulté de trouver un financement supplémentaire n'affecte pas seulement les soumissionnaires américains. En France, où Framatome s'est vu redonner le leadership un temps détenu par E.D.F., il a été nécessaire de trouver un financement supplémentaire aux crédits publics (800 millions de dollars accordés par le gouvernement pour un projet - si deux réacteurs sont construits - de près de 3 milliards de dollars). Framatome, Alsthom et Spie ont donc négocié avec les Italiens (qui pourraient se voir accorder une part de la centrale, y compris des parties nobles) et ont reçu des offres sud-coréennes pour le génie civil. La K.W.U. ouest-allemande s'est associée avec son partenaire brésilien et des Australiens. Et les Américains eux-mêmes - Westinghouse notamment - se sont alliés avec des Japonais et des Anglais. Répartition du risque ou d'un marché réduit à une peau de chagrin ?

Toujours est-il que, utiles ou non à l'Égypte, ces réacteurs feront l'objet d'une rude bataille de la part des constructeurs. - B. D.

CONJONCTURE

LANCÉ DANS QUELQUES JOURS

Le nouvel emprunt d'État (15 milliards de francs) proposera deux formules différentes

Le ministère de l'économie et des finances a arrêté, mercredi 24 août, les modalités et le montant - 15 milliards de francs - du nouvel emprunt d'État qui sera lancé dans les tout prochains jours, avec effet de jouissance au 19 septembre.

Cet emprunt sera le second de l'année 1983, après celui de 10 milliards de francs sur huit ans assorti de 14,60 % d'intérêt émis le 31 janvier. Il s'est toutefois ajouté l'emprunt obligataire de juin (11 % sur trois ans) qui a collecté quelque 14 milliards de francs.

L'emprunt de la rentrée - outre sa durée plus longue que la moyenne, qui s'établira pour les dernières émissions à six-huit ans - présente une innovation : les souscripteurs auront le choix entre deux formules. La première consistera en un titre assorti d'un taux de 13,70 %, d'une durée de dix ans, amortissable in fine. La seconde consistera en un

titre assorti d'un taux de 13,20 % et d'une durée de douze ans, échangeable chaque année à partir de 1985, lors du détachement du coupon, contre un titre assorti d'une rémunération à taux variable (égale au taux moyen constaté sur le marché pour les emprunts d'État à plus de sept ans non indexés).

Les souscripteurs pourront ainsi choisir entre un taux fixe plus rémunérateur et une formule susceptible de s'adapter à l'évolution du marché obligataire.

L'emprunt de 15 milliards de francs que va lancer le gouvernement portera à 25 milliards de francs l'épargne longue collectée par le Trésor depuis le début de l'année (soit à environ 27 milliards de francs si l'on tient compte de l'emprunt forcé de juin dernier). Le déficit du budget devant s'établir cette année aux environs de 120 milliards de francs, l'État devra lancer au moins un nouvel emprunt avant la fin de l'année pour ca-

Au premier semestre

LA FRANCE N'A IMPORTÉ QUE 33 MILLIONS DE TONNES DE PÉTROLE BRUT

La France a importé 33 millions de tonnes de pétrole brut au premier semestre 1983, soit 7,7 millions de tonnes de moins que pour la même période de 1982, selon les chiffres publiés par le comité professionnel du pétrole. Le recul a été particulièrement net pour les « bruts » originaires du Proche-Orient et notamment d'Arabie Saoudite (7,6 millions de tonnes contre 16,3), alors que les approvisionnements en provenance de la mer du Nord, de l'Algérie, du Nigeria et du Mexique ont légèrement progressé.

Les importations de produits raffinés ont en revanche poursuivi leur progression, atteignant 12,3 millions de tonnes (+ 22,9 %). Les exportations de produits raffinés ont baissé dans une même proportion à 5,1 millions de tonnes (- 25,6 %).

La facture pétrolière globale (pétrole brut, produits raffinés et produits à distiller) pour les besoins français aura atteint 64 milliards de francs contre 66 milliards l'an passé. Quant à la facture énergétique totale, elle atteint 85 milliards.

Les ventes totales de produits pétroliers sur le marché français ont représenté au cours de cette période 41,42 millions de tonnes, soit 865 000 de moins qu'au cours du premier semestre de 1982 (- 2,1 %), les ventes de carburants auto (+ 2,2 %), et de gazole (+ 2,2 %) progressant, tandis que celles de fuel domestique (- 4,82 %) et de fuel lourd (- 9,7 % dans l'industrie et - 40,8 % dans l'électricité) régressaient. Ces chiffres prouvent que les sociétés opérant en France ont procédé à un certain déstockage.

Le déficit du déficit budgétaire de 1983. L'État devrait absorber cette année - selon les estimations de l'Institut de l'économie et des finances - 25 % des ressources du marché obligataire contre 40 % pour les entreprises de ce secteur, 20 % pour les entreprises nationales et 10 % pour les collectivités locales.

Le taux de 13,70 %, qui correspond aux taux actuels du marché (la B.C.E. a lancé le samedi dernier un emprunt à 14,30 %), rapportera à ses souscripteurs 9,50 % net d'impôt, soit à peu près le taux de l'inflation actuelle. Le taux offert par l'État s'ajoute ainsi par l'importance de l'emprunt, le premier depuis septembre 1981 à atteindre 15 milliards de francs (le taux d'émission avait alors été fixé à 16,75 %).

L'épargne semble bien choisie : les taux baissent de nouveaux depuis le printemps et l'inflation marque le pas. -

AFFAIRES

LA GUERRE DES PRIX DES CARBURANTS

Une concertation semble probable

La décision du gouvernement de suspendre pour six mois la licence d'importation de produits pétroliers - dite « A3 » - de la SEPIC, société liée aux centres Leclerc, et des supermarchés qui auraient offert des rabais supérieurs à ce qu'autorisent les textes suscite de nombreuses réactions. Pourtant, la SEPIC n'a pratiquement jamais utilisé la possibilité que lui donne son A3 d'importer de Rotterdam, par exemple, jusqu'à 20 % des quantités qui lui sont nécessaires. Cette A3 lui sert essentiellement à mieux négocier ses contrats d'approvisionnement avec les raffineries opérant en France.

Les défenseurs de M. Leclerc et des hypermarchés se font légion. L'Union fédérale des consommateurs a ainsi invité les automobilistes à un soutien actif. Selon l'U.F.C., « le gouvernement viole les engagements internationaux de la France et se met en contradiction avec sa propre politique de lutte contre l'inflation ». Elle dénonce un gouvernement qui « ose prétendre défendre les consommateurs et les petits commerçants en les privant d'une économie virtuelle de 300 F par voiture et par an ». La C.G.C., qui affirme que la position des pouvoirs publics est une « entorse à la libre concurrence et porte atteinte à l'intérêt des consommateurs », ajoute : « Ce que M. Auroux ne veut pas dire, c'est que son seul souci est

de préserver le monopole de distribution de l'Etat, et cela, d'ailleurs, en dépit des règles du Marché commun ».

La C.F.D.T. en revanche rappelle que « l'intérêt des consommateurs ne réside pas seulement dans le prix du litre de carburant (...). Cela doit conjugué avec la notion de service rendu ; or il est évident que les stations installées dans des zones géographiques peu fréquentées n'ont pas les mêmes possibilités de rabais que celles placées sur des axes à forte fréquentation ».

Et toutes les parties en cause d'appeler à une concertation, à laquelle, on le sait, M. Auroux se dit depuis plusieurs semaines, favorable.

Les compagnies pétrolières, qui s'intéressent au plus haut point au jeu actuel - et qui, pour certaines d'entre elles, y participent en soutenant - comptent les coups : Elf a perdu deux points de part du marché des carburants au premier semestre. Total un peu plus, et seule a gagné des parts de marché la société Shell. Une manière de désigner le coupable ?

B. D.

ÉTRANGER

En Grande-Bretagne

LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS A ÉTÉ DÉFICITAIRE EN JUILLET

Londres (A.F.P.). - La balance des paiements courants de Grande-Bretagne est redevenue déficitaire en juillet, de 100 millions de livres, après avoir enregistré en juin un excédent de 412 millions (chiffre révisé). Selon le ministère du commerce, cette balance évolue très irrégulièrement depuis le début de 1983 : un déficit de 257 millions en janvier a été suivi d'excédents de 92 millions en février et de 610 millions en mars, puis de déficits de 110 millions en avril et de 302 millions en mai. Au total, pour les sept premiers mois de l'année, l'excédent courant atteint 345 millions de livres.

La dégradation de juillet a été entraînée, précise le ministère du commerce, par une diminution de 7,4 % de la valeur des exportations, principalement de pétrole, de biens d'équipement et de produits semi-finis autres que chimiques, alors que les importations augmentaient de 2,7 %, surtout celle de produits manufacturés et de pétrole. Au total, les exportations se montent à 4 731 millions de livres (5 107 millions en juin), tandis que les importations s'élevaient à 5 081 millions (4 945 millions). La balance commerciale est ainsi déficitaire de 350 millions en juillet. L'excédent de la balance des « invisibles » reste par ailleurs estimé à 250 millions pour juillet.

CONSOMMATION

FAUSSES TURQUES ET VRAI PLASTIQUE

Pour environ 90 %, les turques vendues sur le marché français sont de fausses pierres faites de plastique coloré ou mélangé à de la poussière de turquoises et non de véritables pierres venues des États-Unis. Tel est le résultat d'une enquête faite depuis trois mois par la direction de la consommation et de la répression des fraudes du secrétariat d'État à la consommation.

Ces imitations de turques sont, pour la plupart, faites en Allemagne - on les appelle German Blocks - puis envoyées aux États-Unis, où elles sont travaillées et montées sur de l'argent ou du plaqué-or à la façon des vraies turques utilisées depuis des millénaires par les Indiens, et enfin importées en France. Le chiffre d'affaires de ces importations est de l'ordre de 50 millions de francs.

Certes, ces bijoux sont souvent jolis et ils sont vendus à des prix en général inférieurs à ceux qu'atteindraient les vraies turques américaines. Mais beaucoup sont vendus avec le label « turques naturelles » ou même « turques véritables ». La tromperie est donc certaine. L'acheteur s'y laisse prendre d'autant plus facilement que le bijou lui est souvent vendu avec le taux de produit de luxe (33,33 %) et qu'une expertise coûte 400 francs...

Le truc pour déceler la fausse turquoise : faire chauffer au rouge la pointe d'une aiguille (tenue avec une pince) et l'appliquer sur la « pierre ». Le plastique fond, la vraie pierre ne fond pas. - Y. R.

Aux États-Unis

LES 8 000 OUVRIERS DE L'ACIÉRIE DE WEIRTON ENVISAGENT DE CRÉER UNE COOPÉRATIVE DE PRODUCTION

Les huit mille salariés de l'aciérie de Weirton, en Virginie, vont probablement devenir propriétaires de leur outil de travail. Ils en décideront par un vote le 23 septembre qui, s'il est positif, aboutira à la création de la plus grande coopérative de production des États-Unis. Que la politique ultra-libérale de M. Reagan provoque un regain d'« économie sociale » a de quoi surprendre.

En vérité, les vastes restructurations des secteurs traditionnels, la sidérurgie en premier lieu, pourraient laisser prévoir. Beaucoup d'usines, considérées comme irréductibles, sont abandonnées par les directions des groupes, et les ouvriers, pour conserver leur emploi, ont d'autre solution que de se grouper en coopérative. Les capacités de la sidérurgie américaine ont déjà chuté de 175 millions de tonnes en 1974 à 150 millions aujourd'hui, elles se sont réduites à 120 millions en 1980 selon diverses estimations. L'emploi (400 000) pourrait dans le même temps fondre de moitié.

A Weirton, la direction voulait limiter les effectifs à 1 500 personnes chez National Steel, le n° 3 de la sidérurgie. Ayant refusé, les sidérurgistes devront reprendre à leur compte le passif (192 millions de dollars) et verser encore 194 millions au groupe propriétaire. Pour financer ces sommes, les ouvriers accepteraient une diminution de près de 20 % de leurs salaires et d'autres avantages acquis. Le conseil de gestion, où siège l'actuel directeur, lancera également un emprunt de 120 millions de dollars auprès d'un consortium de banques dirigé par la Citibank. Les pertes de l'aciérie depuis le début de l'année seraient de 41 millions de dollars mais, avec la reprise, les sidérurgistes espèrent retrouver un profit dès l'an prochain.

MONNAIES

Stabilité du dollar

Le dollar, qui s'était vivement redressé mercredi 24 août, a marqué le pas sur toutes les places financières européennes. A Paris, le cours de la devise américaine n'a pratiquement pas varié, à 7,9550 F (contre 7,9550 F). Il en a été de même à Francfort, où le « billet vert » s'est échangé à 2,6420 DM.

Le franc, qui avait quelque peu fléchi mercredi, s'est montré résistent.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ROBECO

HAUSSE DE 29,6 % PENDANT LE PREMIER SEMESTRE 1983

Dans son rapport semestriel au 30 juin dernier, la société d'investissement Robeco fait mention de la hausse de 29,6 % du cours de son action. Compte tenu du dividende de 13,13 - (= FF 34,58, cours du 13 avril) par action, distribué en avril dernier, cela signifie une plus-value de 34 % en 6 mois.

Redressement économique Robeco estime que la hausse des cours observée ces derniers mois témoigne de la confiance dans le redressement économique et l'amélioration des résultats industriels, concluant :

« Ainsi, semble-t-il de plus en plus évident que nous sommes sortis du creux de la récession et que nous nous retrouvons au seuil d'un rétablissement conjoncturel général. Sur ce plan, les États-Unis ont pris de l'avance sur la plupart des autres pays. »

Politique d'investissement Au cours du semestre écoulé, une hausse très nette du cours des actions a été constatée sur presque toutes les places financières importantes. Aux États-Unis, l'envolée des cours dans certains secteurs (la métallurgie, la chimie, la technologie, les services publics, la consommation) a incité Robeco à réaliser des bénéfices. D'autre part, elle a diminué ses positions dans le secteur pétrolier. La couverture contre les risques de change du portefeuille U.S. a été portée de 50 % à 100 %.

Sur la quasi-totalité des bourses européennes, Robeco a augmenté ses participations ou fait des acquisitions nouvelles. Seuls quelques postes de valeurs mobilières néerlandaises ont été réduits (Royal Dutch, Philips et Unilever) par des cessions à des prix intéressants.

Au Japon, à Hong-Kong et à Singapour, la société a fait de nouvelles acquisitions.

Situation financière Pendant la période concernée, le capital émis s'est accru de 326 693 actions. Les actifs nets au 30 juin 1983 s'élevaient à FF 16 574 millions.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX PUITS

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 1057/DIV.

L'Entreprise Nationale des Travaux aux Puits lance un avis d'appel d'offres international pour la fourniture de :

MATÉRIEL ÉLECTRIQUE (POUR ATELIER FROID)

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'État sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à l'adresse suivante : Entreprise Nationale des Travaux aux Puits, 2, rue du Capitaine-Azzoug, Côte-Rouge, Hussein-Dey, Alger, Algérie. Département Approvisionnement et Transports à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions, établies en cinq exemplaires devront parvenir, sous double pli cacheté et recommandé, au secrétariat du D.A.T., à l'adresse sus-indiquée. L'enveloppe extérieure strictement anonyme, sans en-tête, portera la mention « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 1057/DIV. CONFIDENTIEL. NE PAS OUVRIR. »

Les soumissions devront parvenir au plus tard le 8/10/1983, 12 heures, délai de rigueur.

Le délai d'option sera de 180 jours à compter de la date de clôture de l'appel d'offres.

INFORMATIQUE

la passion et la raison

Impliquant, passionnant, captivant : tous ces adjectifs sont fréquemment utilisés par les informaticiens lorsqu'ils parlent de leur métier. Mais cette passion survit-elle aux mutations qui se font jour dans l'industrie informatique ?

Métier d'avenir intégré aux réalités actuelles, où la position de demandeur d'emploi est souvent confortable, le choix d'une carrière informatique est d'abord un choix de raison : rémunérations élevées, offres très nombreuses. Mais quel sera l'impact de l'évolution des techniques sur les besoins des entreprises ?

L'informatique : métier du temps présent, métier du futur ? Une étude réalisée par Régie-Presses du Monde, apporte sans doute un éclairage nouveau sur l'informatique. Destinée aux Informaticiens, Responsables d'entreprises, Responsables du personnel et de recrutement, elle fait le point sur ce métier : les informaticiens en France aujourd'hui, la mobilité de l'emploi, le recrutement, les annonces, leur lecture, l'informatisation des P.M.E....

Pour recevoir ce dossier, nous vous remercions de nous adresser votre carte de visite de préférence professionnelle accompagnée d'un chèque de 50 Francs, à l'ordre de Régie-Presses INFO 85 bis, rue Réaumur 75002 PARIS.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

- LE RAIL : « La gouffre », par Claude Collet ; « Tourner la page du déclin », par Jean-Claude Gysbert ; « Investissements : la bonne voie », par Jean Sivadère.
- LU : l'Autre Chance, un métier pour réussir, de Marcel Rigout.

ÉTRANGER

34. LA CRISE AU TCHAD
5. ASIE
- CHINE : Pékin s'inquiète du rapprochement entre le Japon et l'alliance atlantique.
6. EUROPE
- R.F.A. : le débat sur les euro-missiles domine la rentrée politique.
6. PROCHE-ORIENT
8. AMÉRIQUES
7. Océanie
- « Voyage au cœur du Pacifique sud », par Patrice de Beer.

POLITIQUE

8. La rentrée de l'opposition : un entretien avec M. Méhaignerie.
- Les municipalités à l'heure de la revanche : Gasse.

LE MONDE DES LIVRES

9. LE FEUILLETON : Bruno Schütz, la destinée d'un médium.
9. LA RENTRÉE LITTÉRAIRE : Romans : qui donnera tort à La Bruyère ? Essais : les inquiétudes de notre société.
10. HISTOIRE LITTÉRAIRE : Balzac et le journalisme. Octave Mirbeau, le peintre de la « pourriture ».
11. LETTRES ÉTRANGÈRES : les écrivains de Kieï.

CULTURE

15. SORCIÈRES : le music-hall s'en va.
- CINÉMA : Carmen, de Carlos Saura.
- MUSIQUE : sixième session d'études à Royanmont.

SOCIÉTÉ

14. SPORTS : les championnats d'Europe de natation.
17. ÉDUCATION.

RÉGIONS

18. GUADELOUPE : les « piléurs » de sable menacent l'activité touristique.

ÉCONOMIE

19. SOCIAL : le déficit de l'UNEDIC atteindrait 10 milliards de francs à la fin de 1983, selon M. Bergeron.
20. ÉNERGIE : au premier semestre, la France n'a importé que 33 millions de tonnes de pétrole brut.

RADIO-TÉLÉVISION (17) INFORMATIONS
« SERVICES » (18) :
 « Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés.
Carnet (17) : Programmes des spectacles (16) ; Marchés financiers (21).

Le numéro du « Monde » daté 25 août 1983 a été tiré à 452 744 exemplaires

POUR SATISFAIRE AUX NOMBREUSES DEMANDES LA

MAISON DE L'IRAN

PROLONGE JUSQU'AU 31 AOÛT

55,5%

sur

ARTISANAT ET TAPIS

IRAN-ORIENT

225.62.90

65, Champs-Élysées, 8^e ouvert même dimanche

A B C D F G H

En Argentine

M. ITALO LUDER BRIGUERA L'INVESTITURE PÉRONISTE À LA PRÉSIDENTIE

Buenos-Aires (A.F.P., Reuter). — M. Italo Luder, âgé de soixante-six ans, professeur de droit constitutionnel, et ancien président intérimaire, en 1975, sera le candidat du péronisme, face au radical Raul Alfonsín dans la course à la présidence argentine après les élections générales du 30 octobre.

Après le désistement de M. Antonio Cafiero, avocat personnel d'Isabel Peron, il reste le seul leader qui, le 3 septembre, sollicitera l'investiture du Congrès péroniste pour tenter de s'installer au palais présidentiel. M. Cafiero, ancien ministre de l'économie, veut postuler le poste de gouverneur de Buenos-Aires, la plus importante des vingt-trois provinces argentines. Plus de tiers de la population du pays (28 millions d'habitants) y est concentrée.

On signale, d'autre part, l'enlèvement, mercredi 24 août, de M. Patricia Kelly, directeur de la revue *Quorum* qui dénonce avec violence d'importantes personnalités du régime militaire. M. Kelly, qui se proclame lui-même « un franc-tireur nationaliste indépendant », a été enlevé par un commando d'une dizaine d'hommes. Selon les premières informations, il aurait été assassiné par ses ravisseurs. Mais, selon l'agence Reuter, il aurait été retrouvé sain et sauf dans la banlieue de Buenos-Aires ce jeudi 25 août.

En R.D.A.

M. Honecker confirme que le déploiement des nouvelles armes de l'OTAN entraînerait des représailles

Le chef de l'État et du P.C. est-allemands, M. Erich Honecker, a annoncé mercredi 24 août à Berlin-Est que le pacte de Varsovie répondra en cas de déploiement de nouvelles missiles de l'OTAN, par le stationnement de nouvelles fusées tactiques de portée accrue dans les « positions avancées des pays membres ».

M. Honecker a fait cette déclaration en recevant M. Egon Bahr, expert du parti social-démocrate ouest-allemand (S.P.D.) pour les questions de désarmement.

M. Egon Bahr a lui aussi souligné le « danger accru » que représenteraient les contre-mesures du pacte de Varsovie en particulier pour la R.F.A. Il a déclaré qu'en réplique aux Pershing-II et aux missiles Cruise (qui peuvent être utilisés comme armes de première frappe), les Soviétiques déploieraient « en R.D.A. et pas seulement en R.D.A. des systèmes analogues ». Ils s'efforceraient, selon M. Bahr, de disposer des fusées qui « atteindraient

An cours d'une conférence de presse de rentrée qu'il a tenue le 25 août en fin de matinée, M. Henri Krasucki a souligné que deux préoccupations dominent chez les travailleurs : l'emploi, le plus grand sujet d'inquiétude avec les licenciements et les fermetures d'entreprises, et le pouvoir d'achat, plus grand sujet de mécontentement, alors qu'arrivent les feuilles d'impôt et les frais de la rentrée scolaire. Sur ces deux questions, ça ne va pas [...]. En fait, il n'y a aucune facilité, toutes les difficultés peuvent être affrontées pour y trouver des issues.

Prendant directement le contre-pied des thèses exprimées par M. Edmond Maire dans le Monde du 25 août, le secrétaire général de la C.G.T., après avoir réaffirmé son désaccord avec certaines mesures du plan Delors conduisant à réduire le pouvoir d'achat, a affirmé : « La croissance, si elle ne suffit pas à changer la société, est une condition de son existence ; il faut parvenir à la retrouver. La rigueur, pour nous, a un tout autre sens, et la notion d'effort ne nous rebute pas, les travailleurs y sont aptes. »

Pour M. Krasucki, il est possible de mobiliser les salariés dans le sens de l'effort, pourvu qu'ils puissent y croire, ce qui nécessite trois conditions : faire franchir à la justice sociale des « pas substantiels ».

En R.D.A.

M. Honecker confirme que le déploiement des nouvelles armes de l'OTAN entraînerait des représailles

leurs objectifs avant que les Pershing-II ne soient arrivés à Moscou.

M. Bahr a affirmé d'autre part que ces contre-mesures impliqueraient également des systèmes menaçant directement les États-Unis.

Concernant un éventuel déploiement d'engins tactiques (moins de 1 000 km.) en Europe de l'Est, plusieurs responsables militaires de l'OTAN ont déclaré ces derniers mois que de tels systèmes étaient déjà en place et pouvaient atteindre le territoire de pays de l'OTAN. On estime à Bruxelles que les déclarations de M. Honecker, « ne sont que la répétition de menaces déjà proférées par les dirigeants et la presse soviétiques ». Elles devraient être écartées, le 2 septembre, lors de la prochaine réunion du groupe consultatif spécial de l'OTAN, chargé de la préparation des négociations américano-soviétiques de Genève. (A.F.P.)

Les pays utilisant le français n'ont pas été consultés avant la création à Paris de trois organismes pour la francophonie

Il existait depuis 1981 un rapport très complet sur l'état mondial de la francophonie, réalisé par un groupe de parlementaires dirigé par le député gaulliste Xavier Deniau. Mais le gouvernement a éprouvé le besoin de demander un autre rapport sur le même sujet, qu'a terminé cette année M. Roger Fajardie, député socialiste à l'Assemblée européenne et conseiller officieux de M. Mauroy, notamment pour les rapports du premier ministre avec les franc-maçons.

C'est donc sur la base du rapport Fajardie qu'on a été prises les décisions annoncées mercredi 24 août à l'issue du conseil des ministres (nos dernières éditions du 25 août) : création d'un Haut Conseil de la francophonie présidé par le chef de l'État français et réunissant « une dizaine de personnalités françaises et étrangères connues sur le plan mondial pour leur action en faveur de la francophonie » ; d'un Commissariat général de la langue française à composante uniquement nationale mais ayant également vocation internationale et qui, sous l'autorité du politologue Philippe de Saint-Robert, « répartira tous les moyens qui seront consacrés à la promotion de la langue française » ; d'un comité consultatif de la langue française placé auprès du premier ministre « en vue de favoriser le bon usage de notre langue » et qu'animerait M. Fajardie.

Tout cela est fort bien, mais on peut s'étonner que les partenaires francophones de la France, au nombre d'une quarantaine et regroupés pour la plupart au sein de l'Agence de coopération culturelle et technique, installée à Paris, n'aient pas, avant que l'on sache, été officiellement consultés pour la mise sur pied

d'un projet qui intéresse à travers le monde plus d'étrangers que de Français. Il faut espérer que l'organisation de la francophonie, déjà empêtrée dans le différend canado-québécois, sans parler de vives réticences, pour ne pas dire plus, de pays utilisant le français comme l'Algérie ou Madagascar, n'aura pas à pâtir des décisions « unilatérales » de Paris. Les nominations à venir au sein du Haut Conseil pourront peut-être calmer de légitimes susceptibilités.

Ce n'est pas une réaction aux décisions parisiennes, mais, mercredi 24 août à Téléma, par pure coïncidence, l'imam Khomouy fait savoir que « le point de vue des théologiens selon lequel il était sacrilège de savoir une langue étrangère » était « arrêté ». En conséquence, les programmes étrangers de la radio iranienne, et notamment ceux en français, seront renforcés. « Afin de mieux propager l'islam », prétend le père de la révolution iranienne.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

CINQ JEUNES VANDALES LILLOIS INTERPELLÉS

Cinq enfants de neuf à quinze ans auteurs de vols et d'actes de vandalisme au cours du week-end dernier à la société Olivetti-France et dans un lycée technique de Lille ont été interpellés lundi 22 août. Ils avaient dérobé de nombreuses calculatrices et machines à écrire électroniques et saquebé le matériel et les bâtiments de la société, qui estime les dégâts à 8 millions de francs. Une partie du butin a été retrouvée au domicile de l'un des mineurs.

LA « RENTRÉE » DE LA C.G.T.

« Il faut parvenir à retrouver la croissance » déclare M. Krasucki

« savoir clairement à quel effort servira », et voir que « les rapports dans le travail changent vraiment » ; « que les travailleurs ont droit à la parole, que leur avis compte, qu'ils sont partie prenante et non pas des pions inertes sur un échiquier ».

Le secrétaire général de la C.G.T. a préconisé de nouveau un prélèvement exceptionnel de l'impôt sur les grandes fortunes, dont le produit devrait être affecté à l'industrie et à l'emploi. « La clé du recul du chômage », a-t-il ajouté, « reste cependant la création d'emplois dans l'industrie et les services utiles à la vie de la société, avant tout les services publics. On est très loin encore d'avoir mis en chantier des objectifs suffisants, à moyenne et à plus longue échéance, mais aussi d'avoir utilisé toutes les possibilités immédiates pour faire autrement, arrêter l'hémorragie, préserver ou créer des emplois ou des entreprises qui peuvent l'être dès à présent. » Avant d'affirmer : « Je ne sais si d'autres ont des pannes d'imagination ; nous présentons, pour notre part, des propositions et des objectifs concrets d'action syndicale, qui ne sont ni autoritaires ni subordonnés à une Europe, qui pourrait être utile, mais qui n'existe actuellement que dans un sens économiquement et socialement restrictif. »

VENTES DE BLÉ OCCIDENTAL A L'U.R.S.S.

M. John Block, secrétaire américain à l'Agriculture, est arrivé le 24 août à Moscou pour signer le nouvel accord américano-soviétique sur les céréales. Pour M. Block, cet accord doit être considéré comme « la preuve concrète que les États-Unis et l'Union soviétique peuvent travailler ensemble sur les problèmes de grande signification mutuelle ».

Négozié le 28 juillet (le Monde du 30 juillet), cet accord, prévu pour cinq ans, fera passer les achats minimums de céréales américaines par l'U.R.S.S. de 6 à 9 millions de tonnes par an, et garantira des ventes d'une valeur au moins égale à 7 milliards de dollars sur cinq ans.

Dans le même temps, on a confirmé, à Paris, une rumeur de la Bourse de Londres, selon laquelle les opérations, sur le marché français (notamment Dreyfus), auraient vendu entre 600 000 tonnes et 700 000 tonnes de céréales à l'U.R.S.S. dans le courant du mois d'août.

BESNIER PREND LE CONTRÔLE DE PRÉVAL

Le groupe laitier Besnier vient de prendre le contrôle de Préal, en acquérant 58 % du capital de cette société.

Préal collecte un milliard de litres de lait par an auprès de dix-sept mille producteurs, et possède cinq usines dans l'ouest de la France. Cette société a traversé une grave crise en 1982, avec le divorce survenu entre l'Union laitière normande et la Société civile des producteurs Préal-S.C.P.P. (mise en liquidation amiable en septembre dernier), ses deux actionnaires à 34 % et 30,5 % respectivement.

L'entrée du groupe mayennais Besnier s'est effectuée grâce au rachat de 34 % du capital que détenait la S.C.P.P. et de 24 % sur lesquels elle avait une option.

Le groupe Besnier, dispose ainsi d'une capacité de production annuelle de deux milliards de litres de lait. Il entend désormais axer son expansion vers l'étranger, son chiffre d'affaires à l'exportation ayant progressé de plus de 80 % entre 1982 et 1983. (A.F.P.)

ELISABETH VAILLAND EST MORTE

Elisabeth Vailland, épouse de l'écrivain Roger Vailland, est morte le mardi 24 août à 5 h 30 à l'hôpital de Bourges-Brenne, terrassée par une crise cardiaque. Elle allait avoir soixante-sept ans dans quelques semaines.

[Élevée dans une famille farouchement antifasciste, cette Italienne née à Bologne, en 1916, fit la connaissance de Roger Vailland au lendemain de la Libération. L'écrivain donna les traits d'Elisabeth à deux de ses personnages féminins dans 325 000 F et dans la Fée. Depuis la mort de celui-ci, en 1965, Elisabeth Vailland vivait à Meillemont dans l'Ain. Tout récemment, elle avait confié ses souvenirs à Philippe Garbini, paru par la suite. En 1972, Elisabeth Vailland avait publié *Voyage dans l'Amérique du genre* (Fayard). Elle avait collaboré aussi à un livre sur son mari, dans le « Petite Collection Seghers ».]

Manipulations génétiques

et « outils thérapeutiques » d'un nouveau genre

Une équipe franco-américaine obtient un résultat prometteur

Un groupe de scientifiques français et américains (1) est parvenu à reproduire en laboratoire la synthèse d'une toxine naturellement produite par la bactérie responsable de la diphtérie. Obtenir grâce aux techniques des manipulations génétiques, ce résultat pourrait, à l'avenir, être utilisé pour mettre au point des « outils thérapeutiques » d'un nouveau genre.

Le temps passe vite dans les laboratoires. Les travaux qui étaient présentés il y a moins de cinq ans comme de véritables « premières » peuvent aujourd'hui être classés au rang de « résultats intéressants ». De la même manière, alors qu'elles jouissaient il y a peu encore au sein de la communauté scientifique d'un prestige sans égal, les techniques de manipulation génétique sont aujourd'hui qualifiées de « banales ».

Les travaux menés sur la bactérie responsable de la diphtérie illustrent parfaitement cette tendance. Il y a deux ans et demi (le Monde du 13 février 1981), une équipe française, dirigée par le professeur Louis Chedid (Institut Pasteur de Paris), annonçait qu'elle était parvenue à produire par synthèse une copie d'une structure fabriquée naturellement par cette bactérie. Aujourd'hui, une équipe associant des scientifiques français et américains publie dans le dernier numéro du magazine scientifique américain *Science* (numéro daté 26 août) un travail sur le même thème.

En substance, les chercheurs sont parvenus à identifier la partie du génome (support du patrimoine héréditaire) qui dans ce micro-organisme dirige la synthèse de la toxine (2). Ils ont ensuite cloné cette structure (ou gène) et l'ont intégrée au génome d'une autre bactérie où elle « s'exprime ». Pour des raisons de sécurité, c'est une toxine légèrement différente de la toxine mortelle qui est produite à partir d'un gène qui a été isolé dans une bactérie (virus parasitant les bactéries) mutant. Par déduction, l'équipe est néanmoins parvenue à découvrir la structure du gène qui commande la synthèse de la « toxine sauvage ».

Sur quoi pourrait, dans l'avenir, déboucher ces travaux et ces résultats ? Il n'est pas question ici de produire un vaccin : le vaccin protecteur contre la diphtérie est efficace et de bon marché. En revanche, la connaissance et la maîtrise du génome de la bactérie diphtérique pourrait être utilisée à d'autres fins. C'est ainsi qu'à l'Institut Pasteur de Paris on travaille dans deux directions : la production en grandes quantités de protéines données (après modification de la structure de gène et sa réintroduction dans des souches bactériennes) et la fabrication d'« outils thérapeutiques » d'un nouveau genre.

On sait, en effet, que la toxine diphtérique a la propriété de tuer les cellules de nombreuses espèces vivantes en parvenant à bloquer dans ces cellules les synthèses protéiques. Pour ce faire, après sa séparation par la bactérie, la toxine vient se fixer sur la membrane des cellules. Ces dernières l'absorbent avant d'être détruites. La connaissance très précise de ces phénomènes permet de penser qu'ils pourraient être utilisés à des fins thérapeutiques. Ils permettraient, par exemple, le transport de principes actifs (des hormones ou des produits anti-cancéreux notamment) dans les cellules-cibles. On pense que l'efficacité des traitements se trouverait augmentée et les effets secondaires nettement diminués.

JEAN-YVES NAU.

(1) Cette équipe groupe des chercheurs français de différentes unités de l'Institut Pasteur de Paris (groupe de génie génétique, unité des antigènes bactériens et unité de recombinaison et d'expression génétique) ainsi que l'équipe de M. John E. Murphy (Harvard Medical School de Boston).

(2) L'infection diphtérique est due à la production dans l'organisme par la bactérie diphtérique d'une toxine.

Piqûres mortelles de frelon : trois victimes en une semaine

Alors qu'il tentait de détruire un nid de frelons, Louis Barret, soixante-cinq ans, a été attaqué par les insectes. Il est mort, mercredi 24 août, à l'hôpital de Monthéville (Doubs), où il avait été transporté immédiatement. C'est la troisième personne victime en une semaine d'une piqûre de frelon. (le Monde du 3 août).

Traitement par l'adrénaline

Le professeur Jean Charpin, de l'université d'Aix-Marseille, nous apporte à ce propos quelques précisions :

« Les hyménoptères dangereux pour l'homme sont rarement des frelons, beaucoup plus souvent des abeilles et des guêpes (du genre *Vespa* surtout). »

« Les piqûres peuvent tuer soit par leur multiplicité, soit, et c'est le cas le plus fréquent, par une injection unique de venin chez un sujet allergique. »

« Les médicaments efficaces en cas d'accident aigu sont, certes, les corticoïdes et les antihistaminiques, mais surtout, si la situation est réellement menaçante

pour la vie, l'adrénaline, qui peut être administrée en pulvérisations ou en injections à petite dose. »

« Actuellement, on prescrit à tous les sujets qui se savent allergiques aux piqûres d'hyménoptères une trousses incluant de l'adrénaline. L'industrie française se préoccupe de la mise au point d'une petite seringue automatique permettant à l'allergique lui-même ou à sa famille d'injecter sous la peau, avant même l'arrivée du médecin, le quart de milligramme d'adrénaline salvateur. »

« Ultimeusement, le malade peut faire pratiquer une désensibilisation spécifique au venin, qui est, actuellement, très au point. »

« Une aide de l'Etat pour les mytiliculteurs du Morbihan. — La commercialisation des moules du Morbihan, interdite depuis les fortes chaleurs du mois de juillet par mesure d'hygiène, a été de nouveau autorisée le mercredi 24 août par le ministre de la mer. Les mytiliculteurs ont reçu la promesse de mesures d'aide en leur faveur, notamment des reports de prêts et de cotisations. Un crédit exceptionnel financera une campagne de promotion des moules pour faire oublier les effets qu'aurait pu avoir sur le public leur interdiction momentanée de vente. »

FERMETURE ANNUELLE RÉOUVERTURE LE LUNDI 29 août

CAPÉLOU

les belles literies et tout ce qui se transforme en lit

37, Av. de la République PARIS-75

TENNIS ACTION

734 36 36

STAGES LONGUE DURÉE

1h par semaine - 4 ou 5 mois

Adultes - Enfants - Tous niveaux

8 CENTRES A PARIS

Paris 13^e - Paris 15^e - Paris 16^e - Paris 17^e - Paris 18^e - Paris 19^e - Paris 20^e - Paris 21^e

N°1 de la FOURRURE D'OCCASION

Ouvrez en Août

LES DEUX OURS

106 Bd de Grenelle Paris 15^e - M^{te} Mouton

575.10.77

مكتبة من الأصل